

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 1998-1999

---

22 AVRIL 1999

---

Révision de l'article 150 de la Constitution

---

## RAPPORT

FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION  
DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES  
PAR M. NOTHOMB

---

### INTRODUCTION

La commission des Affaires institutionnelles a discuté le projet de révision de l'article 150 de la Consti-

---

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Swaelen, président; Caluwé, Coene, Desmedt, Erdman, Happart, Hotyat, Lallemand, Mme Milquet, MM. Moens, Vandenberghe, Van Hauthem et Nothomb, rapporteur.

2. Membres suppléants : MM. Chantraine et Verreycken.

3. Autres sénateurs : MM. Buelens, Ceder, Daras, Goovaerts et Loones.

*Voir:*

**Documents du Sénat :**

**1-1328 - 1998-1999 :**

N° 1 : Projet de texte transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Amendements.

**1-451 - 1996/1997 :**

N° 1 : Proposition de M. Anciaux.

**1-548 - 1996/1997 :**

N° 1 : Proposition de M. Boutmans et consorts.

**1-837 - 1997/1998 :**

N° 1 : Proposition de Mme Milquet et consorts.

**1-1231 - 1998/1999 :**

N° 1 : Proposition de MM. Vandenberghe, Lallemand et consorts.

N° 2 : Amendements.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 1998-1999

---

22 APRIL 1999

---

Herziening van artikel 150 van de Grondwet

---

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE  
INSTITUTIONELE AANGELEGENHEDEN  
UITGEBRACHT DOOR  
DE HEER NOTHOMB

---

### INLEIDING

De commissie voor de Institutionele Aangelegenheden besprak dit ontwerp tot herziening van arti-

---

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Swaelen, voorzitter; Caluwé, Coene, Desmedt, Erdman, Happart, Hotyat, Lallemand, mevrouw Milquet, de heren Moens, Vandenberghe, Van Hauthem en Nothomb, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : de heren Chantraine en Verreycken.

3. Andere senatoren : de heren Buelens, Ceder, Daras, Goovaerts en Loones.

*Zie:*

**Gedr. St. van de Senaat :**

**1-1328 - 1998-1999 :**

Nr. 1 : Ontwerp van tekst overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Amendementen.

**1-451 - 1996/1997 :**

Nr. 1 : Voorstel van de heer Anciaux.

**1-548 - 1996/1997 :**

Nr. 1 : Voorstel van de heer Boutmans c.s.

**1-837 - 1997/1998 :**

Nr. 1 : Voorstel van mevrouw Milquet c.s.

**1-1231 - 1998/1999 :**

Nr. 1 : Voorstel van de heren Vandenberghe, Lallemand c.s.

Nr. 2 : Amendementen.

tution qui vous est soumis lors de ses réunions des 25 mars 1999, 1<sup>er</sup>, 2 et 22 avril 1999.

La commission a entamé la discussion générale au cours de la réunion du 25 mars 1999. Un membre a estimé qu'étant donné que le projet de révision de l'article 150 de la Constitution n'avait pas encore été adopté par l'assemblée plénière de la Chambre des représentants(1), la commission ne pouvait pas encore entamer la discussion de ce projet.

D'autres membres ont toutefois renvoyé à l'article 27.1 du Règlement du Sénat(2) et ont estimé que la commission pouvait déjà entamer la discussion de la proposition, mais sans procéder au vote. Le premier intervenant a jugé que l'article cité du Règlement du Sénat n'était pas applicable aux propositions de révision de la Constitution, contrairement aux propositions et projets de loi.

La commission, par 8 voix contre 1, a néanmoins décidé d'entamer la discussion générale. Elle a également décidé de ne pas accéder à la demande d'un membre visant à organiser, préalablement à la discussion du projet de révision de l'article 150 de la Constitution, une audition d'une représentation de l'Association générale des journalistes professionnels de Belgique, en raison de l'incidence du projet sur la liberté de la presse. Une telle audition s'inscrivait selon ce membre parfaitement dans le cadre des tâches du Sénat en tant que chambre de réflexion. La majorité de la commission a estimé que ce sujet avait déjà été fréquemment abordé, tant à la Chambre des représentants (groupe de travail des représentants Reynnders et Declerck) qu'au Sénat. En effet, ce dernier avait organisé les 7, 8 et 9 décembre 1995 un colloque sur «La justice et les médias», qui avait abouti à un volumineux rapport dans lequel on retrouve les points de vue de tous les intéressés. La commission a rejeté la demande visant à tenir des auditions par 8 voix contre 1(3).

La discussion générale a été close lors de la réunion du 1<sup>er</sup> avril 1999. Au cours de la réunion du 2 avril 1999 a eu lieu la discussion de l'article, de même que le vote final.

(1) Il a été adopté lors de la séance plénière de la Chambre des représentants du jeudi 25 mars 1999, après-midi : voir le doc. Chambre, 1998-1999, n° 1-1936/3.

(2) Art. 27. — 1...

Lorsque la Chambre des représentants est saisie d'un projet ou d'une proposition de loi, la commission compétente peut, avant le vote de la Chambre, désigner son rapporteur et entamer l'examen du texte, sans votes.

(3) Voir annexe.

kel 150 van de Grondwet op haar vergaderingen van 25 maart 1999, 1, 2 en 22 april 1999.

Op de vergadering van 25 maart 1999 heeft de commissie de algemene bespreking aangevat. Een lid was van oordeel dat, aangezien het ontwerp tot herziening van artikel 150 van de Grondwet nog niet door de plenaire vergadering van de Kamer van volksvertegenwoordigers was aangenomen(1), de commissie de bespreking van dit ontwerp nog niet kon aanvatten.

Andere leden verwezen echter naar artikel 27.1 van het reglement van de Senaat(2) en waren van oordeel dat de commissie de bespreking van het voorstel reeds kon aanvatten zonder evenwel tot stemming over te gaan. Het eerste lid was van oordeel dat het geciteerde artikel van het reglement van de Senaat niet van toepassing is op de voorstellen tot herziening van de Grondwet, in tegenstelling tot voorstellen en ontwerpen van wet.

De commissie besliste echter met 8 stemmen tegen 1 de algemene bespreking aan te vatten. De meerderheid van de commissie besliste ook niet in te gaan op de vraag van een lid om, voorafgaand aan de bespreking van het ontwerp tot herziening van artikel 150 van de Grondwet, een hoorzitting te organiseren met een vertegenwoordiging van de Algemene Vereniging van Beroepsjournalisten in België omwille van de invloed van het ontwerp op de persvrijheid. Een dergelijke hoorzitting paste volgens het lid perfect in het kader van de taken van de Senaat als reflectiekamer. De meerderheid van de commissie was van oordeel dat dit onderwerp reeds veelvuldig aan bod gekomen is, zowel in de Kamer van volksvertegenwoordigers (Werkgroep van de volksvertegenwoordigers Reynnders en Declerck) als in de Senaat. De Senaat organiseerde immers op 7, 8 en 9 december 1995 een colloquium over «Justitie en Media». Dit colloquium resulteerde in een lijvig verslagboek waarin men de standpunten van alle betrokkenen terugvindt. De commissie verwierp het verzoek om hoorzittingen te houden met 8 stemmen tegen 1(3).

Op de vergadering van 1 april 1999 werd de algemene bespreking gesloten. Op de vergadering van 2 april 1999 werd de bespreking van het artikel gehouden, alsook de eindstemming.

(1) Dit gebeurde op de plenaire vergadering van de Kamer van volksvertegenwoordigers van donderdagnamiddag 25 maart 1999 : zie Stuk Kamer, 1998-1999, nr. 1-1936/3.

(2) Art. 27. — 1...

Is bij de Kamer van volksvertegenwoordigers een ontwerp of een voorstel van wet aanhangig, dan kan de bevoegde commissie nog vóór de stemming in de Kamer een rapporteur aanwijzen en de behandeling van de tekst aanvatten, zonder stemmingen.

(3) Zie bijlage.

## I. DISCUSSION GÉNÉRALE

L'auteur principal de la proposition de révision de l'article 150 de la Constitution déposée par M. Vandenberghe et consorts commente le projet de révision de l'article 150 de la Constitution tel qu'elle a été approuvée par la commission compétente de la Chambre. Le texte du projet de la Chambre des représentants est en effet parfaitement identique à celui de la proposition déposée par le membre.

Cette initiative a pour objet d'améliorer l'encadrement juridique de la liberté d'expression à la lumière des restrictions nécessaires à cet égard dans une société démocratique.

Force est de constater tout d'abord que l'initiative n'a aucunement pour objet de limiter la liberté d'opinion. La liberté d'opinion est un point essentiel dans la discussion politique: sans liberté d'opinion, il n'y a pas de volonté démocratique et pour que cette volonté puisse se former, il faut aussi garantir la liberté d'expression et la liberté d'opinion les plus larges. C'est ce qui ressort de la Constitution et des diverses conventions internationales qui protègent la liberté d'opinion en tant que droit fondamental. L'intervenant renvoie à l'article 10 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux articles 18 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Ensuite, cette initiative ne tend absolument pas à introduire une notion du politiquement correct. La liberté d'expression n'est pas liée au principe du politiquement correct tel qu'il est défini aux États-Unis. La liberté d'expression vaut pour toutes les conceptions, y compris les conceptions purement marginales, très critiques, provocatrices, embarrassantes, dérangeantes, etc. Il y a d'ailleurs une jurisprudence impressionnante de la CEDH à ce sujet, comme par exemple l'arrêt De haes et Ghysels de 1998. En politique, et certainement dans le cadre de la discussion politique, il faut avoir une capacité d'encaisser exceptionnelle nettement supérieure à celle de Cassius Clay. Tel est le principe que la CEDH a utilisé notamment dans l'arrêt Lingers sur un article dans lequel le chancelier autrichien de l'époque, Kreisky, était qualifié de corrompu. La CEDH a jugé dans cet arrêt qu'il n'y avait aucun fait matériel appuyant la qualification et que les faits devaient être admis comme faisant partie de la polémique politique. Mais bien que le droit à la liberté d'expression soit un droit fondamental, il peut être soumis à certaines restrictions. La CEDH affirme à la lecture de l'article 10 de la convention européenne des droits de l'homme que ces limitations doivent être interprétées de manière très restrictive.

Cela signifie que ces limitations doivent poursuivre les objectifs énumérés au deuxième paragraphe de l'article 10 de la Convention européenne des droits de

## I. ALGEMENE BESPREKING

De hoofdindieners van het voorstel tot herziening van artikel 150 van de Grondwet van de heer Vandenberghe c.s. licht het ontwerp tot herziening van artikel 150 van de Grondwet, zoals het door de bevoegde Kamercommissie is goedgekeurd, toe. De tekst van het ontwerp van de Kamer van volksvertegenwoordigers is immers volledig dezelfde als die van het door het lid ingediende voorstel.

De motivering voor het initiatief is een betere juridische inkadering van de vrijheid van meningsuiting in het licht van de beperkingen die daarvoor noodzakelijk zijn in een democratische samenleving.

Als eerste punt moet worden vastgesteld dat het initiatief geenszins de bedoeling heeft de vrijheid van mening in te perken. In de politieke discussie is de vrijheid van mening een essentieel punt: zonder vrijheid van mening bestaat er geen democratische wilsvorming en bij die meningsvorming moet de ruimste vrije meningsuiting en vrije mening ook worden gewaarborgd. Dit blijkt uit de Grondwet en de diverse internationale verdragen die de vrijheid van mening als een fundamenteel mensenrecht beschermen. Spreker verwijst naar artikel 10 van het Europees Verdrag ter bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en de artikelen 18 en 19 van het Internationaal Verdrag inzake de burgerrechten en politieke rechten.

Ten tweede is er geen sprake van dat men met dit initiatief een vorm van politieke correctheid zou willen invoeren. De vrije meningsuiting wordt niet gekoppeld aan het beginsel van de politieke correctheid, zoals dit in de Verenigde Staten beschreven wordt. De vrijheid van meningsuiting bestaat voor alle opvattingen, ook deze die louter marginaal zijn, zeer kritisch, provocerend, aanstootgevend, storend, ... er is een indrukwekkende rechtspraak van het EHRM daarover: een voorbeeld hiervan is het arrest De haes en Ghysels van 1998. In de politiek en zeker in de politieke discussie moet men een uitzonderlijk incasseringsvermogen hebben dat dit van Cassius Clay in grote mate overstijgt. Dit werd met zoveel woorden als beginsel door het EHRM gehanteerd in onder meer het arrest Lingers over een artikel waarin de toenmalige Oostenrijkse kanselier Kreisky als corrupt werd omschreven. Het EHRM oordeelde in dit arrest dat er geen materiële feiten waren om de kwalificatie te steunen en dat de feiten binnen het kader van de politieke polemiek dienden aanvaard te worden. Maar ook wanneer het recht van meningsuiting een fundamenteel recht is, kan het beperkt worden. Het EHRM zegt bij de lezing van artikel 10 EVRM dat deze beperkingen zeer restrictief worden geïnterpreteerd.

Dit betekent dat de beperkingen de doeleinden moeten nastreven die worden opgesomd in het tweede lid van artikel 10 EVRM, met name de openbare

l'homme, à savoir l'ordre public, l'impartialité du pouvoir judiciaire, les droits d'autrui, la sûreté publique. Ces objectifs doivent être poursuivis expressément par la loi. De plus, la restriction doit être motivée par une nécessité sociale impérieuse. Il faut, en d'autres termes, qu'il y ait un motif social impérieux justifiant de soumettre la liberté d'expression à certaines restrictions. Il faut motiver de manière spécifique en quoi la protection de l'État de droit démocratique, la protection de la société démocratique, justifie une restriction. En d'autres termes, on ne peut pas limiter à la légère la liberté d'expression; on ne peut la limiter qu'à la lumière de l'article 10, § 2, de la CEDH. Le membre rappelle l'existence de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes incitant à la discrimination, à la haine ou la violence à l'égard d'une personne, en raison de sa race, de sa couleur, de son ascendance ou de son origine nationale ou ethnique.

Le membre rappelle également la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans la pratique, l'application de ces lois se révèle hautement problématique. Les délits de presse sont en effet du ressort de la cour d'assises — instance qui a recours à un jury: cette situation a conduit dans la pratique à ce que les délits de presse ne soient pas poursuivis en Belgique. Dans bon nombre d'autres pays, les jurys ne sont pas compétents pour juger des délits de presse. En Belgique, cette garantie d'un jury d'assises s'explique par des raisons historiques. Les pères de la Constitution belge avaient énormément de respect pour la liberté d'expression et, comme le régime en place avant l'indépendance de la Belgique violait ce principe, ils ont inscrit la procédure d'assises comme garantie dans la Constitution belge.

Mais comme une série d'abus liés à la liberté d'expression n'ont pas pu être réprimés de manière effective et efficace, on constate depuis un certain temps une insatisfaction grandissante dans certains milieux par rapport aux abus commis au travers de pamphlets, dépliants, affiches incitant à la haine raciale et à la xénophobie. Il est dès lors souhaitable d'adapter la législation mais aussi la Constitution: le motif social impérieux, nécessaire étant présent, on devrait pouvoir en finir avec les abus qui sont faits de la liberté d'expression et qui touchent à la dignité de la personne.

Plusieurs propositions ont été déposées à ce sujet et le Parlement a mené plusieurs débats sur ce point, notamment avec des représentants de la presse. Une majorité au Parlement convient qu'il est nécessaire d'adapter l'article 150 de la Constitution et de mettre en place un régime spécial pour réprimer les délits de presse motivés par le racisme:

orde, de onpartijdigheid van de rechterlijke macht, de rechten van anderen, de openbare veiligheid. Deze doeleinden moeten uitdrukkelijk door de wet worden nagestreefd en bovendien moet de beperking ingegeven worden door een dwingende maatschappelijke noodzakelijkheid. Er moet met andere woorden een dwingende maatschappelijke reden aanwezig zijn om een beperking aan te brengen op de vrije meningsuiting. Er moet een specifieke motivering zijn waarom de bescherming van de democratische rechtsstaat, een beperking verantwoordt. Er is met andere woorden geen sprake van om zomaar de vrije meningsuiting te beperken, maar om deze te beperken in het licht van artikel 10, tweede lid, van het EVRM. Het lid wijst op het bestaan van de wet van 30 juli 1981 betreffende de daden die aanzetten tot discriminatie, haat of geweld jegens een persoon wegens zijn ras, zijn huidskleur, zijn afstamming of afkomst of nationaliteit.

Tevens herinnert het lid aan de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime. In de praktijk blijkt dat de afdwingbaarheid van deze wetten hoogst problematisch is. Drukpersmisdrijven zijn immers onderworpen aan de bevoegdheid van het hof van assisen — de juryrechtspraak: dit heeft er in de praktijk toe geleid dat drukpersmisdrijven in België niet worden vervolgd. In vele andere landen zijn jury's niet bevoegd voor persdelicten. In België is deze waarborg van de juryrechtspraak om historische redenen verklaarbaar. De vaders van de Belgische Grondwet hadden zeer veel eerbied voor de vrije meningsuiting en wegens van de schending van dit beginsel door het regime vóór de Belgische onafhankelijkheid, heeft men de juryrechtspraak als garantie in de Belgische Grondwet ingeschreven.

Maar aangezien de strafrechtelijke beteugeling van een aantal misbruiken van de vrijheid van meningsuiting niet effectief en efficiënt kon geschieden, is er reeds geruime tijd grote onvrede in bepaalde middelen aanzien van misbruik van pamfletten, folders, affiches die tot rassenhaat en xenofobie aanzetten. Derhalve is het wenselijk dat niet alleen de wetgeving wordt aangepast maar ook de Grondwet: de dwingende, noodzakelijke, maatschappelijke reden is immers aanwezig om een einde te stellen aan de misbruiken die werden gemaakt van de vrije meningsuiting en die de persoon in de persoonlijke waardigheid treffen.

Er zijn verschillende voorstellen ingediend terzake en er zijn in het Parlement hierover verschillende discussies gevoerd, onder meer met de vertegenwoordigers van de pers. De meerderheid in het Parlement is het erover eens dat het nodig is artikel 150 van de Grondwet aan te passen en een bijzonder regime in het leven geroepen zijn door racisme:

— la liberté d'expression n'a pas un caractère absolu. Elle doit être appréciée en corrélation avec la valeur de tolérance, qui est elle aussi une caractéristique fondamentale d'une société démocratique. Les conséquences néfastes que l'intolérance a eues dans le passé et qu'elle pourrait encore avoir à l'avenir justifient que l'on prévoie une protection spéciale de la valeur de tolérance;

— la Convention de l'ONU du 7 mars 1966 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (adoptée par la loi du 9 juillet 1975) oblige les parties contractantes à prendre sans retard des mesures positives en vue d'éliminer toute forme de discrimination raciale;

— la distinction proposée entre les délits de presse ordinaires et les délits de presse racistes n'est nullement contraire à l'article 10 de la CEDH, car il s'agit là d'un aspect propre à l'ordre juridique belge;

— contrairement aux victimes de la plupart des autres délits de presse, celles des délits de presse à caractère raciste ne sont pas un ou plusieurs individus, mais tout un groupe ou toute une communauté;

retirer l'ensemble des délits de presse à la compétence de la Cour d'assises n'est pas jugé souhaitable parce que cela risquerait de compromettre la liberté d'expression et parce qu'on ne souhaite pas perturber la pacification qui existe en Belgique à ce sujet.

Le membre souligne cependant qu'il n'y a aucune raison d'ouvrir, à la suite de la présente discussion, un débat sur la distinction entre délit de presse et délit de presse écrite. Un tel débat pourrait en effet créer des complications supplémentaires et mener à d'autres points de vue. Trois intervenants s'opposent longuement au texte proposé.

Un de ces intervenants souligne que le projet de révision de l'article 150 de la Constitution qui est à l'examen est intimement liée à une série d'autres propositions, dont certaines ont déjà été votées et d'autres non. Le membre fait référence à la proposition de loi déposée à la Chambre des représentants qui prévoit l'introduction d'une sanction complémentaire, à savoir la perte du droit électoral passif, pour les personnes condamnées pour une infraction à la loi contre le racisme. Le membre estime que toutes ces propositions participent donc d'une stratégie déterminée. Il ne comprend pas la distinction que fait le projet entre certaines catégories de délits de presse. Par conséquent, la première question qu'il se pose est de savoir si le projet révisant la Constitution n'est pas contraire à la Constitution même. Le membre pense que c'est le cas et il estime que le projet est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution (principe d'égalité et principe de non-discrimination). Le membre base cette conclusion sur l'avis n° L.27.513/2 rendu par le Conseil d'État sur la proposition de

— de la liberté van meningsuiting is niet absoluut. Ze dient samen gezien te worden met de waarde van verdraagzaamheid, die evenzeer een wezenskenmerk is van een democratische samenleving. Een bijzondere bescherming van de verdraagzaamheid dringt zich op gezien de nefaste gevolgen die onverdraagzaamheid in het verleden heeft gehad en in de toekomst nog kan hebben;

— het UNO- verdrag van 7 maart 1966 inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie (goedgekeurd door de wet van 9 juli 1975) legt de verdragsluitende partijen de verplichting op om onverwijld positieve maatregelen te nemen die erop zijn gericht aan elke vorm van aanzetting tot of aan elke uiting van rassendiscriminatie een einde te maken;

— het voorgestelde onderscheid tussen gewone en racistische drukpersmisdrijven doet in generlei wijze afbreuk aan artikel 10 van het EVRM omdat dit een aspect is dat eigen is aan de Belgische rechtsorde;

— in tegenstelling tot de slachtoffers van de meeste andere drukpersmisdrijven zijn de slachtoffers van racistische drukpersmisdrijven een hele groep of gemeenschap en niet één of meerdere slachtoffers;

— een algemene onttrekking van drukpersmisdrijven aan de bevoegdheid van het hof van assisen wordt uitdrukkelijk niet wenselijk geacht omdat dit de persvrijheid en de vrijheid van meningsuiting in het gedrang dreigt te brengen en omdat de pacificatie die hierover bestaat in België niet zou worden verstoord.

Het lid wijst er echter op dat er geen reden is om naar aanleiding van deze discussie de discussie te openen over het onderscheid tussen het drukpersmisdrijf en het persmisdrijf. Dit zou immers tot een bijkomende complicatie kunnen leiden en tot andere standpunten. Drie sprekers verzetten zich uitvoerig tegen de voorgestelde tekst.

Één van deze sprekers wijst erop dat men het voorliggende ontwerp tot herziening van artikel 150 van de Grondwet niet los kan zien van een aantal andere, reeds gestemde en nog te stemmen voorstellen. Het lid verwijst terzake naar het voorstel van wet, ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers, waarbij men als bijkomende sanctie, indien men wordt veroordeeld wegens overtreding van de wet op het racisme, zijn passief kiesrecht zou verliezen. Er zit achter het geheel van voorstellen volgens dit lid dan ook een bepaalde strategie. Het lid begrijpt het onderscheid niet dat men in het ontwerp maakt tussen bepaalde soorten persmisdrijven. De eerste vraag die bij het lid opwelt, is dan ook of dit ontwerp om de Grondwet te wijzigen niet in strijd is met de Grondwet zelf. Het lid denkt van wel en is van oordeel dat het ontwerp in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (gelijkheidsbeginsel en non-discriminatiebeginsel). Dit leidt het lid af uit het advies van de Raad van State nr. L. 27. 513/2 op het wetsvoorstel strekkende tot het invoeren van een summiere

loi(1) tendant à mettre en place une procédure sommaire devant la cour d'assises en vue d'une répression effective des délits de presse à caractère raciste. Le but était de faire une distinction, sur le plan de la procédure, entre, d'une part, les délits de presse dits à caractère raciste et, d'autre part, les autres délits de presse.

Le Conseil d'État a fait référence au texte actuel de l'article 150 de la Constitution, et a posé ce qui suit :

*«Établir une distinction entre les crimes, d'une part, et les délits de presse, d'autre part, constituerait également une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, considérés, non pas isolément, mais en liaison avec l'article 150. Il serait, en effet, discriminatoire de traiter différemment des catégories d'infractions que le Constituant a manifestement voulu traiter de manière identique en ce qui concerne la juridiction compétente.*

*Établir une distinction entre les délits de presse à caractère raciste et les autres délits de presse viole non seulement l'article 150 de la Constitution, mais également les articles 10 et 11, même considérés isolément.* »

Le Conseil d'État a également affirmé ce qui suit en ce qui concerne l'établissement d'une distinction entre les délits de presse à caractère raciste et les autres délits de presse :

*«Le Conseil d'État ne sait pas pour quelles raisons objectives seules les infractions à la législation antiraciste devraient bénéficier de la nouvelle procédure.»*

Le membre estime qu'on pourrait formuler les mêmes remarques au sujet du projet de révision de l'article 150 de la Constitution qui est à l'examen.

Il estime en outre que, dans son introduction, le premier intervenant a oublié certains éléments. C'est ainsi qu'il a émis les objections suivantes en ce qui concerne le traitement parlementaire de la révision du règlement de la procédure de levée de l'immunité parlementaire : «La politique ne peut se faire devant un tribunal. Si nous n'y prenons garde nous créerons une situation où, pour toutes sortes de raisons, on combattra ses opposants politiques devant un tribunal plutôt qu'avec des arguments politiques.» Le membre est d'avis que le projet à l'examen constitue précisément une tentative visant à éliminer un adversaire politique par la voie juridique et non pas par des moyens politiques. La thèse suivant laquelle le projet viserait à lutter contre le racisme ne tient pas la route selon lui. Le but n'est pas de combattre le racisme, mais d'éliminer le porteur d'un message qui est apparemment mauvais.

(1) Cf. Doc. Sénat, 1997-1998, n° 1-472/4.

rechtspleging voor het hof van assisen om daadwerkelijke bestraffing van racistische drukpersmisdrijven te bewerkstelligen(1). De bedoeling was om, wat procedure betreft, een onderscheid te maken tussen enerzijds zogenaamde racistische drukpersmisdrijven en de andere drukpersmisdrijven.

De Raad van State herinnerde aan de tekst van het huidige artikel 150 van de Grondwet en stelde :

*«Een onderscheid maken tussen misdaden enerzijds en persmisdrijven anderzijds, zou ook een schending inhouden van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, als men ze niet afzonderlijk beschouwt maar in samenhang met artikel 150. Het zou immers discriminerend zijn categorieën van strafbare feiten, die de Grondwetgever duidelijk op identieke wijze heeft willen behandelen wat het bevoegde rechtscollege betreft, verschillend te behandelen.*

*Een onderscheid maken tussen racistische persmisdrijven en andere persmisdrijven houdt niet alleen een schending in van artikel 150 van de Grondwet, maar ook van de artikelen 10 en 11, zelfs afzonderlijk beschouwd.* »

Tevens stelde de Raad van State met betrekking tot het maken van een onderscheid tussen racistische drukpersmisdrijven en andere drukpersmisdrijven :

*«Het is de Raad van State niet duidelijk om welke objectieve redenen alleen voor overtredingen van de anti-racistische wetgeving de nieuwe procedure zou worden gevolgd.»*

Het lid is van oordeel dat dezelfde opmerkingen kunnen worden gemaakt ten aanzien van het voorliggende ontwerp tot herziening van artikel 150 van de Grondwet.

Het lid is bovendien van oordeel dat het eerste lid in zijn inleiding het volgende over het hoofd heeft gezien. Naar aanleiding van de parlementaire behandeling van de herziening van de regeling voor de procedure van de opheffing van de parlementaire onschendbaarheid, maakte het eerste lid de volgende bezwaren : «De politiek mag niet voor de rechtbank worden bedreven. Indien wij niet opletten, gaan wij ervoor zorgen dat, omwille van allerlei mogelijke redenen, men de politieke opponenten eerder voor de rechtbank gaat bevechten dan wel met politieke argumenten.» Volgens het lid is het voorliggende ontwerp juist een poging om een politieke opponent niet politiek uit te schakelen maar wel via juridische weg. De stelling als zou dit ontwerp bedoeld zijn om het racisme te bestrijden, gaat volgens het lid niet op. Het is de bedoeling om de boodschapper van schijnbaar een slechte boodschap uit te schakelen.

(1) Zie Stuk Senaat, 1997-1998, nr. 1-472/4.

L'intervenant trouve dès lors incroyable qu'à la Chambre des représentants, on ait désigné comme rapporteur pour la proposition en question, un député qui est lui-même membre d'un parti politique qui, autrefois, comptait dans ses rangs des personnes qui n'hésitaient pas à faire des déclarations racistes. Ce parti a ainsi compté parmi ses membres un élu qui décorait les rues de Bruxelles d'affiches de 20 m<sup>2</sup> portant le slogan « Avec Nols, ils y seraient déjà ». Ce slogan faisant référence aux avions C-130 qui auraient dû ramener les immigrés dans leur pays d'origine. Le même parti politique compte aujourd'hui encore parmi ses membres des personnes qui, en 1991, ont dû comparaître devant le tribunal pour cause de propagande électorale raciste. Les élus de ce parti politique adoptent aussi des positions racistes dans certaines commissions: ils ont ainsi proposé de réduire progressivement les allocations sociales pour les étrangers chômeurs qui refusent d'accepter une prime pour retourner dans leur pays d'origine.

Le programme électoral de 1995 de ce parti défendait également les positions suivantes:

« Dresser un inventaire complet de l'ensemble des fonds publics engagés dans le cadre de la politique de l'immigration. Nous voulons éviter le saupoudrage des projets. De même, il n'y a pas de raison de réserver les subsides à des organisations de jeunes issus des milieux immigrés. (...) Éloignement effectif des réfugiés non reconnus. Il faut accroître le nombre de rapatriements forcés, de préférence par des procédures de retour collectif. Il faut savoir qu'expulser un Pakistanais vers son pays d'origine coûte 300 000 francs au trésor public. C'est le prix de son ticket d'avion et celui des gendarmes (...) Renvoi effectif des étrangers hors UE: délinquants, illégaux ou clandestins menaçant l'ordre public (...) Incitation au départ des chômeurs étrangers de longue durée. En cas de refus, les allocations de chômage leur seraient réduites progressivement. (...) Limitation de l'accès à la sécurité sociale non contributive pour les étrangers extérieurs à l'Union européenne: seuls ceux qui ont travaillé et payé des cotisations sociales devraient pouvoir bénéficier de la solidarité nationale (...) Mieux contrôler l'exercice du regroupement familial (...) »

Le membre estime que si le parti politique auquel il appartient écrivait ce genre de choses, on le montrerait immédiatement du doigt et on lui reprocherait de tenir des propos racistes.

Le but du projet à l'examen n'est pas, selon le membre, de lutter contre le racisme, mais bien de lutter contre une opposition politique dont on affirme qu'elle ne serait pas démocratique. Ces dernières années, il se produit un phénomène particulier en la

Het lid vindt het dan ook hallucinant dat in de Kamer van volksvertegenwoordigers voor dit voorstel een volksvertegenwoordiger als rapporteur werd aangeduid die zelf deel uitmaakt van een politieke partij die in het verleden personen in haar rangen had die zelf niet afkerig waren van een racistische uitspraak. Zo was er een verkozene die de straten van Brussel « opgefleurd » heeft met 20 m<sup>2</sup> -affiches met daarop de slogan « Avec Nols, ils y seraient déjà ». Dit verwees naar een C-130-vliegtuig dat migranten terug naar hun land van herkomst zou moeten brengen. Dezelfde politieke partij heeft vandaag de dag nog leden in haar rangen die in 1991 voor de rechtbank zijn moeten verschijnen wegens racistische verkiezingspropaganda. Verkozenen van deze politieke partij nemen ook racistische standpunten in in bepaalde commissies: bijvoorbeeld het stilaan verlagen van de sociale uitkeringen voor werkloze vreemdelingen indien zij geen premie zouden aanvaarden om terug te keren naar hun land van herkomst.

Bovendien stonden in het verkiezingsprogramma van 1995 van deze politieke partij volgende stellingen:

« Dresser un inventaire complet de l'ensemble des fonds publics engagés dans le cadre de la politique de l'immigration. Nous voulons éviter le saupoudrage des projets. De même, il n'y a pas de raison de réserver les subsides à des organisations de jeunes issus des milieux immigrés. (...) Éloignement effectif des réfugiés non reconnus. Il faut accroître le nombre de rapatriements forcés, de préférence par des procédures de retour collectif. Il faut savoir qu'expulser un Pakistanais vers son pays d'origine coûte 300 000 francs au trésor public. C'est le prix de son ticket d'avion et celui des gendarmes (...) Renvoi effectif des étrangers hors UE: délinquants, illégaux ou clandestins menaçant l'ordre public (...) Incitation au départ des chômeurs étrangers de longue durée. En cas de refus, les allocations de chômage leur seraient réduites progressivement. (...) Limitation de l'accès à la sécurité sociale non contributive pour les étrangers extérieurs à l'Union européenne: seuls ceux qui ont travaillé et payé des cotisations sociales devraient pouvoir bénéficier de la solidarité nationale (...) Mieux contrôler l'exercice du regroupement familial (...) »

Het lid is van oordeel dat, indien de politieke partij waartoe hij behoort, dergelijke bepalingen zou neerschrijven, deze partij dadelijk met de vinger zou worden gewezen en verweten zou worden racistische uitspraken te doen.

De bedoeling van het voorliggende ontwerp is volgens het lid niet het racisme te bestrijden maar wel een politieke opponent waarvan men beweert dat deze niet democratisch zou zijn. Er doet zich de laatste jaren op dit vlak een eigenaardig fenomeen voor: men

matière: l'on dit tout d'abord de soi-même que l'on est démocrate, l'on considère que c'est vrai parce qu'on l'a dit et que plus on le dit, plus c'est vrai. L'on se base alors sur cet axiome pour dire des autres — comme le parti politique dont le membre fait partie et les mandataires de ce parti — qu'ils ne sont pas démocrates. Les autres en ont décidé ainsi. Le membre défie chacun d'examiner les textes rédigés et diffusés par le parti politique dont il fait partie et de chercher l'endroit où, dans ces textes, l'on remettrait en question le système de la démocratie parlementaire.

Un autre membre se demande alors pourquoi l'intervenant précédent réagit si nerveusement au projet.

Le membre réplique qu'il est nerveux, parce que l'on fait deux poids, deux mesures.

Un autre membre attire l'attention sur le fait qu'il n'est pas question de faire deux poids, deux mesures et que tout le monde sera soumis de la même manière à la nouvelle réglementation.

L'intervenant précédent reste d'avis que l'on fait deux poids, deux mesures: seul le parti politique auquel il appartient sera soumis à ce que l'on appelle le « cordon sanitaire ». Selon lui, le projet s'insère dans une stratégie qui vise à faire taire un parti politique. L'on a lancé le processus en adaptant la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales, au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques: à l'occasion de cette modification, l'on a affirmé explicitement que le but était, non de lutter contre le racisme, mais de tarifier les revenus du parti politique dont le membre fait partie. C'est ainsi que l'on empêche ce parti de faire de la politique et d'influencer l'opinion publique de la même manière que les autres partis. Le projet à l'examen est également une tentative de rendre la vie difficile à un parti politique déterminé et de le faire taire.

Le membre rappelle, en outre, que, par le passé, l'on a fait un procès contre le parti politique dont il fait partie. Seuls les textes de ce parti politique ont été soumis à un tribunal. C'est parce que ce parti n'a pas été condamné que l'on prend maintenant d'autres initiatives. En d'autres termes, l'on ne tire pas la conclusion selon laquelle le parti politique en question ne serait pas raciste, mais on conclut que la loi n'est pas adéquate et qu'il faut par conséquent l'adapter.

De surcroît, le membre trouve extrêmement bizarre qu'une série de parlementaires, qui avaient déposé plainte contre certains textes de son parti, ont été rendre visite au procureur du Roi qui examinait cette

zegt in eerste instantie van zichzelf dat men democraat is en dat is zo omdat men dat van zichzelf heeft gezegd en hoe meer men dat van zichzelf zegt, des te meer is dit waar. Vanuit dat axioma zegt men dan van de anderen — zoals bijvoorbeeld de politieke partij waarvan het lid deel uitmaakt en de mandatarissen van deze partij — dat zij niet democratisch zijn. De anderen hebben dat beslist. Het lid daagt eenieder uit om de teksten die opgesteld en verspreid worden door de politieke partij waarvan het lid deel uitmaakt erop na te slaan en te zoeken waar in de teksten het stelsel van de parlementaire democratie ook maar in vraag zou worden gesteld.

Een ander lid vraagt zich dan toch af waarom de vorige spreker zo nerveus reageert op het ontwerp.

Het lid repliceert dat de nervositeit voortkomt uit het feit dat er met twee maten en twee gewichten wordt gemeten.

Nog een lid wijst erop dat er geen sprake is van twee maten en twee gewichten en dat iedereen op dezelfde wijze aan de nieuwe regeling zal worden onderworpen.

Vorige spreker blijft bij zijn standpunt dat er met twee maten en twee gewichten wordt gewogen: enkel de politieke partij waartoe hij behoort, wordt onderworpen aan een zogenaamd « cordon sanitaire ». Het ontwerp kadert volgens het lid in een strategie om één politieke partij monddood te maken. Men heeft dit reeds aangevat door een aanpassing van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen: naar aanleiding van deze wijziging heeft men uitdrukkelijk gesteld dat het de bedoeling was, niet om het racisme te bestrijden, maar om de politieke partij waarvan het lid deel uitmaakt droog te leggen. Op deze wijze wordt deze politieke partij verhinderd, op een gelijkwaardige wijze als de andere partijen, politiek te bedrijven en de publieke opinie te beïnvloeden. Het voorliggende ontwerp is eveneens een stap in de richting van het voor één bepaalde politieke partij zo moeilijk mogelijk maken en haar monddood maken.

Het lid herinnert er bovendien aan dat men reeds vroeger een proces heeft gevoerd tegen de politieke partij waarvan het lid deel uitmaakt. Enkel de teksten van deze politieke partij zijn aan een rechtbank voorgelegd. Het is omdat er geen veroordeling is gekomen dat men nu andere initiatieven neemt. Men trekt met andere woorden niet de conclusie dat de betrokken politieke partij niet racistisch is, neen, men concludeert dat de wet niet adequaat is en bijgevolg moet worden aangepast.

Bovendien vindt het lid het hoogst eigenaardig dat een aantal parlementsleden, die klacht hadden ingediend tegen bepaalde teksten van zijn politieke partij, op de koffie zijn gegaan bij de procureur des Konings



plainte. Selon lui, pareille démarche est contraire à la séparation des pouvoirs. Le procureur du Roi en question n'a d'ailleurs rien pu faire de cette plainte.

Le projet à l'examen vise maintenant à correctionnaliser, de manière urgente, les délits de presse racistes — qui, toutefois, ne sont définis nulle part. Selon le membre, cette correctionnalisation est devenue urgente, parce que l'on craint que son parti politique n'obtienne de bons résultats, notamment à Bruxelles, aux prochaines élections législatives.

En outre, pour l'élaboration du présent projet, l'on a suivi une procédure très spéciale: l'on a créé, à la Chambre des représentants, un groupe de travail «Reynders-Declerck», où siégeaient l'ensemble des partis politiques, sauf le *Vlaams Blok*. Ce groupe de travail a rédigé le projet à l'examen. Lors de l'examen de celle-ci au sein de la commission compétente de la Chambre, il n'y a presque pas eu de débat sur ce projet.

En ce qui concerne la correctionnalisation des délits de presse racistes elle-même, il est un fait que la proposition à l'examen mine l'un des piliers de la liberté d'expression. Ce n'est pas pour rien qu'en 1830, la Constituante a estimé que les délits de presse devaient passer devant un jury. Toutefois, s'il s'avère que ce système ne fonctionne pas, il faut se demander pourquoi il faudrait le modifier uniquement pour les délits de presse racistes. Si l'on constate que le jury d'assises ne fonctionne pas, pourquoi ne supprime-t-on pas cette procédure pour l'ensemble des délits de presse? Pourquoi en exclut-on uniquement ce que l'on appelle les délits de presse racistes? Selon le membre, les écrits pédophiles relèvent également des délits de presse. L'on pourrait parfaitement tenir le même raisonnement à l'égard de ceux-ci qu'à l'égard des délits de presse racistes. Pourquoi ne crée-t-on pas, pour pareils écrits, la même exception et ne suit-on pas à cet égard le même raisonnement, selon lequel la loi ne fonctionne pas et qu'il y a lieu, dès lors, de modifier la Constitution? Le membre se demande s'il faut en conclure que, pour les auteurs de la proposition, la répression de ce qu'ils appellent les délits de presse racistes est beaucoup plus importante que la répression des écrits pédophiles.

Pour ce qui est de cette problématique, le membre fait en outre référence au colloque «Justice et Médias», qui a été organisé en décembre 1995 et au cours duquel on s'est une fois encore penché sur les raisons pour lesquelles le jury d'assises a été choisi pour juger des délits de presse et sur les raisons pour lesquelles il y aurait éventuellement lieu de modifier cette procédure.

die deze klacht behandelde. Dit is volgens hem in strijd met de scheiding der machten. De procureur des Konings in kwestie heeft met deze klacht bovendien niets kunnen doen.

Met het voorliggende ontwerp wil men nu dringend racistische drukpersmisdrijven — die echter niet nader worden gedefinieerd — correctionnalisieren. Volgens het lid is dit nu zo dringend omdat men vreest dat zijn politieke partij onder meer ook in Brussel bij de volgende parlementsverkiezingen zal scoren.

Bij het totstandbrengen van dit ontwerp heeft men bovendien een zeer speciale procedure gevolgd: in de Kamer van volksvertegenwoordigers werd een werkgroep «Reynders-Declerck» opgericht waarin alle politieke partijen zaten, behalve het Vlaams Blok. Deze werkgroep heeft het voorliggende ontwerp op papier gezet. Bij de behandeling van het ontwerp in de bevoegde Kamercommissie is er over dit ontwerp daarna zo goed als geen debat geweest.

Wat de correctionnalisering van racistische drukpersmisdrijven zelf betreft, is het zo dat één van de pijlers van de vrije meningsuiting met dit voorstel onderuit wordt gehaald. Het is niet voor niets dat in 1830 de Constituante geoordeeld heeft dat persmisdrijven voor een jury moesten worden gebracht en als dit systeem nu niet blijkt te werken, kan men zich afvragen waarom men het systeem enkel voor racistische persmisdrijven moet wijzigen. Als men vaststelt dat de assisenjury niet werkt, waarom schaft men deze procedure dan niet af voor alle drukpersmisdrijven? Waarom haalt men er alleen de zogenaamde racistische persmisdrijven uit? Volgens het lid vallen bijvoorbeeld pedofiele geschriften ook onder drukpersmisdrijven. Men zou hiervoor perfect dezelfde redenering kunnen ontwikkelen als voor de racistische drukpersmisdrijven. Waarom maakt men voor dergelijke geschriften dan ook niet dezelfde uitzondering en volgt men hierbij niet dezelfde redenering dat de wet niet werkt en bijgevolg de Grondwet moet worden gewijzigd? Het lid vraagt zich af of men hieruit moet concluderen dat voor de indieners van het voorstel het bestraffen van wat zij «racistische» persmisdrijven noemen, veel belangrijker is dan het bestraffen van pedofiele geschriften.

Het lid verwijst bovendien met betrekking tot deze problematiek naar het colloquium «Justitie en Media» dat in december 1995 heeft plaatsgehad. Men is op dat colloquium nog eens nagegaan waarom men de assisenjury heeft ingesteld om persmisdrijven te bestraffen en waarom dit eventueel zou moeten worden gewijzigd.

Au cours de ce colloque, le professeur Velaers rappelait l'importance historique du principe de liberté de la presse et avançait en outre quatre arguments pour le maintien de la procédure d'assises(1):

— le maintien de la compétence de la cour d'assises ne doit pas nécessairement être assimilé à une dépenalisation;

— il n'est pas nécessaire d'augmenter le nombre des procès pour délit de presse. La compétence de la cour d'assises empêche la banalisation des procès pour délit de presse;

— une méfiance relative vis-à-vis du pouvoir judiciaire reste justifiée: «Qui juge la presse, la possède»;

— la cour d'assises a certaines qualités intrinsèques.

Le membre souligne qu'en outre, dans quelques semaines, on soumettra à examen une autre proposition de loi prévoyant que les personnes condamnées pour des infractions à la loi contre le racisme perdront leur droit d'éligibilité. La complicité dont la presse a fait preuve dans toute cette affaire irrite également le membre. À l'origine, lorsqu'on a évoqué pour la première fois la correctionnalisation des délits de presse à caractère raciste, les associations de journalistes se sont montrées très critiques à l'égard de cette correctionnalisation. Aujourd'hui, la presse ne pipe mot sur le projet à l'examen. D'après le membre, elle s'est satisfaite de ce qu'elle a entendu au sein du groupe de travail «Reynders-Declerck», à savoir que le but n'était pas de porter atteinte à la liberté de la presse, mais effectivement de viser un parti politique.

Le projet de révision de l'article 150 de la Constitution, ainsi qu'un certain nombre de propositions de loi postérieures et antérieures sont, de l'avis du membre, autant d'illustrations du triomphe du totalitarisme. Les régimes totalitaires se caractérisent par une volonté d'éliminer l'opposition. Il juge étrange que la totalité des milieux dirigeants s'oppose à un parti politique déterminé qui, en fait, a peu de pouvoir, pour l'éliminer politiquement par des moyens juridiques et financiers.

Un sénateur souligne que le premier constituant avait — avec raison — jugé que le droit à la liberté d'opinion était tellement important qu'il y avait lieu d'inscrire dans la Constitution que l'expression d'une opinion par le biais de la presse écrite pouvait être sanctionné uniquement par un jury populaire siégeant en cour d'assises. Le projet exclut une catégorie

(1) Voir «Justice et Médias», Coordonnées du Colloque organisé par la commission de la Justice du Sénat, 7-8-9 décembre 1995, p. 81 et suivantes.

Tijdens dat colloquium herinnerde professor Velaers aan het historische belang van het beginsel van de persvrijheid. Hij formuleerde bovendien vier argumenten voor het behoud van de assisenprocedure(1):

— het behoud van de bevoegdheid van het hof van assisen hoeft niet neer te komen op een depenalisatie;

— er is geen behoefte aan een toename van persprocessen. De bevoegdheid van het hof van assisen voorkomt de banalisering van persprocessen;

— een relatief wantrouwen ten aanzien van de rechterlijke macht blijft verantwoord: «Qui juge la presse, la possède»;

— het hof van assisen heeft bepaalde intrinsieke kwaliteiten.

Het lid wijst erop dat er binnen enkele weken bovendien nog een ander voorstel van wet ter bespreking zal worden voorgelegd waarin men voorschrijft dat men passief kiesrecht zal verliezen indien men veroordeeld wordt wegens overtreding van de racismewet. Ook stoort het lid zich aan de medeplichtigheid van de pers in heel deze aangelegenheid. Aanvankelijk, toen de correctionalisering van racistische drukpersmisdrijven voor het eerst ter sprake kwam, hebben de verenigingen van journalisten zich bijzonder kritisch uitgelaten ten opzichte van deze correctionalisering. Vandaag echter zwijgt de pers over het voorliggende voorstel. De pers heeft volgens het lid genoeg genomen met hetgeen zij in de werkgroep «Reynders-Declerck» te horen heeft gekregen, met name dat niet wordt beoogd om de persvrijheid aan banden te leggen maar dat het effectief de bedoeling is om een politieke partij te viseren.

Het ontwerp tot herziening van artikel 150 van de Grondwet en ook eerdere en latere wetsvoorstellen zijn voorbeelden van de triomf van het totalitarisme, volgens het lid. Elk totalitair regime heeft één kenmerk: men wil de oppositie uitschakelen. Het is volgens het lid vreemd dat het gehele «establishment» zich werpt op één bepaalde politieke partij, die in feite weinig macht heeft, om deze partij niet alleen politiek maar ook met juridische en financiële middelen uit te schakelen.

Een senator wijst op het feit dat de oorspronkelijke grondwetgever het recht op vrije meningsuiting — terecht — zo belangrijk achtte, dat in de Grondwet werd ingeschreven dat het uiten van een mening via drukpers enkel kon bestraft worden door een volksjury in het hof van assisen. Voorliggend ontwerp zondert één categorie van drukpersmisdrijven uit van die

(1) Zie «Justitie en Media», Referaten van het Colloquium georganiseerd door de Senaatscommissie van Justitie, 7-8-9 december 1995, blz. 81 e.v.

donnée de délits de presse de cette protection, pour la raison qu'il est difficile de poursuivre des délits de presse à caractère raciste devant la cour d'assises, ce qui crée ainsi une situation d'impunité. Cette remarque vaut cependant pour tous les délits de presse. Les délits de presse qui présentent un caractère grave sont souvent impunis, par exemple les magazines qui incitent à la consommation de drogues, laquelle est non seulement un délit, mais en même temps un fléau pour la société. Les éditeurs de ce genre de magazines restent toutefois impunis. Les éditeurs de tracts appelant à la violence contre les personnes ayant une autre conviction philosophique ou les personnes ayant une conception politique différente, échappent aussi aux poursuites. Les publications qui encouragent la pédophilie ne sont pas réprimées non plus et ce, pour la même raison, à savoir la lourdeur de la procédure devant la cour d'assises.

Il faut soit supprimer purement et simplement la catégorie distincte des délits de presse de manière à autoriser les poursuites, soit inscrire définitivement dans la Constitution une disposition qui protège ces délits de toute poursuite. Si l'on devait malgré tout faire la distinction entre, d'une part, l'incitation à un comportement criminel et, d'autre part, l'expression d'une opinion politique, cette distinction devrait être soumise à l'appréciation d'un jury populaire représentatif.

Le membre relève d'ailleurs une contradiction remarquable dans l'argumentation qui est développée pour justifier la correctionnalisation des délits de presse à caractère raciste. En effet, le problème serait tellement grave pour la société qu'on souhaite le voir traiter par un juge correctionnel «banal». Si le racisme est un problème aussi grave qu'on l'affirme — un intervenant précédent l'a qualifié d'«abus agressif du droit à la liberté d'opinion» — ne devrait-on pas lui appliquer la procédure la plus grave, qui est également celle à laquelle le public s'intéresse le plus? Cet intérêt de la part du public est plus que justifié dès lors qu'il s'agit de faire le procès d'activités qui constitueraient une menace pour la démocratie. Or, la loi en projet vise précisément à éviter que l'accusé puisse bénéficier de l'attention du public dans sa défense. Il est en effet dit explicitement dans les développements de la loi en projet que l'intérêt des médias est précisément une des raisons pour lesquelles on n'engage jamais de poursuites. En effet, le bon sens du jury populaire pourrait mener à l'acquiescement de l'accusé. La *Liga voor de mensenrechten* a même écrit: «Imaginez-vous que le *Vlaams Blok* doive être jugé par un jury populaire composé d'Anversoïens.» (*traduction*). Cette ligue ne semble pas être très démocratique. Avec le principe du *non bis in idem*, on se retrouve avec le *Vlaams Blok* sur les bras pendant un certain temps, sans même parler de la valeur de propagande politique d'un tel procès.

Quel est l'aspect principal du droit à la liberté d'expression? Les développements donnent une

bescherming, omdat het moeilijk is racistische persdelicten te vervolgen via het hof van assisen en zulks leidt tot straffeloosheid. Deze opmerking geldt echter voor alle persdelicten. Ernstige drukpersmisdrijven blijven vaak straffeloos, zoals tijdschriften die aanzetten tot druggebruik, wat niet enkel een misdrijf is maar ook een ernstige kwaal in onze samenleving. De uitgevers van dergelijke tijdschriften blijven evenwel ongestraft. Ook de uitgevers van pamfletten die oproepen tot geweld tegen personen met een andere geloofsovertuiging of tegen personen met een andere politieke opvatting, ontsnappen aan vervolging. Om dezelfde reden, namelijk de loodzware procedure voor het hof van assisen, blijven publicaties die aanzetten tot pedofilie ongestraft.

Ofwel moet men de aparte categorie van de persmisdrijven gewoon afschaffen, zodat ze kunnen vervolgd worden, ofwel moet men ze in de Grondwet definitief buiten elke vervolging plaatsen. Wanneer men toch het onderscheid maakt tussen, aan de ene kant, het aanzetten tot crimineel gedrag, en aan de andere kant het uiten van een politieke mening, dient dit te worden voorgelegd aan een representatieve volksjury.

In de argumentatie om racistische persmisdrijven te correctionaliseren schuilt overigens een merkwaardige tegenstelling. Men stelt dat het probleem zo zwaar weegt op onze samenleving, dat men het voor een «banale» correctionele rechter wil laten behandelen. Als racisme dan toch een zo ernstig probleem is — een vorige spreker noemde het een «agressief misbruik van het recht op vrije meningsuiting» —, verdient het dan niet de meest zwaarwichtige procedure, die ook de meeste publieke belangstelling krijgt? Wanneer het proces wordt gemaakt van activiteiten die de democratie zouden bedreigen, is deze publieke belangstelling meer dan gerechtvaardigd. Onderhavig ontwerp wil daarentegen juist vermijden dat de beklaagde en zijn verdediging zich zouden kunnen verheugen in een publieke belangstelling. In de toelichting bij het ontwerp wordt immers expliciet gesteld dat de ruime mediabelangstelling juist één van de redenen is waarom nooit tot vervolging wordt overgegaan. Het gezond verstand van een volksjury zou immers een beklaagde kunnen vrijspreken. De *Liga voor de mensenrechten* schreef ooit: «Stel u voor dat het *Vlaams Blok* voor een volksjury, bestaande uit Antwerpenaren, zou moeten terecht worden.» Deze liga lijkt niet erg democratisch te zijn ... Met het beginsel *non bis in idem* zit men een tijdje opgescheept met het *Vlaams Blok*, om van de politieke propagandawaarde van een dergelijk proces nog maar te zwijgen.

Wat is het belangrijkste aspect van het recht op vrije meningsuiting? In de toelichting staat het

réponse claire à cette question: «Le libre débat (politique) appartient à l'essence même de toute société démocratique. En effet, la démocratie n'est pas seulement une affaire de procédures démocratiques permettant l'accès au pouvoir et l'exercice du pouvoir. La démocratie n'est pas seulement une question de forme, mais aussi une question de contenu. Un système politique qui organise des élections, mais dans lequel il n'y a ni liberté d'expression, ni liberté de la presse, ni interdiction des discriminations, ni garanties contre tout atteinte arbitraire à la liberté, ni garantie d'une application correcte et indépendante de la règle de droit, n'est pas une démocratie.»(1)

En d'autres termes, le droit à la liberté d'expression politique est l'aspect principal du droit à la liberté d'expression, et ce pour deux raisons. Premièrement, c'est précisément dans le domaine politique que les détenteurs du pouvoir risquent le plus de vouloir interférer dans la liberté d'expression. De cette manière, on peut en effet faire taire les critiques embarrassantes de l'opposition. Deuxièmement, si on limitait la liberté d'expression dans le domaine politique, les conséquences sociales seraient beaucoup plus graves que dans les autres cas, car c'est la démocratie elle-même qu'on limiterait ainsi. Dès lors que la liberté d'expression politique est l'élément suprême de cette liberté, ne peut-on s'attendre à ce qu'il doive précisément être protégé davantage au lieu de l'être moins? Or le projet à l'examen fait exactement l'inverse. Le racisme est, en effet, un terme politiquement lourd de sens. Même en admettant que le racisme soit une question de droit commun, force est néanmoins de reconnaître que bien des aspects politiques peuvent être rattachés à l'expression d'une opinion considérée comme raciste. C'est moins le cas avec d'autres formes d'expression, comme par exemple l'incitation à commettre des délits.

Il est du reste remarquable que la disposition constitutionnelle en projet ne renvoie pas à la loi existante sur le racisme. On se borne à faire référence aux «délits de presse inspirés par le racisme ou la xénophobie». Cette notion est plus large et de nature plus politique que la loi sur le racisme elle-même. Il suffit en effet de trouver un juge estimant que le racisme, au sens le plus large du terme, est le *leitmotiv* de tel parti politique pour faire correctionnaliser toute forme de délit de presse commis par ce parti. Enfin, il ne faut pas oublier que la loi sur le racisme a déjà instauré un régime d'exception, à savoir le régime de la «poursuite privatisée» qui permet à toute ASBL ayant dans ses statuts la lutte contre le racisme de citer directement à comparaître et d'enclencher la procédure. Le professeur Senelle décrit ce système comme «la fin de l'État de droit». On avait heureusement mis encore une sourdine à ce système en excluant la citation directe devant la cour d'assises. Mais en correction-

antwoord duidelijk te lezen: «Het vrije (politieke) debat behoort tot de kern van de democratische samenleving. Democratie heeft immers niet alleen te maken met democratische procedures voor machtsverwerving en machtsuitoefening. Democratie is niet alleen vorm, maar ook inhoud. Een politiek systeem met verkiezingen, maar zonder vrijheid van meningsuiting, zonder persvrijheid, zonder discriminatieverbod, zonder waarborgen tegen willekeurige vrijheidsberoving en zonder een behoorlijke en onafhankelijke rechtsbedeling, is geen democratie.»(1)

Met andere woorden: het recht op politieke vrije meningsuiting is het belangrijkste onderdeel van het recht op vrije meningsuiting, en dit om twee redenen. Ten eerste is het gevaar, dat de machtshebbers willen ingrijpen in de vrijheid van meningsuiting, juist het grootst op het politieke vlak. Op die manier kan men immers lastige kritiek van de oppositie het zwijgen opleggen. Ten tweede zullen, wanneer de vrije meningsuiting zou beperkt worden tot het gebied van de politiek, de maatschappelijke gevolgen veel erger zijn dan in andere gevallen. De democratie wordt dan immers zelf beperkt. Indien de politieke vrijheid van meningsuiting het koninginnestuk is van deze vrijheid, mag men dan niet aannemen dat dit onderdeel juist meer, in plaats van minder bescherming dient te genieten? Onderhavig ontwerp doet precies het omgekeerde. Racisme is immers een politiek zwaar beladen woord. Zelfs al neemt men aan dat racisme een kwestie van gemeen recht is, dan nog moet men toegeven dat er veel politieke aspecten kunnen verbonden zijn aan het uiten van een opinie die als racistisch beschouwd wordt. Dit is minder het geval met andere vormen van meningsuiting, bijvoorbeeld het aanzetten tot het plegen van misdrijven.

Overigens is het merkwaardig dat het ontwerp van grondwetsbepaling niet verwijst naar de bestaande wet op het racisme. Men verwijst enkel naar «drukmisdrijven die door racisme of xenofobie ingegeven zijn». Dit is breder en van meer politieke aard dan de wet op het racisme zelf. Het volstaat immers een rechter te vinden die meent dat racisme, in de meest brede betekenis van het woord, een *leitmotiv* is van een bepaalde politieke partij, om elke vorm van persmisdrijf vanwege deze partij te correctionnalisieren. Men mag tenslotte niet vergeten dat de wet op het racisme reeds een uitzonderingsregime heeft ingevoerd, met name het regime van de «geprivatiseerde vervolging», waarbij elke VZW die volgens haar statuten tegen racisme is, rechtstreeks kan dagvaarden en de procedure op gang kan brengen. Professor Senelle omschrijft dit systeem als «het einde van de rechtsstaat». Het werd gelukkig nog enigszins gemilderd door de onmogelijkheid rechtstreeks te dagvaar-

(1) Doc. Chambre, n° 1936/1, 98/99, p. 1.

(1) Stuk Kamer, nr. 1936/1, 98/99, blz. 1.

nalisant les délits de presse à caractère raciste, on supprime également ce frein, ce qui entraînera une multiplication des procès politiques dans le cadre desquels on va demander à des juges professionnels de se prononcer sur le contenu du programme politique d'un parti politique.

On ne peut escompter que ces associations, souvent fanatiques, respectent la sécurité juridique, l'unité de la politique en matière de poursuites, l'intérêt général de la société, l'objectivité personnelle et l'indépendance des poursuites, toutes choses que l'on est normalement en droit d'attendre des parquets. Le projet crée, dès lors, non pas une mais deux procédures d'exception pour la catégorie des délits de presse: la correctionnalisation et la privatisation des poursuites.

Un autre modèle de procédure d'exception a déjà été proposé précédemment par un membre de la commission, qui a conçu un projet de «procédure d'assises allégée»<sup>(1)</sup> comportant diverses violations de la Constitution et de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Une des objections du Conseil d'État mérite une attention particulière. Dans son avis, ce Conseil déclare: «Établir une distinction entre les délits de presse à caractère raciste et les autres délits de presse constitue non seulement une violation de l'article 150 de la Constitution, mais également une violation des articles 10 et 11 de la Constitution. Le Conseil d'État n'aperçoit pas pour quelles raisons objectives seules les infractions à la législation antiraciste devraient bénéficier de la nouvelle procédure». Cette objection conserve toute sa validité. Le Conseil d'État n'a toutefois pu donner aucun avis sur le projet et il ne pourrait d'ailleurs pas le faire utilement. En effet, le constituant est totalement libre et ne doit pas se soucier des autres articles de la Constitution. Si un législateur perd le sens de la démocratie, le Conseil d'État et la Cour d'arbitrage peuvent, heureusement, encore intervenir. Mais quand c'est le constituant qui s'égare, comme actuellement, aucun recours n'est possible, hormis la procédure démocratique des élections. Cependant, c'est précisément cette procédure démocratique qui fait l'objet de l'égarement constitutionnel.

En effet, l'accusation portée est qu'une certaine propagande politique est ressentie comme blessante à l'égard de certaines catégories de la population. C'est peut-être juste, et c'est regrettable. La Cour européenne des droits de l'homme a dit déjà à de maintes reprises — et dans les mêmes termes, du reste, que la Haute Cour de justice américaine — que la liberté d'expression doit être respectée, et même qu'elle est

den voor het hof van assisen. Door racistische persmisdrijven te correctionaliseren, wordt ook deze rem weggenomen, waardoor het aantal politieke processen, waarbij aan beroepsrechters wordt gevraagd uitspraak te doen over de inhoud van het politiek programma van een politieke partij, zal verveelvoudigen.

Men mag van deze, vaak fanatieke verenigingen niet verwachten dat ze respect opbrengen voor de rechtszekerheid, de eenheid van het vervolgingsbeleid, het algemeen maatschappelijk belang, persoonlijke objectiviteit en onafhankelijkheid van de vervolging, hetgeen men normaal toch van de parketten mag eisen. Het ontwerp voert dan ook niet één, maar twee uitzonderingsprocedures in voor de categorie van de persmisdrijven: de correctionalisering én de geprivatiseerde vervolging.

Een ander model van uitzonderingsprocedure werd reeds eerder voorgesteld door een lid van de commissie, die een «assisen light-procedure» ontwierp<sup>(1)</sup>, die talrijke schendingen inhield van de Grondwet en van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden. Eén bezwaar van de Raad van State verdient bijzondere aandacht. De Raad stelt in zijn advies: «Een onderscheid maken tussen racistische persmisdrijven en andere persmisdrijven houdt niet alleen een schending in van artikel 150 van de Grondwet, maar ook van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het is de Raad van State niet duidelijk om welke objectieve redenen alleen voor de overtredingen van de antiracistische wetgeving de nieuwe procedure zou worden gevolgd». Dit bezwaar blijft nog steeds gelden. De Raad van State heeft echter over het ontwerp geen advies kunnen geven, en zou ook geen nuttig advies kunnen verstrekken. De grondwetgever is immers volledig vrij, en moet zich niet storen aan andere artikelen in de Grondwet. Indien een wetgever de democratische pedalen verliest, kunnen de Raad van State en het Arbitragehof gelukkig nog ingrijpen. Wanneer de grondwetgever op hol slaat, zoals thans gebeurt, is hiertegen geen verweer mogelijk, behalve de democratische rechtsgang via de stembus. Net deze democratische rechtsgang is echter het voorwerp van de grondwettelijke dwaling!

De beschuldiging is immers dat een bepaalde politieke propaganda als kwetsend wordt ervaren tegenover bepaalde bevolkingsgroepen. Wellicht is dit juist, en dit is spijtig. Het Europees Hof voor de rechten van de mens heeft echter reeds herhaaldelijk gesteld — overigens in dezelfde termen als het Amerikaanse Hooggerechtshof — dat vrije meningsuiting ook moet gelden, en zelfs nodig is, voor meningen die

(1) Proposition de loi tendant à mettre en place une procédure sommaire devant la cour d'assises en vue d'une répression effective des délits de presse à caractère raciste (doc. Sénat, 1996-1997, n° 472/1-4).

(1) Wetsvoorstel strekkende tot het invoeren van een summiere rechtspleging voor het hof van assisen om daadwerkelijke bestraffing van racistische drukpersmisdrijven te bewerkstelligen (Stuk Senaat, 1996-1997, nr. 472/1-4).

nécessaire, pour les opinions susceptibles de déranger ou de blesser. En outre, les étrangers ne sont pas les souffre-douleur des médias, loin de là. On les protège souvent en taisant systématiquement l'origine ou la nationalité des auteurs des infractions. Il s'avère pourtant qu'une grande partie de leur public est désireuse d'en savoir plus. En outre, les médias heurtent régulièrement bien des catégories de la population. C'est par exemple le cas des personnes de confession catholique. L'Église et son chef y sont régulièrement tournés en ridicule, y compris par la radio et la télévision nationales. Enfin, l'intervenant dit savoir de quoi il parle en ce qui concerne les insultes et les propos blessants des médias. Le *Vlaams Blok* est dépeint comme raciste, nazi et hostile aux femmes, aux homosexuels et aux handicapés. C'est irritant et regrettable, mais ceux qui profèrent de telles affirmations ne doivent pas être poursuivis pour leur opinion politique.

Le racisme n'est guère un problème dans notre pays. Et là où il pourrait y en avoir un, cela ne nécessite pas une approche pénale. Dans les cas exceptionnels où cela se produit, ce n'est pas dû à la propagande politique menée par le biais de la presse écrite. Pourquoi, dès lors, cette modification de la Constitution? Cela dénote un problème d'intolérance.

Un certain nombre de gens voient leur projet — de société multiculturelle — compromis par les succès électoraux et le message d'un parti politique qui, dans ses publications, prend position contre ce que d'autres considèrent comme des acquis et des dogmes idéologiques définitifs ou comme relevant du consensus intellectuel définitif. Les développements du projet montrent à quel point on s'y cramponne: «*Il existe pourtant dans notre société un consensus général pour soutenir que de tels écrits sont contraires aux principes démocratiques et qu'ils doivent par conséquent être sanctionnés.*» Comment peut-on parler d'un tel consensus, au vu des études susvisées de la Commission européenne et de la Communauté flamande et au vu du succès du *Vlaams Blok*? Le fait qu'il y aurait unanimité — *quod non* — serait d'ailleurs, selon l'auteur principal de la proposition de révision de l'article 150 de la Constitution (Doc. Sénat, 1-1231), dépourvu de pertinence, car même les opinions les plus marginales doivent relever du droit de la liberté d'expression. Un consensus social presque parfait — ce qui n'est pas le cas — ne peut donc aboutir à poursuivre pénalement les autres opinions.

Trop d'intellectuels, de journalistes et de politiciens souffrent encore du complexe de l'«occidental blanc culpabilisé», de plus en plus convaincu que son histoire n'est qu'une suite de crimes contre les autres races. Toute initiative d'autodéfense de notre population est immédiatement assimilée à de l'exploitation des autres races. En outre, on n'est plus capable de

storend of kwetsend kunnen zijn. Bovendien zijn de vreemdelingen niet de kop van jut van de media, wel integendeel. Vaak worden zij uit de wind gezet door de systematische verzwijging van de afkomst of nationaliteit van de daders. Een groot deel van hun publiek blijkt daarin echter geïnteresseerd te zijn. Bovendien worden in de media zoveel bevolkingsgroepen regelmatig gekwetst. Dit is bijvoorbeeld het geval met personen met een katholieke geloofsovertuiging. De Kerk en haar leider worden regelmatig geridiculiseerd, zelfs door de staatsomroep. Tenslotte stelt spreker te kunnen meepraten over beledigingen en kwetsen door de media. Het Vlaams Blok wordt afgeschilderd als racistisch, nazistisch, vrouwonvriendelijk en tegen homo's en gehandicapten. Dit is ergerlijk en betreurenswaardig, doch de personen die zulks beweren moeten niet worden vervolgd omwille van hun politieke mening.

Er is nauwelijks een racistisch probleem in dit land. Waar er toch een is, verdient dit geen strafrechtelijke aanpak. De uitzonderlijke gevallen, waarin dit wel het geval is, zijn niet het gevolg van politieke propaganda via het gebruik van de drukpers. Waarom dan deze grondwetswijziging? Dit wijst op een probleem van onverdraagzaamheid.

Een aantal mensen zien hun project — de multiculturele samenleving — in gevaar gebracht door de electorale successen en de boodschap van een bepaalde politieke partij, die in haar publicaties stelling neemt tegen wat anderen beschouwen als definitieve ideologische verworvenheden en dogma's of als een definitieve intellectuele consensus. Hoe men zich hieraan krampachtig vastklampt, blijkt uit de toelichting bij het ontwerp: «*Nochtans bestaat er in de samenleving een algemene consensus dat dergelijke geschriften verwerpelijk en strijdig met de democratische beginselen zijn, en bijgevolg moeten bestreden worden.*» Hoe kan men van een dergelijke consensus spreken, in het licht van bovenvermelde studies van de Europese Commissie en de Vlaamse Gemeenschap, en in het licht van het succes van het Vlaams Blok? Dat hierover unanimité zou bestaan — *quod non* — is overigens irrelevant volgens de hoofdindieners van het voorstel tot herziening van artikel 150 van de Grondwet (Stuk Senaat, nr. 1-1231), die aanvoert dat zelfs de meest marginale opinies onder het recht van vrije meningsuiting moeten vallen. Een bijna volledige maatschappelijke consensus — die er niet is — mag dus niet leiden tot de strafrechtelijke vervolging van andere opinies.

Te veel intellectuelen, journalisten en politici zitten nog steeds met het complex van de «bange blanke westerse man», die er stilaan van overtuigd raakt dat zijn geschiedenis er een is van misdaden tegen andere rassen. Elke zelfverdediging van de eigen bevolking wordt onmiddellijk geïdentificeerd met uitbuiting van andere rassen. Men is bovendien niet meer in

reconnaître la moindre malveillance dans les actes commis par des étrangers à l'égard de Flamands, alors que c'est plutôt là qu'il faudrait situer l'hostilité. On en appelle continuellement au dialogue avec l'islam, alors que c'est de là que se manifeste l'hostilité. Personne n'a jamais utilisé le terme « raciste » pour qualifier la mort violente de Patrick Mombaerts. Comment réagirait-on si un jeune ouvrier marocain était attaqué par un groupe de jeunes Flamands ? Tout le monde suspecterait sans doute des mobiles racistes.

Si le racisme est le seul problème social auquel on s'attaque en prévoyant des procédures d'exception qui offrent moins de garanties pour la défense, c'est que les choses vont mal. Un intervenant précédent a dit à ce propos que cette limitation de la liberté d'expression est une nécessité qui répond à une urgence sociale. Quelle est cette urgence sociale ? L'on ne peut que supposer que la presse écrite diffuse des choses très graves, aux conséquences terribles, de telle manière qu'il convient d'inscrire dans la Constitution une procédure d'exception permettant d'y faire face.

Le *Vlaams Blok* et, éventuellement, le Front national seraient les grands malfaiteurs. De qui d'autre émaneraient les multiples publications problématiques qui ont donné lieu à cette modification de la Constitution ? Le *Vlaams Blok* se livrerait à l'incitation à la haine et à la discrimination et ce, à grande échelle, puisque ce parti diffuse chaque année des millions de dépliants et de tracts. Étant donné qu'environ cinq cent mille électeurs votent pour ce parti, cette littérature devrait produire ses effets et la haine et le racisme devraient régner en maître, or, dans la pratique on est loin du compte.

À quand remontent, en Belgique, les derniers cas d'agression ou d'assassinat de personnes en raison de leur couleur de peau ? Il y a quelques cas aux Pays-Bas malgré l'absence dans ce pays d'un parti politique significatif auquel la responsabilité de ces actes pourrait être imputée. Plusieurs cas se sont également produits en Allemagne. Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont enregistré plusieurs cas de violence à caractère raciste bien qu'il n'y ait pas, dans ces pays, de parti politique qui s'oppose à la société multiculturelle.

Or, c'est précisément en donnant à la population un canal politique pour exprimer son opposition à la charge excessive que représentent les étrangers, que le risque de violence diminue. La Belgique ne connaît aucune violence à caractère raciste. Quatre employés d'un grand magasin doivent comparaître en justice pour avoir adressé par l'intercom des remarques à caractère raciste à deux collègues noirs et pour leur avoir lancé des légumes. Si cela constitue le cas le plus grave de violence raciste au cours des dernières

staat enige kwaadaardigheid te herkennen in de daden van vreemdelingen tegenover Vlamingen, hoewel de vijandigheid eerder daar te situeren is. Men roept steeds op tot een voortdurende dialoog met de islam, terwijl de vijandigheid zich vanuit deze hoek manifesteert. Niemand heeft ooit de term « racistisch » in de mond genomen bij de gewelddadige dood van Patrick Mombaerts. Hoe zou men reageren wanneer een jonge Marokkaanse arbeider zou worden aangevallen door een groepje jonge Vlamingen ? Wellicht zou eenieder racistische motieven vermoeden.

Wanneer het racisme als enig maatschappelijk probleem wordt behandeld met uitzonderingsprocedures die minder waarborgen bieden voor de verdediging, moet er iets vreselijks aan de gang zijn. Een vorige spreker heeft daarover gezegd, dat deze beperking op de vrije meningsuiting noodzakelijk is, omdat er een dwingende sociale noodzaak aanwezig is om zulks te doen. Wat is deze dwingende sociale noodzaak ? Men kan slechts veronderstellen dat er zeer erge dingen via de drukpers worden verspreid, met vreselijke gevolgen, zodanig dat in de Grondwet een uitzonderingsprocedure moet worden ingeschreven om hieraan het hoofd te bieden.

Het Vlaams Blok, en eventueel het Front National, zouden de grote boosdoeners zijn. Welke veelvuldige problematische druksels zouden anders tot deze grondwetswijziging aanleiding hebben gegeven ? Het Vlaams Blok zou op massale schaal aanzetten tot haat en discriminatie, vermits jaarlijks miljoenen folders en pamfletten worden verdeeld. Vermits ongeveer een half miljoen kiezers op deze partij stemt, zouden deze ook effect moeten hebben en zou er veel haat en racisme moeten bestaan, maar in de praktijk blijkt daar weinig van terecht te komen.

Wanneer zijn in België voor het laatst mensen aangevallen of vermoord omwille van hun huidskleur ? In Nederland zijn er een aantal gevallen, zonder dat er een politieke partij van betekenis bestaat die hiervoor verantwoordelijk zou kunnen worden gesteld. In Duitsland is dit eveneens het geval. In de Verenigde Staten en in Groot-Brittannië zijn een aantal gevallen van racistisch geweld bekend, hoewel ook daar geen politieke partij aanwezig is die zich verzet tegen de multiculturele samenleving.

Het is juist omdat men de mensen een politiek kanaal geeft om hun verzet te uiten tegen de overlast van vreemdelingen, dat de kans op geweld vermindert. In België is geen racistisch geweld. Een viertal bedienden van een grootwarenhuis moeten zich voor de rechter verantwoorden omdat zij door de intercom een aantal racistische uitspraken zouden hebben gedaan tegen twee zwarte medebedienden, en met groenten zouden hebben gegooid. Indien dit gedrag het ergste geval is van racistisch geweld van de laatste

années, le Vlaams Blok n'a pas bien fait son travail pour ce qui est de l'incitation à la haine et à la violence. Par contre, il ne se passe pas un jour sans que de jeunes étrangers commettent des actes de violence ayant pour cible des autochtones. Des femmes sont victimes d'intimidations sexuelles par des étrangers. Des demandeurs d'asile s'en prennent aux voyageurs à bord du train à destination d'Amsterdam. Des chauffeurs de bus et des enseignants sont molestés et injuriés en termes racistes. Les pompiers et le personnel hospitalier se font tirer dessus lorsqu'ils viennent en aide à un autochtone ou à un Noir.

À Schaerbeek, quelqu'un a été abattu parce qu'il demandait son chemin à quelques jeunes étrangers. L'on n'a manifestement pas jugé nécessaire de prévoir des procédures d'exception pour résoudre ces problèmes-là. On ne fait rien pour y remédier, si ce n'est créer des terrains de jeux.

La violence n'est pas la seule forme de racisme; celui-ci revêt aussi des formes qui peuvent être la conséquence de l'incitation à la discrimination et à la ségrégation par le *Vlaams Blok*. Dans leur politique de recrutement, les employeurs pourraient être tentés de se laisser guider par des motifs à caractère raciste. Comment un parti politique peut-il exercer une influence à cet égard? Les employeurs se laissent guider par le coût salarial et par le profit que le nouveau travailleur permettra de réaliser. Les employeurs ont d'ailleurs démontré par le passé qu'ils ne sont pas racistes puisqu'il ont engagé des personnes qui sont venues s'installer en Belgique dans le seul but d'y trouver du travail.

Les patrons de café et les exploitants de dancings refusent parfois les étrangers dans leurs établissements. Lorsqu'ils le font, ce n'est jamais pour des motifs racistes. En effet, ce n'est pas par plaisir que des exploitants refusent des clients. Lorsqu'ils le font, c'est forts de leur expérience et non parce qu'ils se sont laissé monter la tête par une propagande raciste. Le Flamand n'est, en effet, par un raciste dans l'âme. Il va manger au restaurant chinois du coin, suit des séries comiques à la télévision mettant en scène des Noirs dans le rôle principal, écoute la musique de musiciens noirs et part en voyage en Tunisie ou en Turquie. À quelques exceptions près, le Flamand n'a aucune aversion pour les autres races. Pourquoi des exploitants refusent-ils alors des clients d'origine étrangère ou pourquoi les passants font-ils un détour le soir lorsqu'ils risquent de croiser sur leur chemin un groupe d'étrangers tapageurs? Parce qu'ils ont eu de mauvaises expériences, au niveau personnel ou dans un contexte plus large, et parce que les statistiques montrent que la part des étrangers dans la criminalité est disproportionnée. L'attitude vis-à-vis des étrangers n'est donc pas basée sur des préjugés, mais sur des faits.

Cette méfiance ne peut être qualifiée de « racisme » sans faire violence à cette notion. Les partis politiques

jaren, dan heeft het Vlaams Blok zijn werk niet goed gedaan op het vlak van aanzetten tot haat en geweld. Nochtans zijn er wél dagelijks geweldplegingen van jonge vreemdelingen tegen autochtonen. Vrouwen worden sexueel geïntimideerd door vreemdelingen. Asielzoekers slaan in op treinreizigers in de trein naar Amsterdam. Buschauffeurs en leraars worden gemoesteed en beledigd met racistische termen. Brandweer- en ziekenhuispersoneel wordt bekogeld, wanneer zij hulp bieden aan een autochtoon of aan een zwarte.

In Schaerbeek werd iemand doodgeslagen omdat hij de weg vroeg aan enkele jonge vreemdelingen. Blijkbaar moeten hiervoor geen uitzonderingsprocedures in het leven geroepen worden. Deze problemen worden niet aangepakt, tenzij door het aanleggen van speelpleintjes.

Naast geweld, bestaan er ook andere vormen van racisme, die het gevolg kunnen zijn van het aanzetten door het Vlaams Blok tot discriminatie en segregatie. Bij hun aanwervingsbeleid zouden werkgevers zich wel eens kunnen laten leiden door racistische motieven. Hoe kan een politieke partij dit beïnvloeden? Werkgevers laten zich leiden door de kost van het loon en door de baten van de nieuwe werknemer. Werkgevers hebben overigens in het verleden aangetoond niet racistisch te zijn door mensen aan te nemen die zich hier zijn komen vestigen enkel en alleen om hier werk te vinden.

Cafébazen en dancingsuitbaters waren soms vreemdelingen uit hun etablissementen. Dit gebeurt echter nooit om racistische redenen. Uitbaters weigeren immers geen klanten uit plezier. Wie zulks doet, is geleerd door ervaring, en is niet opgestoot door racistische propaganda. De Vlaming is immers niet racistisch van aard. Hij gaat uit eten in het Chinees restaurant om de hoek, kijkt op TV naar komische reeksen met zwarten in de hoofdrol, luistert naar muziek van zwarte muzikanten en gaat op reis naar Tunesië of Turkije. De Vlaming heeft, op enkele gevallen na, geen afkeer van andere rassen. Waarom weigeren uitbaters dan vreemde klanten, of loopt een man's avonds een straatje om wanneer een groep luidruchtige vreemdelingen zijn pad dreigen te kruisen? Omdat men geleerd is door ervaring, zowel in de eigen kring of in de ruimere wereld, door statistieken die het disproportioneel aandeel van vreemdelingen in de criminaliteit aantonen. De houding ten opzichte van vreemdelingen is dus niet gebaseerd op vooroordelen, maar op feiten.

Dit wantrouwen kan men niet kwalificeren als « racisme », zonder dit begrip geweld aan te doen.



sont confrontés à un dilemme grave lorsqu'ils constatent dans une étude de la Commission européenne que la majorité des Flamands se qualifie de raciste. Une autre étude de la Communauté flamande démontre que l'intolérance des Flamands prend des proportions graves. Les partis politiques se trouvent donc confrontés à l'alternative suivante: ou bien, il leur faut admettre qu'une majorité de la population est raciste, que ce soit par ignorance ou, dans le pire des cas, par malveillance, auquel cas il convient d'en tirer les conséquences démocratiques.

Ou bien il faut constater que la notion de racisme est à ce point dévaluée qu'elle s'applique à la majorité des Flamands. L'attitude des Flamands est une simple réaction au fait que l'on abuse de leur hospitalité: nous donnons aux étrangers un gagne-pain et l'enseignement et en retour ils nous donnent la criminalité et nous traitent en permanence de racistes parce que nous ne pouvons pas leur donner en une génération ce pour quoi nous avons dû nous battre pendant des dizaines de générations. Bien que pareils reproches ne s'adressent évidemment qu'à une partie de la population immigrée, cela ne doit toutefois empêcher personne de dire la vérité, même si cette vérité est blessante pour les personnes de ce groupe de population qui n'ont rien à se reprocher.

L'intervenant se dit conscient de ne pas pouvoir convaincre les sénateurs, ni au sein de la commission, ni en séance plénière. Il considère malgré tout de son devoir de développer son argumentation à l'égard du projet. En effet, cette mission lui a été confiée par plus de 12 % du corps électoral. Même un pourcentage plus élevé des électeurs ne parviendrait peut-être pas à convaincre les sénateurs du caractère antidémocratique du projet en discussion. Le *Vlaams Blok*, par contre, jugé antidémocratique au point d'être exclu des discussions préparatoires, fait, lui, confiance à l'électeur. Ceux qui estiment que l'électeur vote pour le mauvais parti s'érigent ici en vrais démocrates, tandis que ceux qui font confiance à l'électeur sont les antidémocrates.

Le *Vlaams Blok* demande que les choses soient maintenues en l'état, car ce parti politique ne craint pas le bon sens d'un jury populaire. Si un jury populaire devait juger d'un tract prétendument raciste, il se rirait de cet argument. C'est pourquoi on propose de soumettre ce genre de questions à des magistrats professionnels. On utilise abusivement le pouvoir législatif pour éliminer un adversaire politique qui risque de nous faire perdre des sièges: le projet en discussion est un des éléments d'une trilogie destinée à éliminer le *Vlaams Blok*: la loi sur le financement des partis, la législation sur les tracts racistes et les projets, actuellement en préparation, relatifs à l'exclusion des mandataires politiques.

Politieke partijen worden met een ernstig dilemma geconfronteerd, wanneer zij in een studie van de Europese Commissie vaststellen dat de meerderheid van de Vlamingen zichzelf racistisch noemen. Ook een studie van de Vlaamse Gemeenschap toont aan dat de onverdraagzaamheid van de Vlamingen ernstige proporties aanneemt. Een politieke partij heeft dan twee mogelijkheden. Ofwel moet men toegeven dat een meerderheid van de bevolking, uit onwetendheid of — in het slechtste geval — uit boosaardigheid, racistisch is en moet men hieruit de democratische consequentie trekken.

Ofwel moet men vaststellen dat de term «racisme» zodanig gedevalueerd is dat de meerderheid van de Vlamingen eronder valt. De houding van de Vlamingen is louter een reactie op misbruikte gastvrijheid: wij geven hen levensonderhoud en onderwijs, en zij geven ons misdadigheid en de voortdurende beschuldiging racistisch te zijn, omdat wij hen niet in één generatie kunnen geven waar we tientallen generaties voor hebben moeten vechten. Uiteraard treffen deze verwijten slechts een deel van de vreemdelingenpopulatie. Dit mag echter niemand verhinderen de waarheid te zeggen, ook indien dit voor onschuldigen uit die bevolkingsgroep als kwetsend wordt ervaren.

Spreker zegt zich ervan bewust te zijn dat hij de senatoren niet kan overtuigen, noch in deze commissie noch in de plenaire vergadering. Desondanks beschouwt hij het als zijn plicht zijn argumentatie ten aanzien van het ontwerp te ontwikkelen. Deze opdracht werd immers gegeven door meer dan 12 % van het kiezerskorps. Mogelijk zal zelfs een groter percentage van de kiezers de senatoren niet kunnen overtuigen van het antidemocratische gehalte van voorliggend ontwerp. Het *Vlaams Blok*, dat zo antidemocratisch wordt ingeschat dat het werd uitgesloten van de voorbereidende gesprekken, vertrouwt daarentegen wel op de kiezer. Wie meent dat de kiezer voor de verkeerde partij stemt, roept zich hier uit tot de ware democraten, terwijl diegenen die vertrouwen op de kiezer de antidemocraten zijn.

Het *Vlaams Blok* vraagt de bestaande toestand te handhaven, vermits deze politieke partij geen schrik heeft van het gezond verstand van een volksjury. Wanneer een volksjury moet oordelen over een pamflet dat zogezegd racistisch is, zal deze dit argument weglachen. Daarom stelt men voor dergelijke kwesties voor te leggen aan beroepsmagistraten. De wetgevende macht wordt misbruikt om een zetelbedreigende politieke tegenstrever uit te schakelen. Voorliggend ontwerp maakt immers deel uit van een drietand om het *Vlaams Blok* uit te schakelen: de wet op de partijfinanciering, de wetgeving op de racistische pamfletten en de ontwerpen inzake de uitsluiting van de politieke mandatarissen die thans in de maak zijn.

Le *Vlaams Blok* se sent donc visé. D'aucuns prétendent qu'il fournit ainsi la preuve qu'il est effectivement raciste. C'est complètement absurde. Ce n'est pas parce qu'un suspect prend la fuite qu'il prouve sa culpabilité. Si l'on suivait ce raisonnement, les Kosovars seraient coupables dans le conflit des Balkans, parce qu'ils fuient. C'est de la malhonnêteté intellectuelle, et c'est parfaitement idiot. Ce n'est pas parce que tous les partis politiques, sauf un, font de la fumée qu'il y a le feu. Ce n'est pas parce que l'on accuse quelqu'un d'être raciste ou xénophobe, et qu'il s'en défend, que la preuve est faite. Les termes «racisme» et «xénophobie» sont utilisés à tort et à travers et ne relèvent plus que du verbalisme pur et simple. Ils ont été vidés de tout contenu, de même que la notion de «démocratie» disparaîtra si l'on poursuit dans la voie où l'on s'est engagé. Depuis sa fondation, le *Vlaams Blok* a respecté toutes les règles du jeu démocratique. À présent qu'il s'avère qu'on ne peut reprocher au *Vlaams Blok* aucun acte non démocratique au cours de ces vingt dernières années, on examine son programme à la loupe. Car on ne peut rien trouver à redire au comportement des mandataires, ni à la façon dont ils se soumettent au jugement de l'électeur.

Le programme du *Vlaams Blok* et le programme en 70 points abordent effectivement le problème des étrangers. Mais ce programme en 70 points a été adapté à huit reprises, chaque fois qu'un des points proposés était mis à exécution par un ministre des partis de la majorité. C'est par exemple le cas de l'organisation de vols en vue de reconduire des réfugiés dans leur pays d'origine. Cette mesure ne dérange personne, mais on s'en prend au programme du *Vlaams Blok*. Même quand le programme ne fournit pas les éléments nécessaires, on prétend en rechercher l'objectif et on soutient que les agitateurs de rue du *Vlaams Blok* se travestissent en mandataires. On tente de découvrir l'agenda caché du *Vlaams Blok* dans une boule de cristal. Cependant, une telle argumentation ne permet pas d'avoir un débat politique. Cela doit se faire sur la base de critères objectifs et mesurables, en considérant par exemple comment un parti politique respecte les règles du jeu démocratique. Si c'est le cas, on ne doit pas modifier les règles.

L'intolérance politique et la lâcheté intellectuelle qui vont de pair avec ces complexes et qui prennent pour cible le *Vlaams Blok* sont liées tout autant à des motifs purement idéologiques qu'à des préoccupations électoralistes. Selon la loi relative au financement des partis, un certain pion de l'échiquier ne peut progresser que d'une case à la fois tandis que les autres peuvent avancer de deux cases. Et si malgré cela, il menace d'arriver premier, on le disqualifie définitivement à l'arrivée. Les conséquences de la loi sur le

Het *Vlaams Blok* voelt zich dan ook gevisieerd. Sommigen beweren dat men daardoor het bewijs verschafft dat het inderdaad racistisch is. Dit is totale onzin. Het is niet omdat een verdachte op de vlucht slaat, dat hij daardoor ook het bewijs van zijn schuld levert. Volgens deze redenering zouden de Kosovaren schuldig zijn in het conflict in de Balkan, omdat zij vluchten. Dit is intellectueel oneerlijk en volstrekt idioot. Het is immers niet omdat alle politieke partijen, behalve één, rook veroorzaken dat er ook vuur is. Het is niet omdat men iemand ervan beschuldigt racistisch of xenofob te zijn, en deze zich daartegen verzet, dat het bewijs geleverd is. De termen «racisme» en «xenofobie» worden te pas en te onpas gebruikt en zijn verworpen tot een louter verbalisme. De inhoud ervan is volledig verdwenen, zoals de inhoud van het begrip «démocratie» zal verdwijnen indien men op de ingeslagen weg verder gaat. Het *Vlaams Blok* heeft sinds zijn ontstaan alle democratische spelregels gerespecteerd. Nu blijkt dat men het *Vlaams Blok* in de loop van de jongste 20 jaar geen ondemocratische handelingen kan verwijten, neemt men het programma onder de loep. Over de wijze waarop de mandatarissen zich gedragen, en waarop de kandidaten zich onderwerpen aan het oordeel van de kiezer, kan men immers niets zeggen.

In het programma van het *Vlaams Blok* en in het 70 puntenprogramma wordt inderdaad het vreemdelingenprobleem aangekaart. Dit 70 puntenprogramma is echter reeds achtmaal aangepast, telkens wanneer één van de punten werd uitgevoerd door een minister van de meerderheidspartijen. Dit is bijvoorbeeld het geval met het organiseren van vluchten om vluchtelingen naar hun land van herkomst te brengen. Niemand stoort zich hieraan, maar het programma van het *Vlaams Blok* wordt wel gevisieerd. Zelfs indien het programma niet de nodige elementen oplevert, zoekt men de bedoeling van het programma, en beweert men dat de straatvechters van het *Vlaams Blok* zich vermommen als mandatarissen. Men tracht via een glazen bol de verborgen agenda van het *Vlaams Blok* te ontdekken. Met een dergelijke argumentatie kan men echter geen politiek debat voeren. Dit dient te gebeuren aan de hand van objectieve, meetbare criteria, bijvoorbeeld hoe een politieke partij de regels van het democratische spel respecteert. Indien dit het geval is, moet men niet overgaan tot de wijziging van deze regels.

De politieke intolerantie en de intellectuele lafheid die met dergelijke complexen gepaard gaan, en die zich richten tegen het *Vlaams Blok*, hebben evenveel te maken met puur ideologische motieven als met electorale motieven. Volgens de wet op de partijfinanciering mag een bepaalde speler op het bord slechts half zo snel vooruit gaan. Als deze desondanks dan toch dreigt eerst aan te komen, wordt hij op het einde van het ganzenbord definitief naar de put verwezen. De consequenties van de wet op de partijfi-

financement des partis, combinées à la législation contre le racisme et à la perte des droits politiques actuellement en préparation, sont énormes. Il suffit qu'un juge professionnel, nommé politiquement, décide, en dépit de son indépendance, sous la pression de motifs sociaux ou dans l'intérêt de sa carrière, que le *Vlaams Blok* est une association à caractère raciste — affirmation qui ne doit pas être motivée puisqu'il s'agit d'une question de fait — pour que tous les parlementaires et tous les membres du *Vlaams Blok* s'exposent à une sanction. Nul besoin d'établir une quelconque forme de complicité. Ils devront comparaître devant un juge — sans même être cités à comparaître par le parquet, mais par un petit groupe d'ASBL —, ils risqueront d'être déchus de leurs droits politiques et ils ne pourront plus siéger au Parlement. Ce sont des choses que les autres partis doivent dire à leurs électeurs afin que ceux-ci aient au moins une fois encore l'occasion de voter pour le *Vlaams Blok*.

En résumé, on instaure une législation draconienne qui porte atteinte au droit le plus fondamental de la démocratie, à savoir le droit à la liberté d'expression, pour s'attaquer à un problème social négligeable, le spectre mythique du racisme. La seule chose que l'on vise en coulisses, c'est de faire interdire un adversaire politique et de le faire condamner au pénal. Ce genre de manœuvre est dans la norme de la part des partis politiques wallons puisqu'en Wallonie, le terme «démocratie» ne désigne pas toujours une série de principes fondamentaux mais plutôt un système d'équilibre des pouvoirs entre certains holdings politiques. On peut également s'attendre à une telle attitude de la part des socialistes et des Verts, qui ont toujours été hypothéqués par l'héritage marxiste-léniniste. On comprend moins ce genre d'attitude de la part du CVP et du VLD, sauf à considérer que ces partis accordent plus de prix à une victoire politique ponctuelle découlant de l'éviction d'un adversaire politique qu'aux principes fondamentaux de la démocratie.

Un membre, en tant que militant du *Vlaams Blok*, dit souhaiter une approche populaire de ce sujet, qui soit inspirée notamment par la manière dont les gens réagissent aux lois visées par le *Vlaams Blok*. Seul un régime qui se sent menacé essaie d'abattre de la sorte un adversaire démocratique.

L'on veut lutter contre les délits de presse à caractère raciste ou xénophobe — contre les délits à caractère négationniste, par la voie d'un amendement — en les correctionnalisant. L'on avance comme motif, dans le cadre de la procédure d'assises actuelle, qu'on donne une trop grande publicité aux faits incriminés, que le procès dure longtemps, que les coûts sont élevés et qu'il n'y a plus aucune possibilité de recours. Il y a lieu de se demander s'il ne convient pas, étant donné que la presse écrite consacre des articles à des débats aussi abjects, de donner la plus grande publicité possi-

nanciering, in combinatie met de racismewetgeving en met het verlies aan politieke rechten dat nu in voorbereiding is, zijn enorm. Het is voldoende dat één politiek benoemde beroepsrechter, hoewel hij onafhankelijk is, onder druk van sociale motieven of van carrièrevooruitzichten stelt dat het Vlaams Blok een racistische vereniging is — wat niet moet gemotiveerd worden vermits het om een feitenkwestie gaat —, opdat alle parlementsleden en alle leden van het Vlaams Blok strafbaar worden gesteld. Geen enkele vorm van mededaderschap of medeplichtigheid moet worden bewezen. Zij dienen voor een rechter te verschijnen — niet eens gedaagd door het parket, maar door een kleine groep van VZW's —, dreigen hun politieke rechten te verliezen en kunnen niet meer in het Parlement zetelen. De andere partijen moeten dit ook aan hun kiezers zeggen, zodat de mensen tenminste nog één keer de kans hebben voor het Vlaams Blok te stemmen.

Samenvattend voert men een draconische wetgeving in die het meest fundamentele recht in een democratie, zijnde het recht op vrije meningsuiting, aantast om een te verwaarlozen maatschappelijk probleem — het mythische spook van het racisme — aan te pakken. Het enige effect, dat achter de schermen wordt gewild, is dat een politieke tegenstander wordt verboden en bestraft door de strafrechter. Van de Waalse politieke partijen kan men dit verwachten, vermits men in Wallonië met de term «démocratie» niet altijd een reeks fundamentele principes bedoelt, maar veeleer een systeem van «checks and balances» tussen bepaalde politieke holdings. Van socialisten en groenen kan men dit verwachten, vermits ze altijd belast zijn geweest met een stuk van de marxistisch-leninistische erfenis. Vanwege CVP en VLD is dit echter onbegrijpelijk, tenzij men aanneemt dat men het kortstondig politiek gewin van het uitschakelen van een politieke tegenstrever belangrijker acht dan de fundamentele principes van de democratie.

Een lid zegt, als militant van het Vlaams Blok, een volkse benadering van dit onderwerp te willen nastreven, die onder meer geïnspireerd is door de reacties van de mensen op de wetten die het Vlaams Blok viseren. Enkel een regime dat zich bedreigd voelt, probeert op deze manier een democratische tegenstander neer te slaan.

Men wil de drukpersmisdrijven die ingegeven zijn door racisme of xenofobie — en dankzij een amendement ook het negationisme — bestrijden door ze onder de bevoegdheid van de correctionele rechtbank te brengen. Als reden haalt men aan dat de thans geldende assisenrechtspraak een te grote ruchtbaarheid aan de aangeklaagde feiten geeft, er een proces van lange duur van maakt, de kosten te veel opdrijft en tenslotte dat er geen beroepsmogelijkheid meer is. Indien er dan toch zo'n verfoeilijke zaken worden verspreid via de drukpers, is het dan niet opportuun een

ble à ceux-ci, en vue de sensibiliser le plus grand nombre et de les combattre ainsi?

Peut-on alors voir quelque objection à ce que l'on dénonce le plus longtemps possible ces délits abjects pendant le procès? Peut-on face à un acte, très pernicieux et contraire à la morale, invoquer le coût de la procédure comme motif pour ne pas intervenir? Il s'agit d'un faux motif. Les soi-disant défenseurs de la démocratie n'ont plus confiance dans la voix du peuple. L'on donne en effet la préférence à des tribunaux correctionnels présidés par des juges nommés politiquement plutôt qu'à la liberté d'expression du peuple, surtout lorsque le seul véritable parti d'opposition se fait l'écho des opinions de celui-ci.

Le ministre de la Justice précédent a affirmé à la Chambre des représentants que la notion de «racisme» est très difficile à définir. Il a fait référence à la deuxième définition que le dictionnaire *van Dale* donne du mot racisme: «*Het aanzetten tot haat en discriminatie van bepaalde personen, uitsluitend op basis van hun ras, huidskleur, afkomst, e.d.m.*» (L'incitation à la haine contre certaines personnes et à la discrimination à l'égard de celles-ci en raison de leur couleur, de leur origine, etc.). Le *Vlaams Blok* est-il le seul à se rendre coupable d'acte de racisme? Jusqu'à ce jour, l'on n'a pas encore pu atteindre ce parti, pas même en faisant appel aux meilleurs avocats de la Ligue des droits de l'homme. Le nationalisme populaire dont le *Vlaams Blok* se revendique est précisément fondé sur le respect de la spécificité de chaque peuple. Il ne laisse aucune place pour le mépris d'un peuple à l'égard d'un autre. Commet-on un délit de presse à caractère raciste en écrivant qu'il y a quelque 9 à 10% d'étrangers dans la population, et que plus de 40% des criminels sont étrangers? Commet-on un délit de presse en mentionnant la nationalité d'un criminel? Le *Vlaams Blok* commet-il un acte de racisme en s'opposant au multiculturalisme — politiquement correct — dans ses tracts alors que la preuve a été fournie à plusieurs reprises que ce système ne fonctionne pas. Commet-il un acte de racisme en prônant la défense de sa propre culture et en proposant que l'on renvoie les inadaptés et les insoumis dans leur pays d'origine? Commet-on un acte de racisme en affirmant, comme jadis l'ex-ministre Wathélet, que «l'islam et la culture occidentale sont incompatibles?».

Doit-on faire de la loi sur les délits de presse une loi à effet rétroactif, comme on l'a fait pour la loi de répression adoptée après la guerre? Ce serait une décision logique, puisque ce qui est qualifié de raciste aujourd'hui l'était également dans le passé. Lorsque l'on remonte à un article du rédacteur en chef du journal *Le Peuple*, le quotidien de l'ex-Parti ouvrier belge, publié le 13 décembre 1885, on peut lire ce qui suit au sujet du voyage du neveu du Roi à Zanzibar: «Qu'ils

zo groot mogelijke ruchtbaarheid aan deze misdadige activiteit te geven, zodat zoveel mogelijk mensen worden gesensibiliseerd om ertegen in te gaan.

Kan het dan bezwaarlijk zijn, dat die ergerlijke feiten zo lang mogelijk worden aangeklaagd omwille van de duur van het proces? Indien een daad zo verderfelijker is en indruist tegen de moraal, mag men dan de proceskosten inroepen als reden om niet in te grijpen? Het gaat dan ook om drogredenen. De zogenaamde verdedigers van de democratie blijken geen vertrouwen te hebben in de stem van het volk. Men verkiest immers een correctionele rechtbank, met politiek benoemde rechters, boven de vrije meningsuiting van het volk, vooral als het over meningen gaat die door dit volk worden geuit en die door de enige echte oppositiepartij worden verkondigd.

De vorige minister van Justitie heeft in de Kamer van volksvertegenwoordigers gesteld dat het begrip «racisme» moeilijk te definiëren valt. Hij verwees naar de tweede definitie in het woordenboek van Dale: «het aanzetten tot haat en discriminatie van bepaalde personen, uitsluitend op basis van hun ras, huidskleur, afkomst, en dergelijke meer». Maakt het Vlaams Blok zich daar alleen schuldig aan? Tot nog toe heeft men die partij nog niet kunnen treffen, niettegenstaande de inschakeling van de beste advocaten van de Liga voor de rechten van de mens. Het volksnationalisme waarop het Vlaams Blok zich beroept, getuigt precies van respect voor de eigenheid van elk volk. Daarin is geen plaats voor minachting van het ene volk ten opzichte van het andere. Pleegt men een racistisch persmisdrijf wanneer men schrijft dat de vreemdelingen 9 à 10% van de bevolking uitmaken, maar dat 40% van de misdadigers tot een vreemde volksgroep behoren? Pleegt men een persmisdrijf wanneer men de nationaliteit van een misdadiger vermeldt? Is het racisme wanneer het Vlaams Blok zich in zijn pamfletten afzet tegen het — politiek correcte — multiculturalisme, waarvan inmiddels herhaaldelijk bewezen is dat het systeem niet werkt, en ijvert voor het behoud van de eigen cultuur en voorstelt dat de niet-aangepasten en de onwilligen terugkeren naar hun land van oorsprong? Is het een racistische uitspraak te zeggen, zoals ex-minister Wathélet ooit deed, dat «l'islam et la culture occidentale n'étaient pas compatibles»?

Zal men de wet op de drukpersmisdrijven ook retroactief maken, zoals de naoorlogse repressiewet? Dit zou logisch zijn, vermits wat nu als racistisch wordt bestempeld, het ook was in het verleden. Wanneer men dan teruggaat naar een artikel van de hoofdredacteur van *Le Peuple*, het dagblad van de toenmalige Belgische Werkliedenpartij, van zondag 13 december 1885, leest men met betrekking tot de reis van de neef van de Koning naar Zanzibar het

décampent tous en Afrique, ces vautours de la tribu des Coburgs. Tout ce fatras royal n'est bon que pour les nègres (...).»

Ce langage était à l'époque protégé par l'article 18 de la Constitution: «La presse est libre, la censure ne pourra jamais être établie.»

On n'inquiétera sans doute pas la presse francophone haineuse. La loi contre le racisme dispose en effet que les conflits ethniques internes ne peuvent pas être considérés comme constituant des délits de presse. Dans son Bulletin d'informations de juin 1998, Mark Grammens a écrit: «La campagne de dénigrement anti-flamande bat son plein depuis quelque temps. La prose haineuse, parfois surprenante, qu'on a pu lire dans la presse francophone à la suite de l'intention exprimée par le gouvernement flamand d'appliquer correctement, dans la lettre comme dans l'esprit, la loi réglant les facilités dans les six communes du Brabant flamand, dépasse l'entendement. Ces articles ont beaucoup attristé M. Peeters, le ministre flamand concerné. (...)»

On sait que la loi belge sur la lutte contre le racisme dit expressément que ses dispositions ne sont pas applicables aux relations ethniques internes de la Belgique. En d'autres termes: «le racisme est interdit en Belgique, mais les francophones peuvent être aussi racistes qu'ils le veulent tant que des Flamands en sont les victimes.» (*Traduction*) Dans une édition ultérieure de son bulletin, Mark Grammens a écrit ce qui suit sur le père Leman: «Est-ce cela que le père Leman veut combattre? Est-ce cela, la lutte contre le racisme pour lui? Dans l'affirmative, que fait-il des francophones? À ce sujet, on peut être bref. Voyez ce que Guido Tastenhoye a écrit dans la *Gazet van Antwerpen*: «Si un Flamand devait s'exprimer sur les immigrants dans les termes qu'utilise Maingain, le président du FDF, lorsqu'il parle des Flamands, il serait poursuivi pour infraction à la loi contre le racisme. Qu'attend le père Leman pour publier un article dans la presse francophone, dans lequel il exige que le FDF ne puisse plus bénéficier de la subvention de l'État qui est versée aux partis ou que Maingain soit exclu du FDF pour cause de racisme? Les Flamands sont-ils les seuls racistes potentiels dans notre pays et le Centre sert-il exclusivement à lutter contre leur racisme?» (*Traduction*).

On peut se demander, par exemple, si le but est également d'interdire la publication de blagues sur les Juifs parce que certaines d'entre elles viseraient également le négationnisme. L'intervenant juge qu'il n'est pas raciste pour un peuple de rire de ses malheurs, mais on ne saurait être trop prudent lorsqu'on appartient au mauvais parti. Max Tailleur, un Juif, a publié un livre intitulé «*Langs mijn neus weg*» qui contient uniquement des blagues sur les Juifs. Si l'on devait effectivement adopter la révision proposée de la Constitution, ce livre deviendrait inconstitutionnel. L'intervenant se demande cependant si l'on va également

volgende: «Laat ze allemaal naar Afrika ophoepelen, die roofdieren van de stam van de Coburgs. Die koninklijke broel is enkel goed voor nikkers (...).»

Dit taalgebruik kon toen rekenen op de bescherming van artikel 18 van de Grondwet: «De drukpers is vrij. De censuur kan nooit worden ingevoerd.»

Wellicht zal men de hatelijke Franstalige pers met rust laten. De wet op het racisme stelt immers dat interne etnische twisten niet als drukpersmisdrijf kunnen worden beschouwd. In zijn Nieuwsbrief van juni 1998 schrijft Mark Grammens: «De anti-Vlaamse hetze is al een tijdje aan de gang. Het bijwijken nog verrassend haatproza dat men in de Franstalige pers heeft kunnen lezen, naar aanleiding van de intentie van de Vlaamse regering om de faciliteitenregeling in de zes gemeenten van Vlaams-Brabant correct, naar de letter en de geest van de wet, toe te passen, grenst aan het onwaarschijnlijke. Het heeft de betrokken Vlaamse minister Peeters in hoge mate gegriefd. (...)»

Zoals men weet, bepaalt de Belgische wet op racismebestrijding uitdrukkelijk dat zij niet van toepassing is op interne Belgische etnische verhoudingen. Met andere woorden: racisme is in België verboden, maar Franstaligen mogen, indien de Vlamingen daarvan het slachtoffer zijn, zoveel racistisch zijn als ze willen.» In een latere editie van zijn Nieuwsbrief schrijft Mark Grammens over de heer Leman: «Is het dat wat pater Leman wil bestrijden? Is dat voor hem racismebestrijding? Zo ja, wat doet hij dan met de Franstaligen? Men kan kort zijn wat dit betreft. Zie hier wat Guido Tastenhoye in de *Gazet van Antwerpen* heeft geschreven: «Als een Vlaming zou spreken over de migranten in de termen waarin FDF-voorzitter Maingain het heeft over de Vlamingen, zou die Vlaming vervolgd worden wegens inbreuken op de antiracismewet. Welnu, waarop wacht pater Leman om in de Franstalige pers een artikel te publiceren, waarin hij eist dat het FDF niet langer zou genieten van de overheidssteun voor de partijen, of dat Maingain uit het FDF verwijderd moet worden wegens racisme? Of zijn in dit land enkel Vlamingen potentiële racisten, en dient het Centrum uitsluitend ter bestrijding van hun racisme?»

Is het de bedoeling om bijvoorbeeld het afdrukken van grappen over joden te verbieden, vermits sommigen ook het negationisme viseren? Spreker vindt het niet racistisch dat een volk om zijn miserie kan lachen, maar als men tot de foute partij behoort, weet men maar nooit. In het boek «*Langs mijn neus weg*» van Max Tailleur, een jood, staan niets anders dan moppen over joden. Wanneer de voorgestelde grondwetswijziging inderdaad plaatsvindt, is dit boekje ongrondwettig. Zal men echter ook de uitspraken van de heer Tobback over «vreemdelingen die als meeuwen op een stort neerstrijken omdat ze te lui

poursuivre M. Tobbacq pour ses déclarations sur: «des étrangers qui s'abattent comme des mouettes sur une décharge parce qu'ils étaient trop paresseux pour pêcher ou pour travailler». Il est probable qu'un journaliste comme Guido Tastenhoye figure en bonne place sur la liste des auteurs potentiels de délits de presse. Et Mark Grammens doit lui aussi s'attendre à des problèmes. Faut-il alors réellement jeter certains livres sur le bûcher?

Certaines publications encore autorisées aujourd'hui feront sans doute demain l'objet d'attaques parce qu'elles ne sont pas politiquement correctes. C'est déjà le cas aujourd'hui, non pas en raison d'une loi, mais parce que des écrivains soi-disant de gauche et progressistes veulent éliminer tout ce qui ne correspond pas à leurs conceptions. Les ministres Tobbacq et Grijp ont d'ores et déjà déclaré vouloir combattre les «voyous fascistes» par tous les moyens. L'intervenant répète sa question: va-t-on faire de cette loi une loi rétroactive? En effet, ce que des gens comme Proudhon ou Marx, dont les déclarations antisémites virulentes sont bien connues, ont écrit sur certains peuples est tout aussi condamnable. Voltaire a écrit des textes particulièrement haineux. Aster Berkhof a dû se justifier pour ce qu'il a écrit sur les Marocains. Si l'on veut appliquer cette loi de manière cohérente et veiller à ce que les citoyens ne soient plus confrontés à des préjugés racistes, il faudra exclure tous les écrivains et leurs livres qui traitent de ces thèmes d'une manière politiquement non correcte de la protection qui leur est accordée en vertu de la liberté de la presse écrite.

Dans le cadre de l'application de la loi, il est intéressant de proposer de mettre une série d'ouvrages au nouvel «index de l'État», comme jadis une série de livres étaient mis à l'index par l'Église catholique. La Bible, le Coran, le Talmud, Robinson Crusoë, Tintin en Afrique, les livres de Charles Baudelaire, qui était carrément raciste à l'égard des Belges, ou ceux de Jean-Jacques Rousseau sur les sauvages, ceux de Kipling, de Shakespeare, de Molière, ...: tous sont visés par la proposition de modification de la Constitution. Même un chef-d'œuvre comme «Le Juif errant» d'August Vermeylen devra être abordé avec la loupe politique adéquate. Que penser de cette citation traduite du Coran: Ceux qui croient et s'en vont combattre pour la religion peuvent compter sur la miséricorde d'Allah», ou encore de celle-ci: «Croyants, ne prenez jamais de juifs ni de chrétiens pour amis, car ils ne sont amis qu'entre eux. Celui qui les fréquente est un des leurs. Le musulman est frère de tous les musulmans et les musulmans sont tous frères; ils luttent comme une seule main contre tous les autres.» Il convient d'ailleurs de noter que le mot «islam» est dérivé du verbe arabe «aslama», qui signifie «se soumettre».

Il n'est toutefois que trop manifeste que c'est moins le message que le messager qui est visé. Dans son inou-

waren om te vissen of te werken» vervolgen? Een journalist als Guido Tastenhoye daarentegen staat wellicht hoog genoteerd op de lijst van drukpersmisdadigers in spe. Ook Mark Grammens wachten wellicht nog beroerde tijden. Moeten bepaalde boeken dan werkelijk op de brandstapel worden gegooid?

Publicaties, die vandaag nog toelaatbaar zijn, zullen morgen wellicht worden aangevallen omwille van de politieke correctheid. Dit gebeurt nu reeds, nog niet met wetten, maar wel door zogenaamde linkse en progressieve broodschrijvers die uit de weg willen ruimen wat niet overeenstemt met hun opvattingen. De ministers Tobbacq en Grijp hebben reeds verklaard de «fascistische onverlaten» te bestrijden met alle mogelijke middelen. Nogmaals: zal men de wet retroactief maken? Wat vroeger over bepaalde volkeren werd geschreven, bijvoorbeeld door Proudhon of Marx, bekend om hun virulente antisemitische uitspraken, is immers even fout. Voltaire heeft de meest hatelijke teksten geschreven. Aster Berkhof heeft zich moeten verantwoorden voor wat hij schreef over de Marokkanen. Indien men consequent wil zijn in de toepassing van deze wet, en men ervoor wil zorgen dat de burgers niet meer worden geconfronteerd met racistische vooroordelen, moet men alle schrijvers en hun boeken, die dergelijke thema's op een andere, niet politiek correcte manier benaderen, uit de drukpers halen.

In het kader van de uitvoering van de wet, is het interessant voor te stellen een aantal werken op de nieuwe «staatsindex» te zetten, zoals vroeger een aantal boeken op de katholieke index stonden. De Bijbel, de Koran, de Talmud, Robinson Crusoe, Kuifje in Afrika, boeken van Charles Baudelaire die rondt racistisch over «les Belges» schreef, of van Jean-Jacques Rousseau over de wilden, Kipling en Shakespeare, Molière, ...: alle worden ze geïsoleerd door de voorgestelde grondwetswijziging. Ook een meesterwerk als «De Wandelende Jood» van August Vermeylen moet met een politiek correcte loep worden bekeken. Wat te denken van dit citaat uit de vertaalde Koran: «Zij die geloven en eropuit trekken om voor de godsdienst te strijden, mogen op Allah's barmhartigheid rekenen.» of: «O gelovigen, neemt joden noch christenen tot vrienden, want zij zijn slechts vrienden onder elkaar. Wie van u zich met hen inlaat, die is één van hen. De moslim is broeder van alle moslims, de moslims zijn allen broeders, zij strijden als één hand tegen alle andere.» Overigens moet worden opgemerkt dat het woord «islam» is afgeleid van het Arabische werkwoord «aslama», wat betekent: «zich onderwerpen».

Al te klaarblijkelijk is het echter niet zozeer de boodschap, maar wel de boodschapper die wordt

bliable roman d'anticipation «1984», l'ancien marxiste George Orwell a décrit un hallucinant «*brave new world*», un monde où la liberté de pensée est définitivement bridée par une omniprésente police des idées, une structure étatique répressive chargée d'imposer le silence aux derniers esprits libres: «Lorsque l'ancielangue aurait été supplanté une fois pour toutes par la novlangue le dernier lien avec le passé serait tranché. L'histoire avait déjà été réécrite, mais il subsistait çà et là des fragments de la littérature du passé qui n'avaient pas été parfaitement censurés, et tant que l'on conservait l'ancielangue, il était possible de les lire. À l'avenir, ces fragments, même s'ils devaient subsister, deviendraient incompréhensibles et intraduisibles.» Et Orwell de citer l'exemple du mot «libre», qui existait toujours en novlangue mais ne pouvait plus s'utiliser que dans des tournures telles que «ce chien est «libre» de puces». Il ne pouvait plus s'employer dans des expressions comme «politiquement libre» ou «intellectuellement libre» du fait que la liberté politique et la liberté de penser n'existaient plus, même sous forme de concept.

Les *Big Brothers* qui officient au Parlement, décident à la manière stalinienne de ce que l'on peut faire et ne pas faire. La liberté d'agir, de parler et d'écrire est bridée. Il y aura heureusement toujours des figures telles que les Soljenitsyne, Sakharov, Strasser et Jünger et, dans la population, suffisamment d'Uylenspiegel pour faire souffler l'esprit de la liberté, le cas échéant dans une presse clandestine.

Cette manière répressive d'agir inspire en conclusion une réflexion personnelle à l'intervenant. Le 20 février 1998, à l'issue d'un mégaprocès, un jugement était rendu à l'encontre des dirigeants du parti nationaliste basque Herri Batasuna, dans cette autre démocratie parlementaire qu'est l'Espagne. Quelque 23 parlementaires et chefs politiques de ce parti étaient condamnés à une peine globale de prison de 161 ans pour avoir fait usage du droit à la liberté d'expression que leur garantissait la Constitution. Ce dont certains rêvent ici, a été réalisé là-bas. Le parti fut proscrit et le quotidien basque le plus populaire interdit de parution. Le 25 octobre 1998, le «superdémocrate» Aznar a pu récolter les fruits de ses efforts acharnés pour anéantir le nationalisme basque. Le successeur de Herri Batasuna réalisait un score extraordinaire à l'occasion des élections régionales et totalisait, avec les autres partis politiques nationalistes basques, 55 % des suffrages exprimés. En Belgique, le rendez-vous est fixé au 13 juin.

Un membre estime que le début de la commission est hallucinant et déplacé à l'heure où l'on noie sous les bombes la région où ont eu lieu les événements qui allaient déboucher sur la Première Guerre mondiale.

geviseerd. In zijn beklijvende toekomstroman «1984» beschreef de gewezen marxist George Orwell een hallucinante «*brave new world*», een wereld waarin het vrije denken voorgoed aan banden werd gelegd door een alom tegenwoordige gedachtenpolitie, een repressieve staatsstructuur die de laatste vrije geesten aan banden diende te leggen: «Wanneer de Oudspraak eens en voorgoed is verdrongen door de Nieuwspraak, zou de laatste schakel met het verleden verbroken zijn. De geschiedenis was al herschreven, maar hier en daar bestonden nog fragmenten van de literatuur uit het verleden, die niet volmaakt gecensureerd waren, en zolang men zijn kennis van Oudspraak behield, kon men ze lezen. In de toekomst zouden dergelijke fragmenten, zelfs al bleven ze bestaan, onbegrijpelijk zijn, en onvertaalbaar.» Orwell geeft een voorbeeld waarin het woord «vrij» nog wel bestond in de Nieuwspraak, maar het kon alleen worden gebruikt in mededelingen als: «Deze hond is vrij van vlooiën». Het kon niet meer worden gebruikt in de betekenis van «politiek vrij» of «intellectueel vrij», omdat politieke vrijheid en vrijheid van denken zelfs als begrip niet langer bestonden.

De Big Brothers, die in het parlement de dienst uitmaken, bepalen op een stalinistische wijze wat kan en niet kan. De vrijheid van handelen, spreken en schrijven wordt aan banden gelegd. Gelukkig zullen er altijd figuren zijn als Solzenitsyn, Sacharov, Strasser en Jünger, en zullen er in het volk genoeg Uilenspiegels zijn om, desnoods via een sluikpers, de vrije geest te laten waaien.

Bij deze repressieve manier van optreden, past ten slotte een persoonlijke bedenking van het lid. Op 20 februari 1998 werd in een andere parlementaire democratie, met name Spanje, na een monsterproces een vonnis geveld tegen de top van de radicale Baskische nationalistische partij, Herri Batasuna. 23 parlementairen en toppolitici van deze partij werden er tot een gezamenlijke gevangenisstraf van 161 jaar veroordeeld, omdat zij gebruik maakten van hun grondwettelijk gewaarborgde recht op vrije meningsuiting. Waarvan sommigen hier dromen, werd daar verwezenlijkt. De partij werd verboden, en het meest populaire dagblad van Baskenland werd een verschijningsverbod opgelegd. Op 25 oktober 1998 kon de «superdémocrate» Aznar de vruchten plukken van zijn verwoede pogingen het Baskisch nationalisme monddood te maken. De opvolger van Herri Batasuna, behaalde een monsterscore bij de regionale verkiezingen en, gecombineerd met andere Baskische nationalistische politieke partijen, behaalden ze 55 % van de uitgebrachte stemmen. In België is de afspraak op 13 juni.

Een lid is van mening dat de commissie een hallucinant en oneigenlijk debat voert, op een ogenblik dat een bommentapijt wordt gelegd in het gebied waar de Eerste Wereldoorlog ontstond. De ernst van de dis-

Le sérieux de la discussion lui échappe totalement, de telle sorte que l'on ne peut quasiment que retomber sur des arguments hallucinants. Il est déplorable de faire ce qui sera pour beaucoup de sénateurs une loi d'adieu, puisque plus de la moitié des sénateurs sortants ne sont plus candidats à un nouveau mandat au Sénat.

Or, c'est précisément à ce moment que l'on s'attaque à l'un des principaux piliers de la Constitution de 1830. Il est grave que les sénateurs sortants soient contraints, au nom de l'un ou l'autre dogme, d'avalier une telle modification de la Constitution. L'intervenant apprécie néanmoins l'attitude du président qui offre à ceux qui le désirent l'opportunité d'exposer leur point de vue. Le but poursuivi est cependant de restreindre, pour des raisons de politique politicienne, la liberté de la presse que le constituant de 1830 avait voulue la plus vaste possible. Si tous les autres partis y accordent une telle importance, pourquoi aucun des auteurs principaux des propositions jointes n'assiste-t-il à la discussion? Tous les amendements au projet seront d'ailleurs rejetés à moins que l'identité politique de leurs auteurs ne soit plus importante que le texte et l'argumentation de l'intervenant.

La proposition de limitation de la liberté de la presse a été signée au départ par tous les partis sauf un. Ce parti, le *Vlaams Blok*, n'y a pas été invité parce que loin de servir des grands principes, la proposition est en fait dirigée contre ce parti. Le fait d'exclure celui-ci fait apparaître au grand jour la finalité du projet. La liberté de la presse devient tout à coup tellement importante qu'elle justifie l'exclusion d'un parti politique. Un «*Recueil des lois*» contient environ 800 000 articles, dont 60 à 70 % traitent de la criminalité et de la manière de la combattre. L'intention principale du Sénat est-elle d'affiner ces lois qui manquent tout à fait leur but à en juger par les statistiques, ou de s'attaquer au problème de la criminalité d'une manière plus efficace? Tel n'est manifestement pas le cas. Il est de toute évidence beaucoup plus important de s'attaquer au *Vlaams Blok* et d'écrire dans un projet que le racisme ne nécessite pas une procédure d'assises. Pourtant, ce ne sont pas des racistes qui jettent des blocs de béton sur les trains, qui poignent des commerçants, qui font augmenter la criminalité ou qui mettent sur pied une mafia qui déstabilise le commerce.

La situation est comparable à une caricature composée de deux scènes. Dans la première, un homme dort assis sur une chaise. Lorsque quelqu'un vient lui dire que le pays est à feu et à sang, il continue de dormir. Dans la deuxième scène, quelqu'un vient lui dire que son siège est en danger. Alors le dormeur s'éveille en sursaut et sonne l'alarme. C'est précisément ce qui se passe aujourd'hui. Des sièges sont en danger. Le membre ne veut pas aller jusqu'à y voir la

cussie ontgaat spreker dan ook volledig, zodat men bijna moet terugvallen op hallucinante argumenten. Het is betreurenswaardig dat een afscheidswet wordt gemaakt voor méér dan de helft van de senatoren, vermits meer dan de helft van de uittredende senatoren niet opnieuw kandidaat is voor een nieuw mandaat in de Senaat.

Juist op zo'n moment wordt één van de belangrijkste pijlers van de Grondwet van 1830 onderuit gehaald. Het is erg voor de afscheidnemende senatoren dat zij gedwongen worden, om één of ander dogma, een dergelijke grondwetswijziging te slikken. Niettemin apprecieert spreker de houding van de voorzitter die aan eenieder die zulks wenst, de gelegenheid biedt zijn standpunt uiteen te zetten. De bedoeling is echter het halveren van de persvrijheid, die door de grondwetgever van 1830 zo ruim mogelijk bedoeld was, omwille van partijpolitieke redenen. Indien dit zo waanzinnig belangrijk is voor alle andere partijen, waarom is dan geen enkele van de hoofdinieners van de toegevoegde voorstellen aanwezig bij de bespreking? Alle amendementen op het ontwerp zullen overigens worden weggestemd, tenzij de politieke identiteit van de indieners ervan belangrijker is dan de tekst en de argumentatie van de spreker.

Het voorstel tot halvering van de persvrijheid werd initieel ondertekend door alle partijen behalve één. Die ene partij, het *Vlaams Blok*, werd niet gevraagd omdat het voorstel niet zozeer de hooggestemde omschrijvingen dient, maar wel gericht is tegen die ene partij. Door deze partij uit te sluiten, geeft men zonneklaar de bedoeling aan van het ontwerp. Opeens is de persvrijheid zo belangrijk dat een politieke partij wordt uitgesloten. In een «*Verzameling der Wetten*» zitten zo'n 800 000 artikelen vevat, waarvan 60 tot 70% handelen over de criminaliteit en de wijze waarop deze moet worden bestreden. Is het de hoofdintentie van de Senaat om die wetten die, zo blijkt uit de statistieken, hun doel helemaal niet bereiken, te verfijnen, of om de criminaliteit efficiënter aan te pakken? Dit is blijkbaar niet het geval. Blijkbaar is het veel belangrijker het *Vlaams Blok* te bestrijden en in een ontwerp te schrijven dat racisme moet verstoppen blijven van de assisenprocedure. Nochtans zijn er geen racisten die betonblokken gooien naar treinstellen, die winkeliers doodsteken, die de criminaliteit doen stijgen of die een mafia op poten zetten die de handel ontwricht.

De situatie is vergelijkbaar met een cartoon, bestaande uit twee tekeningetjes. In het eerste zit een man te slapen in een stoel. Wanneer iemand hem komt vertellen dat het land in brand staat, slaapt deze gewoon verder. In de tweede prent komt iemand hem vertellen dat zijn zetel in gevaar is. Dan schiet de slapende persoon opeens wakker en slaat hij alarm. Dit is precies wat vandaag gebeurt: de zetels zijn in gevaar. Het lid wil niet zover gaan daarin de kruisi-



crucifixion du *Vlaams Blok*, car cela pourrait heurter certaines personnes, mais il veut démontrer par là qu'une discussion est consacrée à un sujet honteusement banal pendant que la criminalité augmente et que la guerre fait rage au Kosovo.

L'on fait tout pour découvrir les intentions du *Vlaams Blok*. Telle était l'unique mission dont Paula D'Hondt a été chargée à la fin des années 80, puisqu'il n'a pas été possible de prendre le *Vlaams Blok* en défaut. Paula D'Hondt a simplement créé une polarisation au sein de la population. Tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec l'un des autres partis ont été cloués au pilori. L'on a créé ainsi une situation du tous contre un. Paula D'Hondt a offert au *Vlaams Blok* ce que beaucoup de partis souhaitent avoir en période électorale, à savoir une polarisation sur un thème précis. Elle a en effet changé un grand nombre de mots.

Il n'y a plus de distinction entre «intégration» et «assimilation»: l'étranger ne doit plus s'adapter. L'expression «travailleur immigré» a été remplacée par les mots «immigré» et «allochtone», auxquels on ajoute aujourd'hui le mot «jeune». À l'heure actuelle, tous les jeunes sont qualifiés de criminels, parce qu'on ne peut plus dire que des attaques sont perpétrées par tel ou tel groupe de jeunes. Le *Vlaams Blok* a toujours appelé les choses par leur nom et a toujours dit qui était responsable de certains événements. On lui reproche cette attitude. Pourtant, de plus en plus de partis emboîtent le pas au *Vlaams Blok* et élaborent des plans de sécurité désignant les quartiers où se posent les problèmes de sécurité et le type de population qui y habite. Le tabou qui avait été instauré par Paula D'Hondt sur le lien entre les étrangers et la criminalité est violé systématiquement par les partis de la majorité. Cela montre que l'on ne peut pas brandir le thème de la sécurité comme une raison de réviser la Constitution. Par contre la menace de perdre des sièges est le facteur déterminant.

Le *Vlaams Blok* est-il un parti raciste? Il y a lieu de relire ce qui a été dit à plusieurs reprises à ce sujet dans l'hémicycle du Sénat. Le *Vlaams Blok* plaide pour la diversité des peuples. Le *Vlaams Blok* trouve, non que tous les peuples sont semblables, mais qu'ils sont équivalents et qu'ils doivent être traités comme tels. L'on veut semer la confusion en qualifiant de racisme ce plaidoyer pour l'équivalence, parce qu'il implique le rejet de l'idée du creuset, de la similarité et de l'unité de l'Homme unique. Le *Vlaams Blok* a toujours plaidé pour que l'on fournisse à chaque peuple, où qu'il réside dans le monde, le plus de moyens de déployer ses capacités. Cet épanouissement se fait au mieux dans le milieu culturel propre de ces peuples. L'on reproche au *Vlaams Blok* d'adopter un tel point de vue. La loi en projet fait partie d'une cabale contre

ging van het Vlaams Blok te zien, want dit zou bepaalde personen kunnen kwetsen, maar wil daarmee wel aantonen dat een waanzinnig onbelangrijk ontwerp wordt besproken terwijl de criminaliteit stijgt en er oorlog is in Kosovo.

Men doet alles om te zoeken naar de bedoelingen van het Vlaams Blok. Dit was de enige opdracht waarmee mevrouw D'Hondt werd belast op het einde van de jaren tachtig, vermits men het Vlaams Blok niet kon pakken op zijn handelingen. Het enige wat mevrouw D'Hondt heeft gedaan, is een polarisering gecreëerd bij de bevolking. Al diegenen die het niet eens waren met een van de andere partijen, werden gestigmatiseerd. Op die manier werd het één tegen allen. Waar vele partijen om vragen in tijden van verkiezingen — een polarisering over een welbepaald agendapunt — heeft het Vlaams Blok cadeau gekregen van mevrouw D'Hondt. Zij heeft immers vele termen veranderd.

Het onderscheid tussen «integratie» en «assimilatie» is weggefallen: een vreemdeling moest zich niet meer aanpassen. De term «gastarbeider» werd gewijzigd naar «vreemdeling», «migrant», «immigrant», «allochtoon» en thans «jongeren». Alle jongeren worden vandaag als misdadig bestempeld, omdat men niet meer mag zeggen dat het gaat om een welbepaalde groep van jongeren die overvallen pleegt. Het Vlaams Blok heeft steeds de dingen bij hun naam genoemd en heeft steeds gezegd wie verantwoordelijk was voor bepaalde gebeurtenissen. Dit neemt men het Vlaams Blok kwalijk. Meer en meer partijen beginnen het Vlaams Blok echter te volgen en produceren allerhande veiligheidsplannen, die aangeven in welke wijken het onveiligheidsprobleem zich situeert en welke bevolking daar woont. Het taboe, gecreëerd door mevrouw D'Hondt, over de band tussen vreemdelingen en criminaliteit, wordt door de meerderheidspartijen systematisch doorbroken. Dit toont aan dat het veiligheidsthema niet als een reden kan worden beschouwd om de grondwetsherziening door te voeren. Het is daarentegen het dreigende verlies van zetels dat doorslaggevend is.

Is het Vlaams Blok een racistische partij? Men dient opnieuw te lezen wat hierover in het halfroond van de Senaat reeds herhaaldelijk is gezegd. Het Vlaams Blok pleit voor de verscheidenheid van de volkeren. Het Blok vindt niet dat elk volk gelijkaardig is, wel dat elk volk gelijkwaardig is en ook zo moet worden behandeld. Men wil verwarring zaaien door dit pleidooi voor gelijkwaardigheid racisme te noemen, omdat daarmee de smeltkroes, de gelijkwaardigheid en de eenheidsmens worden afgewezen. Het Vlaams Blok heeft er steeds voor gepleit dat elk volk, waar ook ter wereld, maximaal het recht moet krijgen tot ontplooiing van zijn capaciteiten. Dit kan best gebeuren in de eigen cultuurbedding van deze volkeren. Dit standpunt wordt het Vlaams Blok kwalijk genomen. Voorliggend ontwerp maakt deel

le *Vlaams Blok*, dont le moteur est constitué par les partis francophones. Le zèle de ces partis est tout à fait étranger aux valeurs supérieures comme la «solidarité», la «tolérance», la défense des «principes démocratiques», etc. Aujourd'hui, le *Vlaams Blok* est le seul parti séparatiste et le seul parti à affirmer le droit à l'épanouissement de l'identité flamande dans un État flamand distinct dont Bruxelles serait la capitale. Si, pour les partis conservateurs, l'État belge est un objectif en soi — une vision fasciste —, le *Vlaams Blok* considère que l'objectif est non pas l'État, mais le peuple flamand.

Le projet à l'examen, qui est la deuxième pointe du trident qui est utilisé contre le *Vlaams Blok*, ne résulte pas d'une initiative parlementaire. Certains parlementaires bruxellois ont demandé à M. Dejemepe, procureur de Bruxelles, de poursuivre le *Vlaams Blok* pour racisme. Le procureur a constaté que le *Vlaams Blok* parvient à convaincre les habitants de Bruxelles — néerlandophones et francophones — qu'il est opposé à la société multiculturelle. En tant que magistrat professionnel, le procureur a suggéré aux parlementaires bruxellois de faire correctionnaliser les délits de presse à caractère raciste.

Les partis, à l'exception d'un seul, ont ensuite déposé ensemble cette proposition au Parlement. Le projet à l'examen est donc sorti du cerveau d'un magistrat professionnel et ne résulte pas d'une initiative parlementaire. L'on peut considérer dès lors que le magistrat professionnel qui devra apprécier le caractère raciste des tracts du *Vlaams Blok* ne sera pas dépourvu de préjugés. L'on modifiera aussi facilement demain d'autres lois que celles que l'on modifie aujourd'hui et qui définissent les règles du jeu de la plus grande liberté de la presse qui soit démocratiquement justifiée s'il s'avérait que le *Vlaams Blok* a obtenu au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale un nombre de sièges tel qu'il serait impossible de constituer un gouvernement. L'ennemi sera en effet le même.

Ces évolutions dramatiques pour la démocratie ne s'arrêteront pas là. L'on est en passe d'assister à des jeux légistiques permettant de trouver le moyen de modifier la représentation parlementaire, par exemple par l'instauration d'un modèle à la française. Si le *Vlaams Blok* continue de prendre de l'importance, on le combattra par des moyens légaux et, au besoin, par des moyens illégaux, comme l'a déclaré un parlementaire.

L'on entend restreindre d'une manière ou d'une autre l'espace vital démocratique du *Vlaams Blok*. Comme on n'y arrive pas par le biais du système de financement des partis, on tente de le faire en qualifiant de racistes les tracts qui mettent l'accent sur la notion d'identité d'un peuple. Au cas où cette stratégie échouerait à son tour, l'on essaierait d'exclure des mandataires politiques: quiconque aurait été condamné en application de lois qui auraient été

uit van een hetze tegen het Vlaams Blok, omdat de motor ervan de Franstalige partijen zijn. De ijver van deze partijen heeft niets te maken met hooggestemde gevoelens als «solidariteit», «verdraagzaamheid», «democratische principes», enzovoort. Het Vlaams Blok is vandaag de enige separatistische partij en blijft als enige partij benadrukken dat de Vlaamse identiteit recht heeft op een eigen Vlaamse staat met Brussel als hoofdstad. Waar de behoudsgezinde partijen de Belgische staat als doel beschouwen — een fascistische gedachte —, is voor het Vlaams Blok niet de staat maar wel het Vlaamse volk het doel.

Het tweede luik van de drietand die tegen het Vlaams Blok wordt gebruikt, waarover thans wordt gedebatteerd, is geen parlementair initiatief. Een aantal Brusselse parlementsleden hebben aan de Brusselse procureur Dejemepe gevraagd het Vlaams Blok te vervolgen wegens racisme. De procureur heeft vastgesteld dat het Vlaams Blok erin slaagt de Brusselse inwoners — Nederlandstaligen en Franstaligen — te overtuigen van haar verzet tegen de multiculturele samenleving. De procureur heeft, als beroepsmagistraat, de Brusselse parlementsleden gesuggereerd de racistische persmisdrijven te correctionaliseren.

Vervolgens hebben alle partijen, behalve één, dit voorstel gelanceerd in het Parlement. Voorliggend ontwerp is derhalve ontsproten aan het brein van een beroepsmagistraat, en is geen initiatief van het Parlement. Het is dan ook zonneklaar dat de beroepsmagistraat, die zal moeten oordelen over het racistische karakter van de pamfletten van het Vlaams Blok, bevooroordeeld is. Net zo eenvoudig als men nu de spelregels van de democratisch verantwoorde maximale persvrijheid wijzigt, zal men morgen ook andere wetten wijzigen, mocht blijken dat het Vlaams Blok in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad zoveel zetels verwerft dat de samenstelling van een regering onmogelijk is. De vijand zal immers dezelfde zijn.

Deze voor de democratie dramatische ontwikkelingen zijn nog niet ten einde. Men staat voor legistische spelletjes waarmee men zoekt hoe men de parlementaire vertegenwoordiging zou kunnen wijzigen, bijvoorbeeld naar Frans model. Wanneer het Vlaams Blok nog verder groeit, zal men het bestrijden met legale middelen, en wanneer nodig met illegale middelen, zoals een parlements lid heeft verklaard.

Men wil de democratische leefruimte van het Vlaams Blok op de ene of de andere wijze inperken. Wanneer dit niet lukt via de partijfinanciering, dan poogt men het te doen door de pamfletten die de eigenheid van één volk benadrukken, racistisch te verklaren. Wanneer dat ook niet lukt, zal men trachten politieke mandatarissen uit te sluiten: wie veroordeeld is op basis van wetten die het Vlaams Blok viseren, mag geen parlementair mandaat meer vervullen.

votées spécialement pour viser le *Vlaams Blok*, ne pourrait plus exercer aucun mandat parlementaire. Et si cela ne suffisait toujours pas, l'on utiliserait des technologies de pointe pour boycotter le *Vlaams Blok*.

Pourtant, plusieurs voix s'élèvent contre cette façon de faire. Le professeur Senelle, entre autres, qui n'est pourtant pas un admirateur du *Vlaams Blok*, estime que l'on ne peut pas utiliser la liberté de la presse, qui est garantie par la Constitution, pour éliminer un adversaire politique. Il estime que le principe de la correctionnalisation des délits de presse à caractère raciste sonnera le glas de l'indispensable débat sur le sens ou le non-sens d'une société multiculturelle. Il empêcherait, en effet, les médias de jouer leur rôle. Le professeur Senelle est très clair à cet égard. Il est en effet impossible de définir le racisme et la xénophobie de manière suffisamment claire pour que la magistrature puisse disposer d'un point de repère et, les médias, de la possibilité de mener un débat. Il existe déjà une loi antiraciste de 1981 dont l'article 3 dispose que quiconque fait partie d'une association raciste est punissable. Un procureur qui ne partage pas les points de vue du *Vlaams Blok* peut donc poursuivre massivement les membres de ce parti en application de la loi antiracisme.

En associant ces idées aux tracts qu'il considère comme racistes, il disposerait d'une arme suffisamment puissante pour poursuivre un parti politique. Toutes les propositions en question visent en effet à porter un coup au *Vlaams Blok*. Dès à présent, M. Leman examine les brochures et les écrits du *Vlaams Blok*. Il le fait en concertation avec d'autres instances publiques, comme La Poste, pour empêcher la distribution de certaines brochures.

Nous sommes confrontés à une des plus grandes atteintes aux libertés constitutionnelles. C'est, dès lors, tout à fait à tort que l'on avance l'argument du caractère raciste que l'on attribue auxdits tracts. Cela ressort de déclarations de parlementaires des partis de la majorité comme Jacques Lefèvre du PSC, selon lequel on doit combattre le *Vlaams Blok*, parce que si on ne le faisait pas, il deviendrait un parti conservateur de droite. Il concède presque ainsi qu'il estime qu'il faut lutter contre le *Vlaams Blok* par tous les moyens, parce qu'il faut que le PSC soit un parti conservateur de droite. L'on craint que le *Vlaams Blok* ne menace les équilibres fédéraux et bruxellois. Le *Vlaams Blok* ne constitue pas un danger de par ses mandataires, son programme ou ses tracts, mais parce qu'il menacerait les flux de solidarité Nord/Sud. La menace réside dans le fait que le *Vlaams Blok* souhaite la création d'un État flamand souverain. L'on invoque ce souhait pour y puiser des arguments en vue de l'utilisation des moyens légaux et illégaux contre le *Vlaams Blok*.

Techniquement, le Parlement a la possibilité de modifier les règles à la majorité des voix. Il n'est pas sûr que le recours à cette possibilité soit fort démocra-

Mocht ook dit niet lukken, zal men naar spijstechnologie grijpen om het *Vlaams Blok* te boycotten.

Nochtans gaan hiertegen verschillende stemmen op. Onder meer professor Senelle, nochtans geen vriend van het *Vlaams Blok*, is van mening dat men de grondwettelijke persvrijheid niet moet gebruiken om een politieke tegenstrever uit te schakelen. Hij vindt dat de correctionalisering van racistische persmisdrijven het noodzakelijke debat over zin en onzin van een multiculturele samenleving, de mond zal snoeren. De media zullen immers belet worden hun rol te spelen. Professor Senelle is hierover zeer duidelijk. Het is immers niet mogelijk om racisme en xenofobie zo duidelijk te definiëren, dat de magistratuur een houvast heeft en het toch nog mogelijk blijft het debat in de media te voeren. Er bestaat reeds een anti-racismewet uit 1981, waarvan artikel 3 stelt dat, wie lid is van een racistische vereniging, ook strafbaar is. Een procureur die het oneens is met de ideeën van het *Vlaams Blok*, kan dus massaal leden van het *Vlaams Blok* vervolgen aan de hand van de anti-racismewet.

Wanneer hij deze ideeën koppelt aan de pamfletten, die zijns inziens racistisch zijn, dan heeft hij een zeer sterk wapen in handen om een politieke partij te vervolgen. Elk voorstel is immers bedoeld om het *Vlaams Blok* te treffen. Vandaag reeds bestudeert de heer Leman immers brochures en geschriften van het *Vlaams Blok*. Hij overlegt daarover met andere overheidsinstanties, bijvoorbeeld De Post, om te verhinderen dat men bepaalde brochures kan rondragen.

We staan voor één van de grootste aantastingen van de grondwettelijke vrijheden. Het argument van de racistische pamfletten wordt echter volledig ten onrechte ingeroepen. Dit wordt aangetoond door uitspraken van parlementsliden van de meerderheidspartijen, zoals Jacques Lefèvre van de PSC, die stelt dat het *Vlaams Blok* moet worden bestreden omdat het anders een conservatieve, rechtse partij zal worden. Daarmee geeft hij bijna toe dat het *Blok* met alle middelen moet worden bestreden, omdat de PSC een conservatieve, rechtse partij moet zijn. Men vreest dat het *Vlaams Blok* de evenwichten in de federale Staat en in Brussel in gevaar zal brengen. Het *Vlaams Blok* is geen bedreiging door zijn mandatarissen, het programma of de pamfletten, maar doordat de solidariteitsstromen van Noord naar Zuid kunnen opdrogen. De bedreiging is dat het *Vlaams Blok* een soevereine Vlaamse Staat wil. Daaruit worden argumenten geput om legale en illegale middelen tegen het *Vlaams Blok* te gebruiken.

Technisch heeft het Parlement de mogelijkheid om, bij meerderheid, de regels te wijzigen. Of die mogelijkheid ook democratisch is, wanneer ze wordt ge-

tique, lorsqu'on le fait pour éliminer une minorité gênante. Heureusement que la liberté de pensée existe toujours. Il y a déjà une police des idées, mais on continue à chanter la chanson que l'on chantait déjà à Auschwitz, à Birkenau, à Breenonk et dans les camps de concentration russe. Celle selon laquelle les idées sont libres. C'était l'une des expressions les plus fortes de l'esprit contre la domination d'une majorité occasionnelle pouvant être modifiée par l'électeur.

Un membre est d'avis qu'on peut avoir deux attitudes dans un tel débat: on peut se taire ou s'exprimer. Dans le rapport, plusieurs opinions doivent être mentionnées, et non seulement le point de vue d'un seul groupe. Il ne faut pas refuser le débat.

Pourquoi demande-t-on la révision de l'article 150 de la Constitution? C'est parce qu'on constate que la loi sur la répression du racisme et de la xénophobie n'est pas appliquée lorsqu'il s'agit de délits de presse. À titre personnel, l'intervenant est convaincu qu'il y a dans cette affaire une grande responsabilité des parquets. Ainsi, lorsque le procureur du Roi à Bruxelles déclare publiquement qu'il ne souhaite pas engager des poursuites parce que, d'une part, il s'agit de procédures lourdes et coûteuses et que, d'autre part, il craint la réaction d'un jury populaire, l'orateur ne peut marquer son accord sur cette façon de faire. Il n'y a eu qu'une seule procédure de ce genre, devant la cour d'assises du Hainaut, qui a abouti à une condamnation. L'attitude des parquets, et en particulier de celui de Bruxelles, est responsable de la situation, et on peut regretter que, depuis 1980, les ministres de la Justice successifs n'aient pas fait usage, dans certains cas, de leur droit d'injonction direct. Le membre estime qu'une procédure devant une cour d'assises est également une leçon de civisme. Cependant, ces procédures ne sont pas appliquées en matière de délits de presse et, dès lors, on assure une véritable impunité.

Voilà le paradoxe du *Vlaams Blok*. Le membre remarque que l'intervenant précédent reconnaît que le délit de presse raciste peut exister. Si le *Vlaams Blok* n'est ni raciste ni xénophobe, pourquoi permet-il que se maintienne une situation qui aboutit à ce que l'on ne poursuive pas ces délits? Si le *Vlaams Blok* n'est pas raciste, ce parti politique a intérêt à ce que ce genre de délits puisse être poursuivi devant des tribunaux. Il existe donc un paradoxe assez clair dans le chef du *Vlaams Blok*.

En ce qui concerne le fond de l'affaire, l'intervenant souligne que la Constitution doit être modifiée, parce que le Conseil d'État a clairement dit que la procédure législative ordinaire ne suffisait pas et ne pouvait donc pas être suivie. Voici ce projet de révision de la Constitution. Ses développements sont suffisamment clairs: l'objectif poursuivi est d'assurer des poursuites valables. Apparemment, les opposants au projet ont une idée méprisante de la magistrature. Cependant, la

bruikt om een lastige minderheid uit te schakelen, is niet zo zeker. Gelukkig zijn de gedachten nog altijd vrij. Er bestaat reeds een gedachtenpolitie, maar één lied werd zowel in Auschwitz, Birkenau, in Breenonk als in de Russische concentratiekampen gezongen, met name: «Die Gedanken sind frei». Dit was één van de meest sterke uitingen van de geest tegen de dominantie van een toevallige meerderheid, die door een kiezer kan worden gewijzigd.

Een lid is van oordeel dat men in een debat van die aard twee houdingen kan aannemen: men kan zwijgen of men kan spreken. In het verslag dienen verschillende meningen te worden weergegeven, niet uitsluitend de mening van één fractie. Men mag niet weigeren het debat aan te gaan.

Waarom vraagt men de herziening van artikel 150 van de Grondwet? Omdat men vaststelt dat de wet tot bestraffing van racisme en xenofobie niet wordt toegepast wanneer het gaat om drukpersmisdrijven. Spreker is ervan overtuigd dat de parketten in die aanpak een grote verantwoordelijkheid dragen. Wanneer de procureur des Konings in Brussel openlijk verklaart dat hij geen vervolging wenst in te stellen omdat het gaat om een langdurige en dure procedure en hij bovendien de reactie van een volksjury vreest, kan de spreker niet achter een dergelijke werkwijze staan. Er is slechts één rechtspleging van die aard ingeleid, voor het hof van assisen van Henegouwen, en die heeft tot een veroordeling geleid. De situatie wordt veroorzaakt door de houding van de parketten en meer bepaald die van het Brusselse parket. Het is betreurenswaardig dat de opeenvolgende ministers van Justitie sedert 1980 in bepaalde gevallen geen gebruik hebben gemaakt van hun rechtstreeks injunctierecht. Het commissielid vindt dat een rechtspleging voor een hof van assisen ook geldt als een les in burgerzin. Die procedures worden echter niet toegepast bij drukpersmisdrijven, waardoor een ware toestand van straffeloosheid ontstaat.

Dat is de paradox van het *Vlaams Blok*. Het lid merkt op dat de vorige spreker erkent dat het door racisme ingegeven drukpersmisdrijf bestaat. Indien het *Vlaams Blok* noch racistisch, noch xenofob is, waarom laat het dan een situatie bestaan waarin men dat soort misdrijven niet bestraft? Indien het *Vlaams Blok* niet racistisch is, heeft die partij er belang bij dat misdrijven van die aard voor de rechtbank worden gebracht. Het *Vlaams Blok* spreekt zichzelf dus duidelijk tegen.

Wat de grond van de zaak betreft, onderstreept de spreker dat de Grondwet gewijzigd dient te worden, aangezien de Raad van State duidelijk heeft gezegd dat de gewone wetgevingsprocedure niet volstaat en dat deze dus niet gevolgd kan worden. Het ontwerp van herziening van de Grondwet wordt nu besproken. De uiteenzettingen terzake zijn duidelijk genoeg: het doel dat wordt nagestreefd, is het instellen van een daadwerkelijke vervolging. De tegenstanders van het

solution selon laquelle le législateur confie au pouvoir judiciaire la mission d'apprécier une loi, est une solution normale. Il n'y a là rien de critiquable.

Enfin, le membre est d'avis qu'il faut défendre le projet avec conviction, car il met fin à une situation de non-droit dans laquelle des délits, reconnus par la loi, peuvent être commis sans aucune répression.

## II. DISCUSSION DE L'ARTICLE

Article unique

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 1), libellé comme suit :

*« Remplacer cet article par la disposition suivante :*

*« Le jury, composé de douze jurés, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

Justification

*L'article 150 de la Constitution prévoit que le jury est établi en toutes matières criminelles, c'est-à-dire tous les crimes. Les crimes sont les délits qui sont punis par la loi de peines criminelles, à savoir d'une détention et d'une réclusion de plus de cinq ans.*

*Au moment où l'on juge nécessaire de prévoir explicitement, pour une catégorie donnée de délits, qu'un jury n'a pas à statuer, étant donné que les partis politiques traditionnels n'ont manifestement aucune confiance dans le jury populaire, il convient de se demander si certains aspects de la procédure d'assises actuelle ne sont pas à ce point importants qu'il convient de les inscrire dans la Constitution.*

*Il est d'autant plus pertinent de se poser cette question que des propositions ont récemment été déposées afin de réformer radicalement la procédure d'assises en limitant le nombre de jurés ou en adjoignant des magistrats professionnels.*

*Il est judicieux d'envisager d'insérer dans l'article 150 une série de dispositions concernant le fonctionnement du jury figurant d'ores et déjà dans le Code d'instruction criminelle et qui sont d'ores et déjà appliquées.*

L'auteur principal précise que les amendements n<sup>os</sup> 1-23 visent à renforcer la procédure devant jury. Ils sont inspirés par la crainte de voir la liberté de la presse partiellement vidée de sa substance si l'on inscrit dans la Constitution deux types de délits de presse.

ontwerp oordelen blijkbaar geringschattend over de magistratuur. Dat de wetgever de beoordeling van een wet aan de rechterlijke macht opdraagt is nochtans een normale oplossing. Daar is niets verwerpelijks aan.

Het lid meent ten slotte dat het ontwerp met overtuiging verdedigd dient te worden. Het maakt immers een einde aan een rechteloze situatie waarbij door de wet erkende misdrijven in alle straffeloosheid kunnen worden begaan.

## II. BESPREKING VAN HET ARTIKEL

Enig artikel

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 1), luidende :

*« Dit artikel vervangen als volgt :*

*« De jury, bestaande uit twaalf gezworenen, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

Verantwoording

*Artikel 150 van de Grondwet stelt de jury in voor alle criminele zaken, dit zijn alle « misdaden ». Misdaden zijn die misdrijven die door de wet worden bestraft met criminele straffen, met name hechtenis en opsluiting van meer dan 5 jaar.*

*Op het ogenblik dat men het nodig acht voor een bepaalde categorie van misdrijven expliciet te bepalen dat de juryrechtspraak niet van toepassing is, omdat men klaarblijkelijk bij de traditionele politieke partijen eveneens geen vertrouwen heeft in de volksjury, past het de principiële discussie aan te gaan of bepaalde aspecten van de thans bestaande assisenprocedure niet zo belangrijk zijn dat zij opgenomen moeten worden in de Grondwet.*

*Dit wordt des te relevanter nu recent voorstellen werden ingediend om de assisenprocedure grondig te hervormen, door het beperken van het aantal juryleden of het toevoegen van beroepsmagistraten.*

*Het is zinvol te overwegen in artikel 150 een aantal bepalingen op te nemen over de werking van de jury, zoals die thans reeds vermeld staan in het Wetboek van strafvordering en dus thans reeds toegepast worden.*

De hoofdindieners verduidelijkt dat de amendementen nrs. 1-23 tot doel hebben de juryrechtspraak te versterken. Deze amendementen zijn ingegeven vanuit de vrees dat door de inschrijving in de Grondwet van twee soorten drukpersmisdrijven men een deel van de persvrijheid uitholt.

L'intervenant renvoie à cet égard à l'avis n° L.27.513/2 du Conseil d'État concernant la proposition de loi tendant à mettre en place une procédure sommaire devant la cour d'assises en vue d'une répression effective des délits de presse à caractère raciste(1). Dans cet avis, le Conseil d'État a estimé que faire une distinction entre les délits de presse à caractère raciste et les autres délits de presse est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution. Le membre rappelle en outre la raison pour laquelle la liberté de presse a été définie de cette manière en 1831 par la constituante.

*« Un des premiers soins du gouvernement provisoire fut de faire disparaître les entraves par lesquelles le pouvoir avait jusqu'à présent enchaîné la pensée dans son expression, sa marche et ses développements. La liberté de la presse appartient en effet à l'essence même du gouvernement parlementaire. Elle y est le couronnement de toutes les institutions, le complètement des libertés publiques, l'intermédiaire le plus grand et le plus actif entre les gouvernants et les gouvernés. Dans toutes les parties de l'Europe qui ont adopté le régime représentatif, la presse quotidienne est devenue l'arène où se vident les querelles politiques, religieuses et morales. Écho universel de toutes les doctrines, instrument infatigable et puissant de toutes les patiences généreuses ou funestes, organe de tous les intérêts moraux et matériels, elle exerce aujourd'hui une influence prépondérante à laquelle le pouvoir exécutif chercherait en vain à opposer des mesures préventives. Dans toute notre organisation sociale, telle qu'elle a été établie par l'assemblée constituante de 1830, il n'est pas un rouage qui ne soit soumis à son contrôle, pas un germe de prospérité ou de gloire qui n'ait besoin de son appui pour grandir et se procurer l'assentiment des masses. Le Congrès national répondait à la fois aux vœux du peuple et aux exigences du gouvernement parlementaire en proclamant la liberté absolue de la presse. Il n'a fait aucune distinction entre les ouvrages étendus, les brochures, les pamphlets et les journaux. La presse est libre, quelle que soit l'étendue, la forme ou le mode de publication de l'écrit. » (Source: la Constitution belge annotée: l'état de la doctrine, de la jurisprudence et de la législation).*

Selon le membre, la presse est elle-même très inquiète parce que le présent projet prévoit une exception à la liberté de la presse. À ce propos, le président de l'Association générale des journalistes professionnels de Belgique (AGJPB) a fait la déclaration suivante: « Accorder aujourd'hui une exception ouvre la porte à d'autres exceptions. L'on anéantira la liberté de la presse, parce que les journalistes seront déférés devant les tribunaux correctionnels pour de « mauvaises raisons » (traduction).

(1) Voir *supra*, discussion générale.

Het lid verwijst in dit verband naar het advies nr. 27.513/2 van de Raad van State op het wetsvoorstel strekkende tot het invoeren van een summiere rechtspleging voor het hof van assisen om daadwerkelijke bestraffing van racistische drukpermisdrijven te bewerkstelligen(1). In dit advies oordeelde de Raad van State dat het maken van een onderscheid tussen racistische drukpersmisdrijven en andere drukpersmisdrijven in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het lid herinnert bovendien aan de reden waarom de persvrijheid in 1831 door de Constituante op deze wijze werd neergeschreven:

*« Un des premiers soins du gouvernement provisoire fut de faire disparaître les entraves par lesquelles le pouvoir avait jusqu'à présent enchaîné la pensée dans son expression, sa marche et ses développements. La liberté de la presse appartient en effet à l'essence même du gouvernement parlementaire. Elle y est le couronnement de toutes les institutions, le complètement des libertés publiques, l'intermédiaire le plus grand et le plus actif entre les gouvernants et les gouvernés. Dans toutes les parties de l'Europe qui ont adopté le régime représentatif, la presse quotidienne est devenue l'arène où se vident les querelles politiques, religieuses et morales. Écho universel de toutes les doctrines, instrument infatigable et puissant de toutes les patiences généreuses ou funestes, organe de tous les intérêts moraux et matériels, elle exerce aujourd'hui une influence prépondérante à laquelle le pouvoir exécutif chercherait en vain à opposer des mesures préventives. Dans toute notre organisation sociale, telle qu'elle a été établie par l'assemblée constituante de 1830, il n'est pas un rouage qui ne soit soumis à son contrôle, pas un germe de prospérité ou de gloire qui n'ait besoin de son appui pour grandir et se procurer l'assentiment des masses. Le Congrès national répondait à la fois aux vœux du peuple et aux exigences du gouvernement parlementaire en proclamant la liberté absolue de la presse. Il n'a fait aucune distinction entre les ouvrages étendus, les brochures, les pamphlets et les journaux. La presse est libre, quelle que soit l'étendue, la forme ou le mode de publication de l'écrit. » (Source: la Constitution belge annotée: l'état de la doctrine, de la jurisprudence et de la législation).*

Volgens het lid tilt de pers zelf ook zwaar aan het feit dat er met dit ontwerp een uitzondering op de persvrijheid wordt toegestaan. De voorzitter van de AVBB (Algemene Vereniging van beroepsjournalisten in België) heeft daarover het volgende gezegd: « Vandaag een uitzondering toestaan zet de deur open voor andere uitzonderingen morgen. De persvrijheid zal tot niets worden herleid omdat journalisten wegens « slechte motieven » voor de correctionele rechtbank zullen gedaagd worden. »

(1) Zie *supra*, algemene bespreking.

Le professeur Senelle a également émis des critiques à l'encontre du projet à l'examen dans la tribune libre du *Standaard* du 28 janvier 1999: «L'initiative du groupe de travail Reynders-Declerck soulève des questions. Une première remarque concerne le fait que, ce que l'on appelle les délits de presse d'inspiration raciste ou xénophobe ne seront pas soumis à la procédure avec jury, alors que les autres délits de presse le resteront eux. Il estime que c'est un système juridiquement inacceptable. Il faut choisir. Soit l'on dessaisit le jury de l'ensemble des délits de presse, soit l'on ne modifie pas l'article 150 de la Constitution, avec pour conséquence que le jury continuera à examiner l'ensemble des délits de presse. Le système élaboré par le groupe de travail est très mauvais, parce qu'il prévoit, pour ce que l'on appelle les délits de presse racistes, une sorte de traitement de préférence. Il faut traiter de la même manière tous les délits de presse, sinon, l'on en reviendra à la situation d'avant la Révolution française où certains délits de presse, comme la publication d'écrits dirigés contre le prince régnant, étaient considérés comme particulièrement graves et semblaient mériter une répression particulière.

L'on ne saurait perdre de vue, à cet égard, que l'article 150 de la Constitution doit être lu conjointement avec l'article 25 de celle-ci, qui concerne la liberté de la presse. Cet article de la Constitution est lui aussi soumis à révision et, dans la déclaration de révision, l'on attire l'attention sur le fait que l'on pourrait le réviser pour lui ajouter un nouvel alinéa en vue d'élargir les garanties accordées à la presse écrite à d'autres médias. En réalité, la modification de l'article 150 de la Constitution que l'on souhaite opérer reviendrait à limiter les mesures de précaution constitutionnelles qui visent à préserver la liberté de la presse. Quoi qu'il en soit, il est exclu que l'on puisse créer deux catégories de délits de presse. Je crains que l'on ne continue à réprimer insidieusement la liberté de la presse. Aujourd'hui, l'on s'attaque à des propos prétendument racistes et xénophobes, mais qu'en sera-t-il demain (*traduction*)?»

Le membre déclare en résumé que la manière dont on envisage de modifier l'article de la Constitution suscite pas mal de mécontentement. Il estime de surcroît que d'aucuns partagent l'avis du professeur Senelle, mais n'osent pas s'exprimer en raison de la pression de la pensée politiquement correcte. Cette pensée veut que l'on ne puisse pas mettre certains thèmes politiques à l'ordre du jour; si on le fait quand même l'on subit une pression qui incite à penser d'une certaine manière. Dans ce cadre, l'on a également créé une police de la pensée, à savoir le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Les syndicats et les entreprises ont licencié des membres du parti politique visé, etc.

Il serait préférable, selon le membre, d'écouter le message de l'électeur. L'on attaque aujourd'hui le

Ook professor Senelle heeft zich over het voorliggende ontwerp kritisch uitgelaten in een vrije tribune in De Standaard van 28 januari 1999: «Het initiatief van de werkgroep Reynders-Declerck doet vragen rijzen. Een eerste bemerking heeft betrekking op het feit dat zogenaamde door racisme of xenofobie ingegeven drukpersmisdrijven aan de jury worden onttrokken, dan wanneer voor alle andere drukpersmisdrijven de jury blijft ingesteld. Naar mijn gevoel is dit juridisch systeem onaanvaardbaar. Het is het een of het ander. Ofwel worden alle drukpersmisdrijven aan de jury onttrokken, ofwel blijft artikel 150 van de Grondwet ongewijzigd. Met het gevolg dat de jury voor alle drukpersmisdrijven ingesteld blijft. Het door de werkgroep uitgedachte systeem is barslecht omdat het aan de zogenaamde racistische misdrijven een soort van voorkeursbehandeling verleent. Alle drukpersmisdrijven moeten over dezelfde kam worden geschoren, zoniet keert men terug naar de toestand van voor de Franse revolutie toen bepaalde drukpersmisdrijven, onder meer geschriften tegen de regerende vorst, als bijzonder erg werden beschouwd en een uitzonderlijke bestraffing gerechtvaardigd leek.

Bij dit alles mag men geenszins uit het oog verliezen dat artikel 150 van de Grondwet moet worden samengelezen met artikel 25 van de Grondwet over de vrijheid van drukpers. Dat grondwetsartikel is thans eveneens voor herziening vatbaar en in de verklaring tot herziening wordt erop gewezen dat het kan worden herzien om een nieuw lid in te voegen teneinde de waarborgen van de drukpers uit te breiden tot de andere informatiemiddelen. Welnu, de voorgenomen wijziging van artikel 150 van de Grondwet komt neer op een beperking van de constitutionele voorzorgsmaatregelen om de algemene persvrijheid onaantastbaar te maken. Hoe dan ook, twee soorten van drukpersmisdrijven zijn alleszins uit den boze. Mijn vrees is dat de vrije meningsuiting op sluipende wijze verder in de verdrukking zal komen. Vandaag gaat het zozegegd om uitingen van racisme en xenofobie, wat zal het morgen zijn?»

Het lid resumeert dat er nogal wat ongenoegen is over de wijze waarop dit grondwetsartikel gewijzigd wordt. Het lid is bovendien van oordeel dat meerderen de mening van professor Senelle delen, doch ze niet uiten omwille van de druk van het politiek correct denken. Volgens dit denken mogen een aantal politieke thema's blijkbaar niet meer op de agenda geplaatst worden en als ze erop geplaatst worden, is de druk groot om in een bepaalde trend te denken. In dit kader werd ook de gedachtenpolitie opgericht, namelijk het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding. Vakbonden en bedrijven hebben leden van de geviseerde politieke partij ontslagen.

Volgens het lid zou men er beter aan doen om eens naar de boodschap van de doorsnee kiezer te luiste-

porteur de ce message en espérant que les problèmes qu'il dénonce disparaîtront. Mais rien n'est moins certain.

Selon le membre, le projet à l'examen n'est que l'un des éléments d'un assassinat politique insidieux que l'on est occupé à perpétrer. Il ne pense pas qu'il ait jamais régné au cours de l'histoire belge de l'après-guerre, pareille paranoïa justifiant la persécution d'un parti politique. L'intervenant estime que le sort qu'a à subir son parti n'est même pas comparable à celui qu'a eu à subir le parti communiste après la Deuxième Guerre mondiale.

L'intervenant ajoute que l'on a préparé une autre attaque contre son parti, en déposant une proposition de loi prévoyant qu'une personne condamnée sur la base de la loi contre le racisme perdrait son droit d'éligibilité.

Un des arguments invoqués pour justifier le présent projet est l'«impunité de fait» dont jouissent les délits de presse en raison de la complexité de la procédure devant la cour d'assises. Le membre trouve étrange que l'on n'en conclue pas qu'il ne se commet peut-être pas ou guère de délits de presse (à caractère raciste). On invoque l'État de droit démocratique pour prendre des mesures qui n'ont plus rien à voir avec un État de droit démocratique.

Enfin, le membre cite un extrait de la publication intitulée «De beperkingen van de vrijheid van meningsuiting» du professeur Velaers (traduction):

*«Nous ne nous rallions pas au plaidoyer pour la suppression du système de jury, de telle manière que les délits de presse soient plus fréquemment poursuivis par les tribunaux correctionnels. Le fait qu'aucun délit de presse n'a fait l'objet de poursuites durant 50 ans constitue, selon nous, un commencement de preuve qu'il n'est pas véritablement nécessaire, dans notre société démocratique, de poursuivre pénalement les délits de presse. Notre société parvient manifestement à se passer de poursuivre les délits de presse. L'immunité pénale de fait dont jouissent les auteurs d'allégations calomnieuses et diffamatoires dans la presse est sans doute à déplorer, surtout lorsqu'elles ont des particuliers pour cible. L'absence de poursuites à l'encontre des délits de presse n'implique toutefois pas que le citoyen soit totalement dépourvu de protection juridique. Le citoyen dispose en effet de l'action civile en dommages et intérêts et du droit de réponse. Il nous semble qu'une répression pénale supplémentaire de ces délits —, qui n'aboutira généralement qu'à faire condamner les auteurs à une amende — ne protégera pas l'honneur et la bonne réputation d'une manière telle que cela justifie de porter atteinte à l'une des principales garanties constitutionnelles de la liberté de la presse (constitution d'un jury). Il n'y a selon nous aucune raison impé-*

ren. Nu wordt de boodschapper aangevallen in de hoop dat daarmee de door deze boodschapper gesignaleerde problemen in het niets zouden verdwijnen. Niets is minder waar.

Volgens het lid is het voorliggende ontwerp slechts één van de elementen in een politieke sluipmoord die nu bezig is. Het lid denkt niet dat er in de naoorlogse Belgische geschiedenis zo'n achtervolgingswaan heeft geheerst tegen één politieke partij. Het lot dat de politieke partij van het lid te beurt valt, valt zelfs niet te vergelijken met het lot dat de communistische partij onderging na de Tweede Wereldoorlog.

Er is volgens het lid nog een aanval aan het adres van zijn politieke partij op komst, namelijk het wetsvoorstel bepalende dat iemand die volgens de racismewet is veroordeeld zijn passief kiesrecht zou verliezen.

Één van de argumenten voor het voorliggende ontwerp is de zogezegde feitelijke straffeloosheid van drukpersmisdrijven omwille van de complexe procedure voor het hof van assisen. Het komt het lid toch vreemd voor dat men niet tot de conclusie komt dat er wellicht geen of zeer weinig (racistische) drukpersmisdrijven zijn. Onder het mom van de democratische rechtsstaat neemt men maatregelen die met een democratische rechtsstaat niets meer te maken hebben.

Tenslotte citeert het lid uit de publicatie «De beperkingen van de vrijheid van meningsuiting» van professor Velaers:

*«Het pleidooi voor het afschaffen van het jurystelsel opdat persmisdrijven frequenter door correctionele rechtbanken zouden vervolgd worden, kunnen we niet bijtreden. Wanneer gedurende 50 jaar geen enkel persmisdrijf vervolgd wordt, dan is dit ons inziens een begin van bewijs dat het in onze democratische samenleving niet werkelijk nodig is strafrechtelijk op te treden inzake drukpersmisdrijven. Onze samenleving kan blijkbaar zonder strafvervolging van persmisdrijven. De feitelijke strafrechtelijke immuniteit voor lasterlijke en eerrovende aantijgingen in de pers kan wellicht worden betreurd, vooral wanneer private burgers er het slachtoffer van worden. De niet-vervolging van de persmisdrijven impliceert evenwel niet dat deze totaal onbeschermd zouden zijn door het recht. De burgerlijke vordering tot schadevergoeding en het recht op antwoord staan hun ter beschikking. Het komt ons voor dat een bijkomende strafrechtelijke beteugeling van deze misdrijven — die veelal slechts tot de veroordeling tot een geldboete zal leiden — de eer en de goede naam niet dermate meer zal beschermen dat het de moeite loont om terwille daarvan één van de belangrijke grondwettelijke waarborgen voor de persvrijheid (instelling van de jury) af te bouwen. Er bestaat ons inziens geen dwingende reden om de strafrechtspleging te versoe-*



*rieuse d'assouplir la procédure pénale en supprimant ou en adaptant le jury. Si le constituant a prévu d'instituer un jury, c'était d'ailleurs dans l'intention de limiter le nombre de condamnations pour délit de presse. Et il y a parfaitement réussi puisque non seulement les condamnations, mais même les poursuites en matière de délits de presse ont entièrement disparu.»*

Le membre estime avoir fourni suffisamment d'arguments pour que l'on maintienne dans la Constitution, et même pour que l'on renforce, la disposition prévoyant que les délits de presse sont jugés par un jury.

L'amendement n° 1 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 2), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer cet article par la disposition suivante :*

*« Le jury, dont les membres s'installent dans l'ordre désigné par le sort, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

#### Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

L'amendement n° 2 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 3), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer cet article par la disposition suivante :*

*« Le jury, dont les membres répondent individuellement, en levant la main : « Je le jure », après que le président aura donné lecture du texte de l'article 312 du Code d'instruction criminelle, est établi en toutes matières criminelles et pour les délits politiques et de presse. »*

#### Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

L'amendement n° 3 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 4), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer cet article par la disposition suivante :*

*« Le jury, dont les membres peuvent poser des questions aux témoins moyennant l'accord du président,*

*pelen door de afschaffing of de aanpassing van de jury. Het was overigens de bedoeling van de grondwetgever om door de instelling van de jury de veroordelingen wegens persmisdrijven te verminderen. Daarin is de grondwetgever wonderwel geslaagd, zij het dat niet alleen de veroordelingen, doch zelfs de vervolgingen van persmisdrijven volledig verdwenen zijn. »*

Het lid meent dat hij voldoende argumenten heeft gegeven om in de Grondwet de juryrechtspraak voor drukpersmisdrijven niet alleen te behouden maar zelfs nog te versterken.

Het amendement nr. 1 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 2), luidende :

*« Dit artikel vervangen als volgt :*

*« De jury, die gaat zitten in de door het lot aangegeven orde, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

Het amendement nr. 2 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 3), luidende :

*« Dit artikel vervangen als volgt :*

*« De jury, waarvan de leden een voor een met opgeheven hand antwoorden « ik zweer het » na voorlezing door de voorzitter van de tekst van artikel 312 van het Wetboek van strafvordering wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

Het amendement nr. 3 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 4), luidende :

*« Dit artikel vervangen als volgt :*

*« De jury, waarvan de gezworenen vragen kunnen stellen aan de getuigen mits toestemming van de voor-*

*est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

L'amendement n° 4 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 5), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer cet article par la disposition suivante :*

*« Le jury, qui est averti lorsqu'un témoin est également un dénonciateur, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

L'amendement n° 5 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 6), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer cet article par la disposition suivante :*

*« Le jury, dont les membres peuvent prendre note de ce qui leur paraît important, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

L'amendement n° 6 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 7), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer cet article par la disposition suivante :*

*« Le jury, dont les membres ne peuvent être nommés en qualité d'interprètes pour les témoins ou l'accusé, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

*zitter, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

Het amendement nr. 4 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 5), luidende :

*« Dit artikel vervangen als volgt :*

*« De jury, die gewaarschuwd wordt wanneer een getuige ook een aangever is, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

Het amendement nr. 5 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 6), luidende :

*« Dit artikel vervangen als volgt :*

*« De jury, waarvan de leden kunnen optekenen wat hen gewichtig lijkt, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

Het amendement nr. 6 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 7), luidende :

*« Dit artikel vervangen als volgt :*

*« De jury, waarvan de leden niet kunnen aangesteld worden als tolk voor de getuigen of de beschuldigde, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

L'amendement n° 7 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 8), qui est rédigé comme suit :

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Le jury, aux membres duquel le président rappelle, avant qu'ils n'entrent en délibération, les fonctions qu'ils auront à remplir, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »

#### Justification

Voir l'amendement n° 1.

L'amendement n° 8 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 9), qui est rédigé comme suit :

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Le jury, auquel seront posées les questions rédigées par le président, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »

#### Justification

Voir l'amendement n° 1.

L'amendement n° 9 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 10), qui est rédigé comme suit :

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Le jury, qui répond à la question « L'accusé est-il coupable de ce meurtre, de ce vol ou de cet autre crime ? », est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »

#### Justification

Voir l'amendement n° 1.

L'amendement n° 10 est rejeté par 7 voix contre 1.

Het amendement nr. 7 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 8), luidende :

« Dit artikel vervangen als volgt :

« De jury, waarvan de leden door de voorzitter herinnerd worden aan hun ambtsverplichtingen vooraleer zij beraadslagen, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »

#### Verantwoording

Zie amendement nr. 1.

Het amendement nr. 8 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 9), luidende :

« Dit artikel vervangen als volgt :

« De jury, waaraan de vragen worden gesteld die door de voorzitter opgesteld zijn, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »

#### Verantwoording

Zie amendement nr. 1.

Het amendement nr. 9 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 10), luidende :

« Dit artikel vervangen als volgt :

« De jury, die de vraag beantwoordt « is de beschuldigde schuldig aan die bepaalde doodslag, die diefstal of die bepaalde andere misdaad ? », wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »

#### Verantwoording

Zie amendement nr. 1.

Het amendement nr. 10 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 11), qui est rédigé comme suit :

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Le jury, qui en cas d'invocation d'un fait d'excuse par l'accusé répond à la question supplémentaire « Ce fait est-il établi ? », est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »

#### Justification

Voir l'amendement n° 1.

L'amendement n° 11 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 12), qui est rédigé comme suit :

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Le jury, dont le chef reçoit du président, avant la délibération, les questions, l'acte d'accusation, les procès-verbaux constatant l'infraction et les pièces du procès, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »

#### Justification

Voir l'amendement n° 1.

L'amendement n° 12 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 13), qui est rédigé comme suit :

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Le jury, qui précise dans sa sentence si l'accusé a été déclaré coupable du fait principal à la majorité simple, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »

#### Justification

Voir l'amendement n° 1.

L'amendement n° 13 est rejeté par 7 voix contre 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 11), luidende :

« Dit artikel vervangen als volgt :

« De jury, die bij het aanvoeren van een verschoonend feit door de beschuldigde antwoordt op de bijkomende vraag « staat dat feit vast ? », wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »

#### Verantwoording

Zie amendement nr. 1.

Het amendement nr. 11 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 12), luidende :

« Dit artikel vervangen als volgt :

« De jury, waarvan de hoofdman van de voorzitter voor de beraadslaging de vragen, de akte van beschuldiging, de processen-verbaal die het misdrijf vaststellen, en de processtukken ontvangt, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »

#### Verantwoording

Zie amendement nr. 1.

Het amendement nr. 12 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 13), luidende :

« Dit artikel vervangen als volgt :

« De jury, die bij haar uitspraak vermeldt of de beschuldigde bij eenvoudige meerderheid schuldig werd verklaard aan het hoofdfeit, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »

#### Verantwoording

Zie amendement nr. 1.

Het amendement nr. 13 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 14), qui est rédigé comme suit :

« Remplacer cet article 1 par la disposition suivante :

« Le jury, qui délibère à huis clos, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »

#### Justification

Voir amendement n° 1.

L'amendement n° 14 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 15), qui est rédigé comme suit :

« Remplacer la disposition proposée par la disposition suivante :

« Le jury, dont le chef est le juré dont le nom a été cité en premier ou celui qui est désigné par les jurés et qui accepte la mission, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »

#### Justification

Voir l'amendement n° 1.

L'amendement n° 15 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 16), qui est rédigé comme suit :

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Le jury, qui délibère à huis clos, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »

#### Justification

Voir l'amendement n° 1.

L'amendement n° 16 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 17), qui est rédigé comme suit :

« Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Le jury, dont les membres ne pourront sortir de leur chambre, au terme de la délibération, qu'après

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 14), luidende :

« Dit artikel vervangen als volgt :

« De jury, die beraadslaagt in een afgesloten kamer, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »

#### Verantwoording

Zie amendement nr. 1.

Het amendement nr. 14 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 15), luidende :

« Dit artikel vervangen als volgt :

« De jury, waarvan de hoofman de gezworene is waarvan de naam als eerste uit de bus is gekomen of diegene die door de gezworenen wordt benoemd en de opdracht aanvaardt, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »

#### Verantwoording

Zie amendement nr. 1.

Het amendement nr. 15 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 16), luidende :

« Dit artikel vervangen als volgt :

« De jury, die beraadslaagt in een afgesloten kamer, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »

#### Verantwoording

Zie amendement nr. 1.

Het amendement nr. 16 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 17), luidende :

« Dit artikel vervangen als volgt :

« De jury, waarvan de gezworenen na de beraadslaging de kamer pas mogen verlaten nadat zij een ver-

*avoir formé leur déclaration, dans laquelle ils auront répondu aux questions posées par le président, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

## Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

L'amendement n° 17 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 18), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer cet article par la disposition suivante*

*« Le jury, dans la chambre duquel nul ne pourra pénétrer pendant la délibération sans l'autorisation écrite du président, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

## Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

L'amendement n° 18 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 19), rédigé comme suit :

*« Remplacer cet article par la disposition suivante :*

*« Le jury, dont les membres délibéreront d'abord sur le fait principal et ensuite sur chacune des circonstances, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

## Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

L'amendement n° 19 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1382/2, amendement n° 20), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer cet article par la disposition suivante :*

*« Le jury, dont le chef dépouillera chaque scrutin de délibération en présence des jurés et consignera immédiatement la résolution en marge de la question, sans exprimer le nombre de suffrages, si ce n'est le cas où la déclaration affirmative sur le fait principal n'aurait été formée qu'à la simple majorité, est établi*

*klaring hebben opgemaakt waarin op de door de voorzitter gestelde vragen wordt geantwoord, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

Het amendement nr. 17 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 18), luidende :

*« Dit artikel vervangen als volgt :*

*« De jury, waarvan niemand de kamer tijdens de beraadslaging mag betreden zonder schriftelijk verlof van de voorzitter, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

Het amendement nr. 18 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1328/2, amendement nr. 19), luidende :

*« Dit artikel vervangen als volgt :*

*« De jury, waarvan de gezworenen eerst beraadslagen over het hoofdfeit en daarna over elke omstandigheid, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

Het amendement nr. 19 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1382/2, amendement nr. 20), luidende :

*« Dit artikel vervangen als volgt :*

*« De jury, waarvan de hoofdman tijdens de beraadslaging bij elke stemming de stemmen opneemt in tegenwoordigheid van de gezworenen en de beslissing onmiddellijk aantekent naast de vraag, zonder het aantal stemmen te vermelden, behalve in geval dat de bevestigende verklaring omtrent het hoofdfeit slechts*

*en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

#### Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

L'amendement n° 20 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1382/2, amendement n° 21), qui est rédigé comme suit:

*« Remplacer cet article par la disposition suivante :*

*« Le jury, dont la décision se formera, pour ou contre l'accusé, à la majorité, à peine de nullité, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

#### Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

L'amendement n° 21 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1382/2, amendement n° 22), qui est rédigé comme suit:

*« Remplacer cet article par la disposition suivante :*

*« Le jury, dont le chef répond aux questions du président après la délibération « En honneur et conscience, la déclaration du jury est : Oui, l'accusé, etc.; Non, l'accusé, etc. », est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

#### Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

L'amendement n° 22 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1382/2, amendement n° 23), qui est rédigé comme suit:

*« Remplacer cet article par la disposition suivante :*

*« Le jury, dont la déclaration ne peut jamais être soumise à aucun recours, est établi en toutes matières criminelles ainsi que pour les délits politiques et de presse. »*

*bij eenvoudige meerderheid is tot stand gekomen, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

Het amendement nr. 20 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1382/2, amendement nr. 21), luidende:

*« Dit artikel vervangen als volgt:*

*« De jury, die op straffe van nietigheid de beslissing voor of tegen de beschuldigde neemt met meerderheid van stemmen, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

Het amendement nr. 21 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1382/2, amendement nr. 22), luidende:

*« Dit artikel vervangen als volgt:*

*« De jury, waarvan de hoofdmans na de beraadslaging antwoordt op de vragen van de voorzitter « in eer en geweten, de verklaring van de jury is: ja, de beschuldigde, enz.; neen, de beschuldigde, enz. » wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven ».*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

Het amendement nr. 22 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1382/2, amendement nr. 23), luidende:

*« Dit artikel vervangen als volgt:*

*« De jury, tegen wiens verklaring geen enkel rechtsmiddel kan worden ingesteld, wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven. »*

## Justification

*Voir l'amendement n° 1.*

L'amendement n° 23 est rejeté par 7 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 24), qui est rédigé comme suit :

*« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « comportant une incitation à recourir à la violence en vue de renverser l'État de droit démocratique et de mettre en place un régime dictatorial. »*

## Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'un imprimé incite à la violence en vue de renverser l'ordre démocratique. La protection que l'article 150 de la Constitution garantit à la presse ne peut en aucun cas être mise à profit par des individus ou des groupes qui veulent instaurer un régime dictatorial.*

L'auteur principal des amendements fait le commentaire suivant au sujet des amendements n<sup>os</sup> 24 à 51 :

Ces amendements visent à appliquer le raisonnement qui sous-tend le projet de révision de l'article 150 de la Constitution — on correctionnalise les délits de presse à caractère raciste en vue de combattre l'immunité de fait dont jouissent ces délits — à d'autres catégories de délits de presse qui sont, eux aussi, importants pour la société, à savoir les écrits qui incitent à recourir à la violence en vue de renverser l'État de droit démocratique et d'instituer un régime dictatorial, car les écrits qui incitent à commettre des délits à caractère sexuel sur des personnes mineures ou majeures, ou encore les écrits qui incitent au meurtre et aux actes de terrorisme.

Le membre considère par ailleurs qu'on assiste depuis quelques années à une manipulation sémantique : les mots que l'on emploie ne couvrent plus le contenu qu'ils devraient avoir. C'est une évolution dangereuse. On qualifie le parti de l'intervenant d'antidémocratique, alors qu'il n'a jamais remis en question la démocratie parlementaire. L'opinion publique ne gobe plus cette affirmation : elle sait très bien que son parti est démocratique et qu'il défend les

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 1.*

Het amendement nr. 23 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 24), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot het gebruik van geweld met het oog op het omverwerpen van de democratische rechtsstaat en de vestiging van een dictatoriaal regime. »*

## Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat het inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat in een druksel aangezet wordt tot geweld dat ten doel heeft de democratische orde omver te werpen. De bescherming die artikel 150 van de Grondwet aan de drukpers biedt, mag in geen geval misbruikt worden door individuen en groepen die de vestiging van een dictatoriaal systeem op het oog hebben.*

De hoofdindieners van de amendementen geeft de volgende toelichting bij de amendementen nrs. 24-51 :

De bedoeling van deze amendementen is om de redenering die ten grondslag ligt aan het ontwerp tot herziening van artikel 150 van de Grondwet — namelijk correctionalisering van racistische drukpersmisdrijven om feitelijke straffeloosheid ervan tegen te gaan — door te trekken naar andere soorten van drukpersmisdrijven die toch ook maatschappelijk belangrijk zijn, bijvoorbeeld drukwerken die aanzetten tot het gebruik van geweld met het oog op het omverwerpen van de democratische rechtsstaat en de vestiging van een dictatoriaal regime, drukwerken die aanzetten tot seksuele misdrijven tegen minderjarigen en meerderjarigen of tot moord en het plegen van terreurdaaden.

Men is volgens het lid bovendien de laatste jaren bezig met een semantische manipulatie : de woorden die men gebruikt, dekken niet meer de inhoud die zij zouden moeten hebben. Dat is gevaarlijk. Men noemt zijn politieke partij antidemocratisch, terwijl die partij nooit de parlementaire democratie in vraag heeft gesteld. De publieke opinie slikt dit niet meer : die weet zeer goed dat zijn partij een democratische partij is en dat zij de regels van de democratie verde-



règles de la démocratie. Mais si demain apparaît un parti politique qui soit antidémocratique, les gens ne croiront plus que ce parti-là représente bien une menace pour la démocratie.

Un coauteur de l'amendement ajoute que la Belgique se trouve dans une situation unique: quand on considère les mouvements nationalistes populaires au Pays basque, au Kurdistan ou en Irlande, on constate qu'ils sont nettement orientés à gauche et que tous leurs pamphlets appellent effectivement au rejet des règles de droit démocratiques et à la proclamation d'un État autonome et dictatorial. En Belgique, on a à faire à un mouvement nationaliste de droite qui, dans ses écrits, déclarations, textes et programmes, a souligné qu'il respectait la procédure démocratique et qu'il entendait utiliser son action législative pour formuler ses positions. On devrait se réjouir de ce qu'il n'y ait en Flandre qu'un nationalisme de droite qui n'appelle pas à renverser l'État par la force, mais qui désire réellement suivre la voie démocratique. Aujourd'hui, force est de constater que ce choix de la démarche démocratique est manifestement un succès et qu'il répond à la mentalité et au caractère de la population.

L'amendement n° 24 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 25), qui est rédigé comme suit:

*« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « comportant une atteinte au principe de la liberté de culte garanti par l'article 19. »*

#### Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsque l'on abuse de la liberté de la presse pour remettre en cause le principe de la liberté de culte garanti par l'article 19 de la Constitution. Se pose, en l'occurrence, le problème du fondamentalisme religieux. L'État de droit démocratique doit réagir à ce phénomène de la manière la plus énergique qui soit. Il peut être opportun, à cet égard, d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

L'auteur principal précise que les amendements 25 et 26 visent à correctionnaliser également les délits de

dig. Maar als er morgen een politieke partij zal ontstaan die werkelijk ondemocratisch is, zal men niet meer geloven dat deze partij wél een gevaar voor de democratie vormt.

Een mede-indiener vult aan dat men in België in een unieke situatie verkeert: wanneer men het volksnationalisme bekijkt in bijvoorbeeld Baskenland, Koerdistan, Ierland,... dan heeft men te maken met een uitgesproken links georiënteerd volksnationalisme dat wel degelijk in alle pamfletten oproept tot het omverwerpen van de democratische rechtsregels en tot het uitroepen van de autonome, dictatoriaal geleide staat. In dit land heeft men te maken met een rechts volksnationalisme dat in al zijn uitspraken, teksten en programma's benadrukt heeft dat het respect heeft voor de democratische wijze van werken en dat men zijn wetgevende opdracht wil gebruiken om de standpunten te verwoorden. Men zou tevreden moeten zijn over het feit dat in Vlaanderen enkel een rechts volksnationalisme bestaat dat niet oproept tot geweld om de Staat omver te werpen maar wel degelijk de democratische weg wil bewandelen. Vandaag de dag moet men vaststellen dat het bewandelen van deze democratische weg blijkbaar succesvol is en door de mentaliteit en het karakter van de bevolking wordt aanvaard.

Het amendement nr. 24 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 25), luidende:

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij het in artikel 19 gewaarborgde principe van de vrijheid van eredienst wordt aangevallen. »*

#### Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat het inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt om het in artikel 19 van de Grondwet gewaarborgde principe van de vrijheid van eredienst in vraag te stellen. De problematiek van het religieus fundamentalisme komt hier om de hoek kijken. Tegen dit fenomeen moet door de democratische rechtsstaat op de meest krachtige wijze weerkomend geboden worden. Een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet kan te dien einde zeer zinvol zijn.*

De hoofdindieners verduidelijkt dat er met de amendementen nrs. 25 en 26 wordt beoogd ook de druk-

presse qui portent atteinte à la liberté de culte ou qui sont inspirés par le fanatisme religieux.

Le coauteur souligne que son parti défend explicitement la liberté de culte et qu'il faut dès lors continuer à la garantir et à en assurer le respect social. Il convient toutefois de lutter contre le fanatisme religieux.

L'amendement n° 25 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 26), qui est rédigé comme suit :

« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « inspirés par le fanatisme religieux. »

#### Justification

*Le fanatisme religieux est un problème qui se pose de plus en plus souvent dans notre pays, en raison notamment de la présence massive d'étrangers non européens, dont le passé religieux et culturel est tout différent du nôtre. Il appartient à l'État de droit démocratique de lutter, de la manière la plus efficace possible, contre ce phénomène. Une révision de l'article 150 de la Constitution peut s'avérer très intéressante à cet égard.*

L'amendement n° 26 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 27), qui est rédigé comme suit :

« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « inspirés par l'intention de supprimer la liberté d'expression visée à l'article 19. »

#### Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'un imprimé prône la suppression de la liberté d'expression même. La liberté de la presse et la liberté d'expression ne peuvent en aucun cas être utilisées pour plaider en faveur de la limitation de la liberté d'expression des autres. L'État de droit démocratique doit intervenir vigoureusement en pareil cas. Une adaptation de l'article 150 de la Constitution peut s'avérer utile pour le lui permettre.*

persmisdrijven te correctionaliseren die de vrijheid van eredienst aanvallen of die ingegeven zijn door religieus fanatisme.

De mede-indiener benadrukt dat zijn partij uitdrukkelijk de vrijheid van eredienst verdedigt en dat deze dan ook maatschappelijk gerespecteerd en gewaarborgd moet blijven. Religieus fanatisme moet echter worden bestreden.

Het amendement nr. 25 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 26), luidende :

« De woorden « die door racisme of xénofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « die ingegeven zijn door religieus fanatisme. »

#### Verantwoording

*Het religieus fanatisme is een probleem dat in ons land — mede door de massale aanwezigheid van niet-Europese vreemdelingen met een totaal verschillende religieuze en culturele achtergrond — meer en meer de kop opsteekt. Tegen dit fenomeen moet door de democratische rechtsstaat op de meest krachtige wijze weerwerk geboden worden. Een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet kan te dien einde zeer zinvol zijn.*

Het amendement nr. 26 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr 27), luidende :

« De woorden « die door racisme of xénofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « die ingegeven zijn door de bedoeling om de in artikel 19 bedoelde vrijheid van meningsuiting af te schaffen. »

#### Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat het inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen druksels die de afschaffing van de vrije meningsuiting zelf op het oog hebben. De persvrijheid en de vrijheid van meningsuiting mogen in geen geval misbruikt worden voor pleidooien om de vrijheid van meningsuiting van anderen te beknotten. De democratische rechtsstaat moet in een dergelijk geval krachtig optreden. Een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet kan te dien einde zeer zinvol zijn.*

L'auteur principal souligne que l'adoption de cet amendement plongerait bon nombre d'associations et d'éditeurs dans des difficultés. À l'heure actuelle, par exemple, l'ensemble des médias refusent de faire paraître des publicités pour son parti. Il estime que l'on est en présence, à cet égard, d'une atteinte à la liberté d'expression. Les autres partis politiques ne souffrent d'aucune limitation semblable. Un exemple très concret concerne la distribution par la poste: l'on a décidé récemment que le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme peut conseiller à la Poste de ne plus distribuer certains imprimés. Dans un pays où il existe un quasi-monopole de la Poste, c'est inadmissible. L'intervenant estime que si l'on trouve important, sur le plan social, de réprimer les délits de presse à caractère raciste, il est encore beaucoup plus important, sur ce même plan, de réprimer les délits de presse qui entraînent une limitation de la liberté d'expression.

Le coauteur signale que certains éditeurs refusent de faire paraître toute autre publicité pour son parti que celle dont ils peuvent déterminer eux-mêmes le contenu. Il trouve cela hallucinant: l'on accepte de l'argent, mais viole de manière flagrante la liberté d'expression. Il estime que l'on se trouve devant une forme d'expression orientée, ce qui est intolérable.

L'amendement n° 27 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 28), qui est rédigé comme suit:

*« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « incitant à violer le domicile d'autrui. »*

#### Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il s'agit d'écrits incitant à violer le domicile d'autrui. L'inviolabilité du domicile garantie par l'article 15 de la Constitution est un principe important dans un État de droit démocratique. L'État de droit a le devoir d'intervenir avec fermeté contre tout usage abusif de la liberté de la presse visant à violer ce principe. Il est dès lors souhaitable d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

En ce qui concerne l'amendement n° 28, un des coauteurs souligne qu'au cours de la répression qui a immédiatement suivi la Deuxième Guerre mondiale,

De hoofdindienner wijst erop dat, indien men dit amendement zou aanvaarden, er heel wat verenigingen en uitgevers in de problemen zouden komen. Vandaag de dag bijvoorbeeld worden advertenties voor zijn politieke partij in de gehele media geweerd. Dit is volgens het lid een ernstige inbreuk op de vrijheid van meningsuiting. Dergelijke inperking treft de andere politieke partijen niet. Een zeer concreet voorbeeld betreft de postbedeling: recentelijk is vastgelegd dat het Centrum voor gelijke kansen en racismebestrijding De Post kan adviseren om bepaalde drukwerken niet meer via de post te bedelen. In een land waar er zo goed als een postmonopolie bestaat, is dit onaanvaardbaar. Indien men het maatschappelijk belangrijk vindt dat racistische drukpersmisdrijven worden bestraft, is het lid van oordeel dat het maatschappelijk nog veel belangrijker is die drukpersmisdrijven te bestraffen die aanleiding geven tot het inperken van de vrijheid van meningsuiting.

De mede-indienner illustreert dat sommige uitgevers de advertenties van zijn politieke partij enkel wensen op te nemen indien zij zelf de inhoud mogen bepalen. Dit is volgens de spreker hallucinant: men wil wel het geld maar de vrije meningsuiting wordt op flagrante wijze geschonden. Integendeel, dit is volgens hem een gestuurde vorm van meningsuiting die niet duldbaar is.

Het amendement nr. 27 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 28), luidende:

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot het wederrechtelijk binnendringen van andermans woning. »*

#### Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat het inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen druksels die aanzetten tot het wederrechtelijk binnendringen in de woning van personen. De door artikel 15 van de Grondwet gewaarborgde onschendbaarheid van de woning is een belangrijk principe in een democratische rechtsstaat. De rechtsstaat heeft de plicht om krachtig op te treden tegen elk misbruik van de persvrijheid dat aan dit principe afbreuk doet. Een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet is daarom aangewezen.*

Wat het amendement nr. 28 betreft, wijst de mede-indienner erop dat tot het wederrechtelijk binnendringen van andermans woning tijdens de repressie kort

l'on a appelé dans des pamphlets à pénétrer illégalement dans les habitations d'autrui. Il en a résulté d'énormes dégâts dans nombre d'habitations familiales. Il s'agit, dans bien des cas, d'habitations de personnes qui ont été totalement blanchies par la suite. Il trouve dès lors, que le projet devrait viser aussi de tels pamphlets. L'amendement en question est parfaitement à sa place dans la mesure où il permet de condamner la « justice populaire » qui a sévi au cours de la répression.

L'amendement n° 28 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consort déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 29), qui est rédigé comme suit :

*« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « incitant à porter atteinte à l'intégrité sexuelle d'un mineur. »*

#### Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il est abusé de la liberté de la presse pour inciter à porter atteinte à l'intégrité sexuelle d'un mineur. Cette incitation ne peut être tolérée par l'État de droit. Aussi convient-il d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

L'amendement n° 29 vise à permettre, selon l'auteur principal, la poursuite devant le tribunal correctionnel d'imprimés incitant à porter atteinte à l'intégrité des mineurs. L'auteur principal des amendements souligne que si l'on n'approuve pas cet amendement, les auteurs d'imprimés incitant à la pédophilie pourront en pratique imprimer et distribuer impunément ceux-ci, étant donné la lourdeur de la procédure des assises.

Le coauteur fait également référence à ce qui se passe sur l'Internet. L'on y trouve aujourd'hui de la publicité explicite pour des documents incitant à la pédosexualité. L'intervenant estime qu'il faut proscrire toute publicité de ce type. Il estime en outre que les textes imprimés que l'on obtient à partir de l'Internet, doivent également tomber sous l'application de l'article 150 de la Constitution. Le membre déplore à cet égard qu'au cours de la présente législature, le Sénat n'ait pas organisé le débat social sur la société de l'information comme il s'était proposé de le faire. Dans le cadre d'un tel débat, en effet, l'intervenant aurait pu confronter sa vision des choses à celle d'experts.

na de tweede wereldoorlog werd opgeroepen in pamfletten. Dit heeft toen voor gevolg gehad dat in heel wat gezinswoningen zeer veel schade werd aangericht. Vaak betrof het de woning van mensen die later van elke blaam werden vrijgesproken. Ook dergelijke pamfletten zouden volgens de spreker moeten worden gevisieerd in het ontwerp. Dit amendement is zeker op zijn plaats om de zogenaamde volksrechtspraak van tijdens de repressieperiode te veroordelen.

Het amendement nr. 28 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 29), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot de aantasting van de seksuele integriteit van een minderjarige. »*

#### Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat het inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot de aantasting van de seksuele integriteit van een minderjarige. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden. Daarom is een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet zinvol.*

Amendement nr. 29 strekt ertoe, aldus de hoofdindieners ervan, drukwerken die aanzetten tot het aantasten van de integriteit van minderjarigen, voor de correctionele rechtbank te kunnen vervolgen. Indien men dit amendement niet goedkeurt, dan wijst de hoofdindieners van de amendementen erop dat drukwerken die oproepen tot pedoseksualiteit in de praktijk ongestraft worden gedrukt en verspreid wegens de logge procedure voor het hof van assisen.

De mede-indieners verwijst ook naar het Internetgebeuren. Op Internet wordt vandaag de dag expliciet publiciteit gemaakt voor drukwerken die pedoseksualiteit promoten. Dergelijke publiciteit moet volgens de spreker aan banden worden gelegd. Wanneer men bovendien iets afdruckt van het Internet, bekomt men een gedrukte tekst die volgens hem ook onderworpen kan worden aan artikel 150 van de Grondwet. Het lid betreurt het in dit verband dat de Senaat tijdens deze legislatuur het voorgenomen maatschappelijke debat over de informatiemaatschappij niet heeft gehouden. Op dergelijk debat had de spreker zijn visie immers kunnen toetsen aan de visie van experts.

L'amendement n° 29 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 30), qui est rédigé comme suit :

« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « comportant une incitation à commettre l'infraction de viol. »

#### Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il est abusé de la liberté de la presse pour inciter au viol. Cette incitation ne peut être tolérée par l'État de droit. Aussi convient-il d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

Les amendements n°s 30, 31, et 32 visent, selon l'auteur principal, à ce que les cas d'incitation au viol de mineurs et de majeurs soient soumis à la même procédure que les cas d'incitation au racisme ou à la xénophobie. Le coauteur estime qu'il est inadmissible que l'on puisse distribuer et vendre impunément en librairie des revues telles que « Rape ».

L'amendement n° 30 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 31), qui est rédigé comme suit :

« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « comportant une incitation à commettre un viol sur une personne âgée de moins de seize ans. »

#### Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il est abusé de la liberté de la presse pour inciter au viol d'un mineur. Cette incitation ne peut être tolérée par l'État de droit. Aussi convient-il d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

Het amendement nr. 29 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 30, luidende :

« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot het misdrijf van verkrachting. »

#### Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat het inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot verkrachting. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden. Daarom is een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet zinvol.*

Bij de amendementen nrs. 30, 31 en 32 wenst men, aldus de hoofdindieners ervan, het aanzetten tot verkrachting van minder- en meerderjarigen ook aan dezelfde procedure te onderwerpen als het aanzetten tot racisme en xenofobie. Het kan volgens de medeindieners niet dat tijdschriften met als titel « Rape » ongestraft worden verspreid en verkocht in krantenwinkels.

Het amendement nr. 30 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 31), luidende :

« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot verkrachting van een persoon beneden de leeftijd van zestien jaar. »

#### Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat het inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot verkrachting van een minderjarige. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden. Daarom is een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet zinvol.*

L'amendement n° 31 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 32), qui est rédigé comme suit :

*« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « comportant une incitation à assister à la prostitution d'un mineur. »*

#### Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il est abusé de la liberté de la presse pour inciter à assister à la prostitution d'un mineur. Cette incitation ne peut être tolérée par l'État de droit. Aussi convient-il d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

L'amendement n° 32 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 33), qui est rédigé comme suit :

*« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « incitant à l'assassinat. »*

#### Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il est abusé de la liberté de la presse pour inciter à l'assassinat. Cette incitation ne peut être tolérée par l'État de droit. Aussi convient-il d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

L'amendement n° 33 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 34), qui est rédigé comme suit :

*« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « incitant à l'assassinat d'enfants. »*

Het amendement nr. 31 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 32), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot het bijwonen van de prostitutie van een minderjarige. »*

#### Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat het inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt voor het bijwonen van de prostitutie van een minderjarige. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden. Daarom is een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet zinvol.*

Het amendement nr. 32 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 33), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot moord. »*

#### Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat het inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot moord. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden. Daarom is een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet zinvol.*

Het amendement nr. 33 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 34), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot kindermoord. »*

## Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il est abusé de la liberté de la presse pour inciter à l'assassinat d'enfants. Cette incitation ne peut être tolérée par l'État de droit. Aussi convient-il d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

L'amendement n° 34 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 35), qui est rédigé comme suit :

*« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « incitant à des actes de terrorisme. »*

## Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il est abusé de la liberté de la presse pour inciter à commettre des actes de terrorisme. Cette incitation ne peut être tolérée par l'État de droit. Aussi convient-il d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

L'amendement n° 35 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 36), rédigé comme suit :

*« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « comportant une incitation à allumer des incendies criminels. »*

## Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il est abusé de la liberté de la presse pour inciter à provoquer un incendie criminel. Cette incitation ne peut être tolérée par l'État de droit. Aussi convient-il d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

## Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot kindermoord. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden. Daarom is een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet zinvol.*

Het amendement nr. 34 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 35), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot het plegen van terreurdaden. »*

## Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot het plegen van terreurdaden. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden. Daarom is een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet zinvol.*

Het amendement nr. 35 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 36), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot brandstichting. »*

## Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot brandstichting. Dit kan door de rechtsstaat niet geduld worden. Daarom is een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet zinvol.*

L'amendement n° 36 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 37), rédigé comme suit :

« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « comportant une incitation à la consommation de stupéfiants. »

#### Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il est abusé de la liberté de la presse pour inciter à utiliser des stupéfiants. La lutte contre la drogue doit être une priorité de notre société. C'est pourquoi il convient d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

Les amendements n°s 37, 38 et 39 visent, selon l'auteur principal, à correctionnaliser les délits de presse incitant à la consommation de stupéfiants. Une enquête récente, réalisée en Flandre, à démontré que la consommation de drogue chez les jeunes est un problème en expansion. Les publications incitant à la consommation de drogue et mentionnant des adresses où l'on peut se procurer des drogues et autres produits de ce genre, devraient, selon l'auteur principal, à tout le moins subir le même traitement que les imprimés incitant au racisme ou à la xénophobie.

Le coauteur constate que la justice n'est pas en mesure de réagir suffisamment vite face à de tels phénomènes de diffusion d'imprimés incitant à la consommation de drogue. On y trouve souvent de la publicité pour les « koffieshops » aux Pays-Bas. Comme ces publications sont éditées aux Pays-Bas mais qu'elles sont distribuées en Flandre, la justice belge a été incapable d'intervenir suffisamment vite. Aux Pays-Bas, il est interdit de faire de la publicité pour les « koffieshops » et on intervient donc rapidement à l'encontre de ce genre d'imprimés. En Belgique, on réagit beaucoup plus lentement face à de tels phénomènes.

L'amendement n° 37 est rejeté par 8 voix contre 1.

Het amendement nr. 36 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 37), luidende :

« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot het gebruik van verdovende middelen. »

#### Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot het gebruik van verdovende middelen. De strijd tegen drugs moet een prioriteit zijn in onze samenleving. Daarom is een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet zinvol.*

De amendementen nrs. 37, 38 en 39 hebben volgens de hoofdindieners ervan, tot doel drukpersmisdrijven te correctionaliseren waarbij aangezet wordt tot het gebruik van verdovende middelen. Recent onderzoek in Vlaanderen heeft aangewezen dat druggebruik bij jongeren een probleem is dat groter wordt. Publicaties waarin aangezet wordt tot druggebruik en waarin adressen staan waar men drugs kan verkrijgen en dergelijke zouden volgens de hoofdindieners op zijn minst op dezelfde wijze moeten worden behandeld als drukwerken waarin aangezet wordt tot racisme of xenofobie.

De mede-indiener komt tot de vaststelling dat justitie ten aanzien van dergelijke fenomenen — waarbij drukwerken worden verspreid die aanzetten tot druggebruik — niet voldoende snel kan reageren. Er wordt in dergelijke drukwerken vaak reclame gemaakt voor Nederlandse koffieshops. Wegens het feit dat een dergelijke publicatie in Nederland werd uitgegeven maar toch in Vlaanderen werd verspreid, kon de Belgische justitie niet snel genoeg ingrijpen. Nochtans is het in Nederland bij wet verboden reclame te maken voor koffieshops: in Nederland wordt er tegen dergelijke drukwerken dan ook snel ingegrepen. In België grijpt men veel trager in tegen dergelijke fenomenen.

Het amendement nr. 37 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.



M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 38), qui est rédigé comme suit :

*« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « comportant une incitation à la consommation de cocaïne. »*

#### Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il est abusé de la liberté de la presse pour inciter à consommer de la cocaïne. La lutte contre la drogue doit être une priorité de toute la société. C'est pourquoi il convient d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

L'amendement n° 38 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 39), qu'est rédigé comme suit :

*« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « comportant une incitation à la consommation d'héroïne. »*

#### Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il est abusé de la liberté de la presse pour inciter à consommer de l'héroïne. La lutte contre la drogue doit être une priorité de toute la société. C'est pourquoi il convient d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

L'amendement n° 39 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 40), qui est rédigé comme suit :

*« Dans le texte proposé, remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « comportant une incitation à libérer les détenus. »*

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 38), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot het gebruik van cocaïne. »*

#### Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat het inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot het gebruik van cocaïne. De strijd tegen drugs moet als een prioritaire opdracht van de hele samenleving worden beschouwd. Daarom is een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet zinvol.*

Het amendement nr. 38 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 39), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot het gebruik van heroïne. »*

#### Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat het inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot het gebruik van heroïne. De strijd tegen drugs moet als een prioritaire opdracht van de hele samenleving worden beschouwd. Daarom is een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet zinvol.*

Het amendement nr. 39 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 40), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « waarbij aangezet wordt tot de bevrijding van gedetineerden. »*

## Justification

*Il nous paraît effectivement justifié de soustraire certains délits de presse aux assises. Il serait notamment inadmissible qu'en raison de la lourdeur de la procédure des assises, aucune poursuite ne soit intentée lorsqu'il est abusé de la liberté de la presse pour inciter à libérer des détenus. C'est pourquoi il convient d'adapter l'article 150 de la Constitution.*

L'amendement n° 40 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 41), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « qui constituent une infraction à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie. »*

## Justification

*Afin que la loi, que le citoyen est censé connaître et respecter, puisse être bien comprise, il est essentiel que les notions auxquelles elle se réfère soient définies avec un maximum de précision. Or, tel n'est pas le cas dans le projet à l'examen. Si le législateur entend prendre une mesure aussi radicale que le démantèlement de la protection de la liberté de la presse garantie par la Constitution, il faut adopter une formulation à la fois claire et précise. À défaut, ce projet risque de manquer son objectif et une interprétation trop large de la notion de racisme risque de réduire la liberté de la presse à néant. C'est pourquoi les auteurs du présent amendement préfèrent faire référence à la loi du 30 juillet 1981, et ce, indépendamment de la question de savoir s'ils jugent cette loi opportune.*

L'auteur principal de l'amendement souligne que celui-ci vise à ce que l'on définit plus précisément ce qu'il y a lieu d'entendre par les notions « racisme et xénophobie » en insérant, à l'article 150 de la Constitution, une référence à la loi du 20 juillet 1981. En effet, le risque est grand de voir diverses personnes interpréter de manières divergentes les notions de « racisme et de xénophobie », ce qui compliquerait la tâche des juges. Il estime que son amendement renforce la sécurité juridique.

La coauteur de l'amendement souligne que celui-ci apporte les précisions nécessaires. En ne définissant pas les notions de « racisme et de xénophobie », l'on ouvrirait la porte aux abus.

L'amendement n° 41 est rejeté par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

## Verantwoording

*De indieners zijn van mening dat het inderdaad moet overwogen worden om een aantal drukpersmisdrijven te onttrekken aan de assisenrechtspraak. Zo zou het onaanvaardbaar zijn dat er omwille van de omslachtige assisenprocedure geen vervolging wordt ingesteld tegen het feit dat de persvrijheid wordt misbruikt om aan te zetten tot de bevrijding van gevangenen. Daarom is een aanpassing van artikel 150 van de Grondwet zinvol.*

Het amendement nr. 40 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 41), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « een overtreding inhouden van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden. »*

## Verantwoording

*Voor een goed begrip van de wet, die de burger geacht wordt te kennen en na te leven, is het van het allergrootste belang dat de in de wet gehanteerde begrippen zo precies mogelijk gedefinieerd worden. Dat is in het huidige ontwerp geenszins het geval. Wanneer de wetgever beoogt om een drastische ingreep door te voeren als de afbouw van de door de Grondwet geboden bescherming van de persvrijheid is een uiterst zorgvuldige en duidelijke formulering noodzakelijk. Zoniet lopen we het gevaar dat dit ontwerp zijn doel voorbijschiet en dat door een veel te ruime interpretatie van het begrip racisme de persvrijheid volledig wordt ondergraven. Daarom kiezen de indieners ervoor om te verwijzen naar de wet van 30 juli 1981, en zulks ongeacht de vraag of de indieners deze wet op zichzelf een goede wet achten.*

De hoofdindieners wijst erop dat dit amendement ertoe strekt concreter te definiëren wat de begrippen « racisme en xenofobie » inhouden door te verwijzen in artikel 150 van de Grondwet naar de wet van 30 juli 1981. Het gevaar is immers groot dat de noties « racisme en xenofobie » door verscheidene personen verschillend zullen worden geïnterpreteerd. Dit maakt het werk voor de rechters zeer moeilijk. Via zijn amendement wordt meer rechtszekerheid geboden.

De mede-indieners onderlijnt dat dit amendement de noodzakelijke duidelijkheid biedt. Geen definitie geven van « racisme en xenofobie » zet de deur open voor misbruiken.

Het amendement nr. 41 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1 bij 1 onthouding.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 42), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « inspirés par l'intention de limiter le droit à la vie. »*

#### Justification

*La liberté de la presse ne peut être exploitée en vue de restreindre les droits et libertés fondamentaux définis par la Convention européenne des droits de l'homme.*

En ce qui concerne l'amendement n° 42, le coauteur précise qu'il vise à faire en sorte, non pas que le Parlement ne puisse pas organiser des débats sur l'euthanasie ou le droit à une mort digne, mais que la logique du projet qui a été transmis par la Chambre des représentants soit respectée.

L'amendement n° 42 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 43), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « inspirés par l'intention d'abroger entièrement ou partiellement l'interdiction de la torture. »*

#### Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 42.*

Le coauteur de l'amendement rappelle que la séance plénière du Sénat a donné, très récemment, son assentiment à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée à New York le 10 décembre 1984. L'amendement doit être situé dans ce contexte.

L'amendement n° 43 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 44), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « inspirés par l'intention d'abroger totalement ou partiellement l'interdiction de l'esclavage et du travail forcé. »*

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 42), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « die ingegeven zijn door de bedoeling om het recht op leven in te perken. »*

#### Verantwoording

*De persvrijheid mag niet misbruikt worden om de inperking van fundamentele rechten en vrijheden zoals omschreven in het EVRM te bepleiten.*

Wat het amendement nr. 42 betreft, verduidelijkt de mede-indiener dat het niet de bedoeling is van het amendement te verhinderen dat er in het Parlement debatten worden gevoerd over euthanasie of een recht op waardig sterven. Het is enkel de bedoeling om in te treden in de logica van het ontwerp dat werd overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Het amendement nr. 42 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 43), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « die ingegeven zijn door de bedoeling om het verbod van foltering geheel of gedeeltelijk op te heffen. »*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 42.*

De mede-indiener herinnert eraan dat de plenaire vergadering van de Senaat zeer recent heeft ingestemd met het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing, ondertekend te New York op 10 december 1984. Het amendement moet in dit kader worden gesitueerd.

Het amendement nr. 43 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 44), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « die ingegeven zijn door de bedoeling om het verbod van slavernij en dwangarbeid geheel of gedeeltelijk op te heffen. »*

## Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 42.*

Le coauteur cite, pour illustrer la raison d'être de l'amendement en question, des exemples qui montrent que l'esclavage subsiste encore, y compris en Europe occidentale et dans notre pays.

L'amendement n° 44 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 45), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « inspirés par la volonté de restreindre le droit à la liberté et à la sécurité. »*

## Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 42.*

Le coauteur souligne que le nombre d'enfants qui se livrent à la prostitution, notamment dans la région d'Anvers, devient énorme. La police admet elle-même n'avoir aucune prise sur ce phénomène.

L'amendement n° 45 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 46), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « inspirés par la volonté de restreindre le droit à un procès équitable. »*

## Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 42.*

L'amendement n° 46 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 47), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « inspirés par la volonté de restreindre le droit au respect de la vie privée et familiale. »*

## Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 42.*

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 42.*

De mede-indiener illustreert dit amendement met voorbeelden die aantonen dat vandaag de dag slavernij nog steeds voorkomt, ook in West-Europa en in ons land.

Het amendement nr. 44 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 45), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « die ingegeven zijn door de bedoeling om het recht vrijheid en veiligheid in te perken. »*

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 42.*

De mede-indiener wijst erop dat het aantal kindhoertjes, onder meer in het Antwerpse, uit de hand loopt. De politie geeft zelf toe dat zij daarop geen vat heeft.

Het amendement nr. 45 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 46), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « die ingegeven zijn door de bedoeling om het recht op een eerlijk proces in te perken. »*

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 42.*

Het amendement nr. 46 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 47), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « die ingegeven zijn door de bedoeling om het recht op eerbiediging van privé-, familie- en gezinsleven in te perken. »*

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 42.*

En ce qui concerne l'amendement n° 47, l'auteur principal précise qu'il arrive à la conclusion que la diffusion d'imprimés, inspirés par la volonté de limiter le droit au respect de la vie privée et familiale, est devenu un fléau social, auquel il convient de mettre un terme. C'est seulement du bout des lèvres, selon l'intervenant, qu'au Parlement la majorité affirme qu'il faut préserver le droit à la vie privée, car ce droit ne vaudrait pas pour les membres de son parti. À la Chambre des représentants, un député a en effet annoncé qu'il allait publier les noms des personnes qui auront fait des dons de plus de 5 000 francs à son parti.

Le coauteur ajoute que l'on trouve actuellement sur Internet une liste avec les noms, les adresses et l'indication des liens familiaux des personnes qui sympathisent ou qui ont sympathisé avec son parti. L'on se trouve, en l'espèce, en présence d'une violation flagrante du droit à la vie privée. Plainte a d'ailleurs été déposée, mais le fournisseur d'accès au programme, qui est américain, ne parvient pas à identifier l'origine du site.

L'amendement n° 47 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 48), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « qui visent à restreindre la liberté de pensée, de conscience et de religion. »*

#### Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 42.*

L'auteur principal de cet amendement considère qu'à l'heure actuelle, seul son parti politique est visé en la matière. Selon lui, l'on peut, en Belgique, organiser sur la base de la liberté de réunion et d'association qui est garantie par la Constitution, des congrès fondamentalistes, mais cette liberté est refusée à son parti, du moins à Bruxelles.

L'amendement n° 48 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 49), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « qui visent à restreindre la liberté de réunion et d'association. »*

Voor wat het amendement nr. 47 betreft, verduidelijkt de hoofdindieners dat het voor hem stilaan een maatschappelijke kwaal is geworden dat er drukwerken worden verspreid die ingegeven zijn door de bedoeling om het recht op eerbiediging van privé-, familie- en gezinsleven in te perken. Daar moet volgens hem dan ook paal en perk aan worden gesteld. De meerderheid in het Parlement belijdt volgens de spreker enkel met de lippen dat het recht op privéleven moet worden gevrijwaard: voor de leden van zijn politieke partij zou dit immers niet gelden. In de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft een volksvertegenwoordiger immers aangekondigd dat hij de namen van de schenkers van meer dan 5 000 frank aan de politieke partij waarvan het lid deel uitmaakt, bekend zou maken.

De mede-indieners vult aan dat er op Internet vandaag de dag een lijst is gepubliceerd met de namen, de adressen en familiebanden van personen die sympathiseren of in het verleden gesympathiseerd hebben met de politieke partij waarvan de mede-indieners deel uitmaakt. Dit is een flagrante schending van het recht op privéleven. Er is daartegen reeds klacht ingediend maar de Amerikaanse aanbieder van het programma kan niet terugvinden vanwaar de web-site komt.

Het amendement nr. 47 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 48), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « die ingegeven zijn door de bedoeling om de vrijheid van gedachte, geweten en godsdienst in te perken. »*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 42.*

Op dit ogenblik wordt volgens de hoofdindieners van dit amendement enkel zijn politieke partij geviséerd op dat vlak. Men mag in dit land fundamentalistische congressen houden, op basis van de grondwettelijk gegarandeerde vrijheid van vergadering en vereniging. Zijn politieke partij wordt dit recht echter ontzegd, althans in Brussel.

Het amendement nr. 48 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 49), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « die ingegeven zijn door de bedoeling om de vrijheid van vergadering en vereniging in te perken. »*

## Justification

*Voir l'amendement n° 42.*

L'amendement n° 49 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 50), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « qui visent à restreindre le droit de contracter mariage. »*

## Justification

*Voir l'amendement n° 42.*

L'amendement n° 50 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 51), qui est rédigé comme suit :

*« Remplacer les mots « inspirés par le racisme ou la xénophobie » par les mots « inspirés par l'intention de limiter le droit d'user d'une voie de recours réelle. »*

## Justification

*Voir l'amendement n° 42.*

L'amendement n° 51 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 52), qui est rédigé comme suit :

*« Compléter cet article par la disposition suivante :*

*« Les notions de racisme et de xénophobie ne s'appliquent pas aux prises de position politiques résultant de l'existence en Belgique des communautés visées à l'article 2 et des régions linguistiques visées à l'article 4. »*

## Justification

*Il est de plus en plus courant d'affirmer que les positions adoptées au sujet des relations entre Flamands et francophones peuvent être teintées de racisme (cf. Anne Morelli). Les auteurs considèrent que cette extension de la notion de racisme est grotesque et vise à empêcher qu'il soit impossible de tenir à l'avenir dans ce pays un débat public portant sur une question communautaire.*

En ce qui concerne l'amendement n° 52, l'auteur principal précise que Mme Morelli défend ce point de

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 42.*

Het amendement nr. 49 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 50), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « die ingegeven zijn door de bedoeling om het recht om te huwen in te perken. »*

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 42.*

Het amendement nr. 50 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 51), luidende :

*« De woorden « die door racisme of xenofobie ingegeven zijn » vervangen door de woorden « die ingegeven zijn door de bedoeling om het recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel in te perken. »*

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 42.*

Het amendement nr. 51 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 52), luidende :

*« Dit artikel aanvullen met een nieuw lid, luidende :*

*« De begrippen racisme en xenofobie zijn niet van toepassing op de politieke stellingnamen die voortvloeien uit het bestaan in België van de gemeenschappen als bedoeld in artikel 2 en de taalgebieden als bedoeld in artikel 4. »*

## Verantwoording

*Meer en meer doet de stelling opgeld dat de standpunten die worden ingenomen met betrekking tot de verhoudingen tussen Vlamingen en Franstaligen van racistische inslag kunnen zijn (cf. Anne Morelli). De indieners vinden deze verruiming van het racismebegrip grotesk en willen vermijden dat in de toekomst elk publiek debat over de communautaire kwestie in dit land onmogelijk wordt gemaakt.*

Voor wat amendement nr. 52 betreft, verduidelijkt de hoofdindieners dat mevrouw Morelli deze stelling

vue dans la publication «Le racisme: élément du conflit Flamands — francophones?». L'amendement vise, aux dires du membre, à protéger le FDF.

L'amendement n° 52 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 53), qui est rédigé comme suit:

*« Compléter cet article par un nouvel alinéa, libellé comme suit:*

*« Par racisme, il y a lieu d'entendre la conception qu'une race est supérieure à une autre et que par voie de conséquence l'on peut appliquer à une race d'autres critères qu'à une autre. »*

#### Justification

*Les auteurs estiment qu'il est nécessaire de préciser le contenu de la notion de racisme, de manière à ce qu'aucune imprécision ne subsiste à cet égard.*

Selon l'auteur principal, l'amendement n° 53 se situe dans le prolongement de l'amendement n° 41. On donne une nouvelle définition du mot racisme dans un souci de sécurité juridique. Dans cette optique, le membre souligne que les prises de position du parti politique auquel il appartient ne répondent pas à cette définition. Il estime en effet que tous les peuples sont égaux dans leur spécificité et leur identité.

Un autre membre est d'avis que si l'on adoptait les amendements n°s 41 ou 53, on pourrait en déduire que l'auteur principal partage en fait l'idée qui est à la base du projet à l'examen.

L'auteur principal oppose un démenti en l'espèce tout en invitant la commission à approuver les amendements en question.

Le coauteur des amendements ne peut pas, en tant qu'adepte du nationalisme des peuples entrer dans la logique selon laquelle un peuple quelqu'il soit serait inférieur à un autre. Il estime que tout peuple doit avoir des chances égales de s'épanouir. À cet égard, ce n'est pas de similitude mais d'égalité de valeur qu'il est question. Et c'est à juste titre que ceux qui nient cela peuvent effectivement être montrés du doigt. Voilà pourquoi les auteurs ont estimé que cet amendement était nécessaire, car on ne reproche que trop souvent, de mauvaise foi, à leur parti politique d'avoir une attitude raciste. Selon l'intervenant, tout peuple a droit au maximum de chances de s'épanouir et c'est dans son propre environnement culturel qu'il y parviendra le plus sûrement.

L'amendement n° 53 est rejeté par 8 voix contre 1.

huldigt in de publicatie «Racisme, een element in het conflict tussen Vlamingen en Franstaligen». Het amendement is volgens het lid bedoeld om het FDF te beschermen.

Het amendement nr. 52 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 53), luidende:

*« Dit artikel aanvullen met een nieuw lid, luidende:*

*« Onder racisme wordt verstaan de opvatting dat het ene ras superieur is aan het andere en, daaruit voortvloeiend, dat ten aanzien van het ene ras andere maatstaven kunnen worden aangelegd dan ten aanzien van het andere. »*

#### Verantwoording

*Het komt de indieners noodzakelijk voor toelichting te verschaffen bij de notie racisme zodat hierover geen onduidelijkheid bestaat.*

Volgens de hoofdindieners sluit het amendement nr. 53 aan bij het amendement nr. 41. Er wordt een nieuwe definitie gegeven van wat «racisme» inhoudt, vanuit de bekommernis voor rechtszekerheid. Op basis van deze definitie beklemtoont het lid dat de stellingnames van zijn politieke partij niet onder deze definitie vallen. Alle volkeren zijn volgens hem immers gelijkwaardig in hun eigenheid en hun identiteit.

Een ander lid is van oordeel dat, indien men de amendementen nrs. 41 of 53 zou stemmen, men kan afleiden dat de hoofdindieners in feite akkoord gaat met de idee die aan de basis ligt van het voorliggende ontwerp.

De hoofdindieners ontkent dit maar nodigt de commissie uit deze amendementen goed te keuren.

De mede-indieners van de amendementen kan als volksnationalist niet in de logica treden dat gelijk welk volk minderwaardig zou zijn aan een ander volk. Hij meent dat elk volk gelijke ontplooiingskansen moet krijgen. Het gaat in dit verband dan niet om gelijkaardig zijn maar wel om gelijkwaardig zijn. Zij die dat ontkennen, mogen inderdaad terecht met de vinger gewezen worden. Vandaar dat de indieners dit amendement noodzakelijk vonden: al te vaak wordt te kwader trouw hun politieke partij een racistische houding aangewreven. Elk volk heeft volgens de spreker recht op maximale ontplooiingskansen en die krijgen zij het best in hun eigen cultuurbedding.

Het amendement nr. 53 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 54), qui est rédigé comme suit :

« Compléter cet article par un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Les notions de racisme et de xénophobie ne sont pas applicables aux formes de distinction, d'exclusion, de restriction ou de préférence qui sont prises en considération entre Belges et étrangers. »

#### Justification

Les auteurs sont d'avis qu'une distinction établie sur la base de la nationalité ne peut pas être qualifiée de raciste. Ils renvoient expressément à cet égard à l'article 1<sup>er</sup>, point 2, de la convention du 7 mars 1966 bannissant toute forme de discrimination.

L'auteur principal souligne qu'à l'heure actuelle, notre Constitution fait systématiquement une distinction en matière de droits et obligations en fonction de la nationalité. Ce sont des formes de discrimination que tout le monde accepte manifestement. Si l'on adoptait l'amendement proposé, le constituant se contredirait selon l'intervenant.

Le coauteur précise que la notion de racisme ne s'applique pas à la distinction que l'on fait entre les habitants de Belgique et les étrangers, parce que, sinon, on pourrait bien avoir des problèmes en ce qui concerne, par exemple, l'accès au statut de fonctionnaire, les autorisations de séjour, la délivrance de passeports individuels pour étrangers, les visas touristiques, etc. Autrement dit, il existe diverses pratiques courantes qui justifient une distinction en fonction de la nationalité. D'où le dépôt de cet amendement.

L'amendement n° 54 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 55), qui est rédigé comme suit :

« Compléter cet article par ce qui suit :

« et du délit prévu à l'article 368 du Code pénal. »

#### Justification

Au cours du débat animé et complexe qui a été mené à la fin des années nonante sur la réforme de la justice, la question de savoir s'il fallait ou non maintenir la cour d'assises n'a pas été abordée, et ce, pour le motif — technique — qu'une telle modification nécessite

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 54), luidende :

« Dit artikel aanvullen met een nieuw lid, luidende :

« De begrippen racisme en xenofobie zijn niet van toepassing op vormen van onderscheid, uitsluiting, beperking of voorkeur die in acht worden genomen tussen Belgen en vreemdelingen. »

#### Verantwoording

De indieners zijn van oordeel dat een onderscheid dat gemaakt wordt op grond van nationaliteit niet als racisme kan aangemerkt worden. Zij verwijzen hierbij uitdrukkelijk naar artikel 1, punt 2, van het verdrag van 7 maart 1966 inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie.

De hoofdindieners wijst erop dat men op dit ogenblik in onze Grondwet systematisch een onderscheid maakt inzake rechten en plichten op basis van de nationaliteit. Dit zijn vormen van discriminatie die blijkbaar door iedereen aanvaard worden. Indien men het voorgestelde amendement niet zou goedkeuren, is de grondwetgever in tegenspraak met zichzelf, aldus de spreker.

De mede-indiener verduidelijkt dat racisme niet van toepassing is op het onderscheid dat gemaakt wordt tussen inwoners van België en vreemdelingen omdat men anders wel eens problemen zou kunnen krijgen met bijvoorbeeld de toegang tot het statuut van ambtenaar, de verblijfsvergunningen, het uitreiken van afzonderlijke vreemdelingenpaspoorten, toeristenvisa, ... Er zijn met andere woorden verschillende gangbare praktijken die een onderscheid op basis van nationaliteit verantwoord maken. Vandaar de indiening van het amendement.

Het amendement nr. 54 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 55), luidende :

« Dit artikel aanvullen als volgt :

« Alsook voor het wanbedrijf omschreven in artikel 368 van het Strafwetboek. »

#### Verantwoording

In het woelige en complexe debat over de hervormingen van justitie op het eind van de jaren '90 is de vraag of het hof van assisen al dan niet dient te worden behouden niet aan de orde geweest onder andere om de technische reden dat wijzigingen aan het sta-



*une révision de la Constitution. Le sort qui doit être réservé à la cour d'assises occupe toutefois encore les esprits, ainsi que l'atteste le Liber Amicorum Armand Vandeplas de 1994.*

*Le débat concernant la cour d'assises mais aussi la classification — critiquée — des infractions en trois catégories, classification sur laquelle repose notre droit pénal, sont liés à la question de savoir s'il est souhaitable de maintenir le jury d'assises dans sa forme actuelle.*

*L'inconvénient de notre système de classification en trois catégories est qu'il est purement quantitatif, alors que la distinction opérée entre les infractions devrait être qualitative, c'est-à-dire qu'il faudrait faire la différence entre les infractions qui portent atteinte à des valeurs sociales intrinsèques et les infractions qui sont purement réglementaires. Dans les pays qui nous entourent, les infractions sont réparties en deux catégories: les Pays-Bas connaissent les misdrijven et les overtreedingen, l'Allemagne connaît les Verbrechen et les Vergehen et la Common law les felonies et misdemeanours ou indictable et non-indictable offences.*

*Jusqu'ici, on a toujours estimé qu'il serait difficile de passer du système trinaire à un système binaire, étant donné que la compétence de la cour d'assises est réglée par la Constitution et qu'il est donc impossible de procéder à une réforme sans révision de notre loi fondamentale.*

*Le projet à l'examen rend possible la tenue d'un débat sur les deux réformes évoquées ci-avant. La classe politique refuse toutefois sciemment de saisir cette opportunité et fuit tout débat. Une fois de plus, elle ne tient aucun compte des signaux que lui ont adressés les citoyens, qui souhaitaient manifestement un débat à la suite de l'affaire Dutroux et qui voulaient une réforme en profondeur de la justice. Le désir de changement ne portait pas tellement sur des aspects juridiques et techniques, mais plutôt sur le contenu, notamment le droit pénal. Le gouvernement actuel a réalisé quelques changements d'ordre juridique et technique dans le cadre de la loi Franchimont. En revanche, il n'y a toujours pas le moindre début de réforme sur le fond en vue.*

*Le présent amendement vise à permettre une répartition des infractions en infractions portant atteinte à des valeurs sociales intrinsèques et en infractions de nature purement réglementaire. Les auteurs du présent amendement estiment que des infractions qui portent atteinte à des valeurs sociales intrinsèques, mais qui, en vertu du système trinaire actuel, sont des délits, devraient relever, dans notre système juridictionnel actuel (qui est lui aussi trinaire: tribunaux de police, tribunaux correctionnels et cour d'assises), de la compétence de la cour d'assises. L'affaire Dutroux a en effet montré que la population considère que ces infractions sont très graves.*

*tuut van deze rechtbank een grondwetsherziening vereisen. De discussie over het lot van het hof van assisen is onderhuids echter nog steeds aanwezig, bewijze het Liber Amicorum Armand Vandeplas van 1994.*

*Niet alleen de discussie over het hof van assisen maar ook de kritiek op de driedelige indeling van de misdrijven, waarop ons strafrecht steunt, is verbonden aan de vraag of het wenselijk is de juryrecht-spraak in haar huidige vorm te handhaven.*

*Onze huidige driedelige indeling wordt verweten louter kwantitatief van aard te zijn terwijl het onderscheid tussen de misdrijven van kwalitatieve aard zou moeten zijn, namelijk door het verschil te maken tussen misdrijven die intrinsieke maatschappelijke waarden beschermen en misdrijven die slechts reglementair van aard zijn. In de ons omringende landen worden de misdrijven in twee categorieën verdeeld: in Nederland kent men misdrijven en overtreedingen, in Duitsland Verbrechen en Vergehen, in de Common law felonies en misdemeanours of indictable en non-indictable offences.*

*Tot hiertoe werd gesteld dat een vervanging van het driedelig stelsel door een tweeledig stelsel moeilijk zou zijn aangezien de bevoegdheid van het hof van assisen door de Grondwet is vastgelegd en het dus onmogelijk is zonder grondwetsherziening aan het bestaande systeem te tornen.*

*De mogelijkheid tot beide discussies is door voorliggend wetsontwerp nu wèl mogelijk geworden. Men wil hier echter opzettelijk een goede kans missen en beide discussies uit de weg aan. Hierbij wordt opnieuw niet gekeken naar de signalen van de burger die duidelijk een debat heeft gewenst naar aanleiding van de zaak Dutroux en een wezenlijke verandering van justitie heeft gewild. De wens naar veranderingen hield niet zozeer juridisch-technische veranderingen in maar eerder inhoudelijke veranderingen, zoals het strafrecht. De huidige regering is slechts tot een gedeeltelijke verandering van het juridisch-technische gedeelte gekomen via de wet Franchimont. Er is daarentegen nog geen sprake van een begin aan een inhoudelijke verandering.*

*Voorliggend amendement heeft tot doel een aanzet te zijn tot het opdelen van de misdrijven in misdrijven betreffende intrinsiek maatschappelijke waarden en misdrijven die slechts reglementair van aard zijn. De indieners van huidig amendement zijn van oordeel dat misdrijven die intrinsiek maatschappelijke waarden beschermen maar die volgens de huidige driedelige indeling onder wanbedrijven vallen, in het huidige bestaande concept van rechtbanken (dat ook de driedeligheid bevat: politierechtbanken, correctionele rechtbanken en hof van assisen) tot de bevoegdheid van het hof van assisen moeten behoren. De Dutroux-affaire heeft immers aangetoond dat de bevolking deze misdrijven ernstig acht.*

*Les infractions prévues à l'article 368 concernant l'enlèvement de mineurs peuvent donc être considérées comme portant atteinte à des valeurs sociales intrinsèques. L'affaire Dutroux a montré que ce type de délits doit être considéré comme très grave et mérite donc toute l'attention de la justice.*

En ce qui concerne les amendements n<sup>os</sup> 55 à 64, l'auteur principal précise qu'ils visent à revaloriser la procédure avec jury en tant que telle. Actuellement, nombre de délits sont déjà correctionnalisés, ce qui constitue, selon le membre, une atteinte à la compétence de la cour d'assises.

Les amendements visent à ce que l'on ne porte plus devant le juge correctionnel certains délits qui sont énumérés dans le Code pénal et qui, selon le membre, sont des délits qui touchent à des valeurs intrinsèquement sociales, et de rendre la cour d'assises compétente pour ces délits.

L'amendement n<sup>o</sup> 55 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n<sup>o</sup> 1-1328/2, amendement n<sup>o</sup> 56), qui est rédigé comme suit :

« Compléter cet article par ce qui suit :

« , ainsi que du délit défini à l'article 373 du Code pénal. »

#### Justification

*Voir la justification de l'amendement n<sup>o</sup> 55. L'article 373 du Code pénal concerne l'attentat à la pudeur.*

L'amendement n<sup>o</sup> 56 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n<sup>o</sup> 1-1328/2, amendement n<sup>o</sup> 57), qui est rédigé comme suit :

« Compléter cet article par ce qui suit :

« , ainsi que du délit défini à l'article 377, alinéa 3, du Code pénal. »

#### Justification

*Voir la justification de l'amendement n<sup>o</sup> 55. L'article 377, alinéa 3, du Code pénal concerne l'attentat à la pudeur commis par des parents et des personnes ayant autorité sur la victime.*

L'amendement n<sup>o</sup> 57 est rejeté par 8 voix contre 1.

*Artikel 368 handelt over de ontvoering van minderjarigen en kan dus gecatalogeerd worden onder de misdrijven die intrinsiek maatschappelijke waarden wenst te beschermen. De affaire Dutroux heeft aangetoond dat dit wanbedrijf als zeer ernstig moet worden beschouwd en dus alle aandacht mag en moet genieten.*

Wat de amendementen nrs. 55 tot 64 betreft, verduidelijkt de hoofdindieners dat deze amendementen er op gericht zijn de juryrechtspraak als dusdanig opnieuw te herwaarderen. Vandaag de dag zijn reeds heel wat misdrijven gecorrectionaliseerd, wat volgens het lid een uitholling is van de bevoegdheid van het hof van assisen.

De amendementen strekken ertoe om een aantal misdrijven, opgenomen in het Strafwetboek en die volgens de spreker misdrijven zijn betreffende intrinsiek maatschappelijke waarden, niet langer voor de correctionele rechter te brengen en het hof van assisen hiervoor bevoegd te maken.

Het amendement nr. 55 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 56), luidende :

« Dit artikel aanvullen als volgt :

« , alsook voor het wanbedrijf omschreven in artikel 373 van het Strafwetboek. »

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 55. Artikel 373 van het Strafwetboek handelt over de aanranding van de eerbaarheid.*

Het amendement nr. 56 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 57), luidende :

« Dit artikel aanvullen als volgt :

« , alsook voor het wanbedrijf omschreven in artikel 377, derde lid, van het Strafwetboek. »

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 55. Artikel 377, derde lid, van het Strafwetboek handelt over de aanranding van de eerbaarheid door bloedverwanten en gezaghebbende personen.*

Het amendement nr. 57 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 58,) qui est rédigé comme suit :

« Compléter cet article par les mots :

« et du délit visé à l'article 380bis, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Code pénal. »

#### Justification

Voir la justification de l'amendement n° 55. L'article 380bis, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Code pénal traite de l'incitation à la prostitution et de la corruption de la jeunesse.

L'amendement n° 58 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 59), qui est rédigé comme suit :

« Compléter cet article par les mots :

« et du délit visé à l'article 380quater du Code pénal. »

#### Justification

Voir la justification de l'amendement n° 55. L'article 380quater du Code pénal traite de l'incitation à la débauche.

L'amendement n° 59 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 60), qui est rédigé comme suit :

« Compléter cet article par les mots :

« et du délit visé à l'article 380quinquies du Code pénal. »

#### Justification

Voir la justification de l'amendement n° 55. L'article 380quinquies du Code pénal traite de la publicité pour une offre de services à caractère sexuel s'adressant spécifiquement aux mineurs.

L'amendement n° 60 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 61), qui est rédigé comme suit :

« Compléter cet article comme suit :

« , ainsi que du délit défini à l'article 383 du Code pénal. »

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 58), luidende :

« Dit artikel aanvullen als volgt :

« , alsook voor het wanbedrijf omschreven in artikel 380bis, §§ 1 en 2, van het Strafwetboek. »

#### Verantwoording

Zie amendement nr. 55. Artikel 380bis, §§ 1 en 2, van het Strafwetboek handelt over het aanzetten tot prostitutie en bederf van de jeugd.

Het amendement nr. 58 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 59), luidende :

« Dit artikel aanvullen als volgt :

« , alsook voor het wanbedrijf omschreven in artikel 380quater van het Strafwetboek. »

#### Verantwoording

Zie amendement nr. 55. Artikel 380quater van het Strafwetboek handelt over het aanzetten tot ontucht.

Het amendement nr. 59 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 60), luidende :

« Dit artikel aanvullen als volgt :

« , alsook voor het wanbedrijf omschreven in artikel 380quinquies van het Strafwetboek. »

#### Verantwoording

Zie amendement nr. 55. Artikel 380quinquies van het Strafwetboek handelt over het maken van reclame over prostitutie specifiek gericht op minderjarigen.

Het amendement nr. 60 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 61), luidende :

« Dit artikel aanvullen als volgt :

« , alsook voor het wanbedrijf omschreven in artikel 383 van het Strafwetboek. »

## Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 55. L'article 383 du Code pénal concerne l'outrage public aux bonnes mœurs.*

L'amendement n° 61 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 62), qui est rédigé comme suit:

« Compléter cet article comme suit :

« , ainsi que du délit défini à l'article 385 du Code pénal. »

## Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 55. L'article 385 du Code pénal concerne l'outrage public aux bonnes mœurs en présence d'un enfant de moins de 16 ans.*

L'amendement n° 62 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 63), qui est rédigé comme suit:

« Compléter cet article comme suit :

« , ainsi que du délit défini à l'article 386 du Code pénal. »

## Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 55. L'article 386 du Code pénal concerne la vente d'objets pornographiques aux mineurs.*

L'amendement n° 63 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 64), qui est rédigé comme suit:

« Compléter cet article comme suit :

« , ainsi que du délit défini à l'article 386bis du Code pénal. »

## Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 55. L'article 386bis du Code pénal concerne la vente d'objets indécents à des mineurs ainsi que l'exposition de tels objets en présence de mineurs.*

L'amendement n° 64 est rejeté par 8 voix contre 1.

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 55. Artikel 383 van het Strafwetboek handelt over openbare schennis van de goede zeden.*

Het amendement nr. 61 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 62), luidende:

« Dit artikel aanvullen als volgt :

« , alsook voor het wanbedrijf omschreven in artikel 385 van het Strafwetboek. »

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 55. Artikel 385 van het Strafwetboek handelt over openbare zedenschennis in tegenwoordigheid van een kind beneden 16 jaar.*

Het amendement nr. 62 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 63), luidende:

« Dit artikel aanvullen als volgt :

« , alsook voor het wanbedrijf omschreven in artikel 386 van het Strafwetboek. »

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 55. Artikel 386 van het Strafwetboek handelt over verkoop van pornografie aan minderjarigen.*

Het amendement nr. 63 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 64), luidende:

« Dit artikel aanvullen als volgt :

« , alsook voor het wanbedrijf omschreven in artikel 386bis van het Strafwetboek. »

## Verantwoording

*Zie amendement nr. 55. Artikel 386bis van het Strafwetboek handelt over verkoop of tentoonstellen van oneerbare voorwerpen aan minderjarigen.*

Het amendement nr. 64 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 65), qui est rédigé comme suit :

« Compléter le texte proposé par ce qui suit : « ainsi que pour le viol d'un enfant âgé de moins de 10 ans, même si un juge d'instruction retient des circonstances atténuantes. »

#### Justification

*L'article 150 de la Constitution prévoit que le jury est établi pour toutes les affaires criminelles, c'est-à-dire pour les « crimes ». Les crimes sont les infractions que la loi punit d'une peine criminelle, c'est-à-dire d'une détention ou d'une réclusion de plus de cinq ans.*

*De nombreux faits graves considérés comme des crimes aux termes de la loi ne sont toutefois jamais jugés par un jury, et ce, en raison de l'acceptation quasi automatique de « circonstances atténuantes ». Les crimes sont dès lors correctionnalisés et renvoyés, par les juridictions d'instruction, au tribunal correctionnel.*

*S'il est, en principe, prévu que les circonstances atténuantes ne peuvent être admises, et qu'aucune correctionnalisation n'est donc possible pour les crimes punissables d'une réclusion de plus de 20 ans, un certain nombre d'exceptions sont cependant immédiatement prévues. Dans la pratique, la plupart des crimes graves peuvent dès lors être correctionnalisés.*

*C'est donc, à juste titre que le professeur anversois Van den Wijngaert écrit dans l'ouvrage intitulé « Strafrecht en strafprocesrecht in hoofdlijnen » que « Cette règle a souffert tant d'exceptions au fil des ans qu'elle a été complètement évidée, si bien que la plupart des crimes sont actuellement susceptibles de correctionnalisation. »*

*Cette situation mine, d'une façon inacceptable, l'application de l'article 150 de la Constitution. La population estime que cet automatisme heurte le sentiment de justice. La cour d'assises est dégradée au rang de « Cour du crime passionnel », alors que nombre d'autres crimes choquants et condamnables échappent au jury.*

*À partir du moment où l'on juge opportun de soustraire explicitement une certaine catégorie d'infractions au jury populaire, il y a lieu aussi de prévoir explicitement à l'article 150 qu'un certain nombre de crimes graves doivent bien être soumis au jury populaire, qu'une juridiction d'instruction ait ou non admis d'éventuelles circonstances atténuantes.*

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 65), luidende :

« Dit artikel aanvullen met de woorden « , alsmede voor de verkrachting van een kind van minder dan 10 jaar oud, zelfs indien verzachtende omstandigheden worden weerhouden door een onderzoeksgerecht. »

#### Verantwoording

*Artikel 150 van de Grondwet stelt de jury in voor alle criminele zaken, dit zijn alle « misdaden ». Misdaden zijn die misdrijven die door de wet worden bestraft met criminele straffen, met name hechtenis en opsluiting van meer dan 5 jaar.*

*Vele zware door de wet als misdaad omschreven feiten komen echter nooit voor een jury, en dit door de quasi-automatische aanneming van « verzachtende omstandigheden ». Daardoor worden de misdaden gecorrectionaliseerd, en door de onderzoeksgerechten verwezen naar de correctionele rechtbank.*

*Principieel is bepaald dat verzachtende omstandigheden niet kunnen aangenomen worden, en correctionalisering dus niet mogelijk is voor misdaden die strafbaar zijn gesteld met opsluiting van meer dan 20 jaar, maar meteen worden daarop een aantal uitzonderingen voorzien, waardoor in de praktijk vrijwel alle zeer zware misdaden toch kunnen gecorrectionaliseerd worden.*

*In het boek « Strafrecht en strafprocesrecht in hoofdlijnen » schrijft de Antwerpse professor Van den Wyngaert dan ook terecht : « In de loop der jaren zijn op deze regel zoveel uitzonderingen ingevoerd dat de regel totaal is uitgehold waardoor nu de meeste misdaden vatbaar zijn voor correctionalisering. »*

*Hierdoor wordt de toepassing van artikel 150 van de Grondwet op onaanvaardbare wijze uitgehold, en dit automatisme wordt door de bevolking ervaren als strijdig met het rechtvaardigheidsgevoel. Het hof van assisen wordt gedegradeerd tot een « Hof van de passionele moord », terwijl talrijke andere schokkende en verwerpelijke misdaden niet aan de jury worden onderworpen.*

*Op het ogenblik dat men het nodig acht voor een bepaalde categorie van misdrijven expliciet te bepalen dat de juryrechtspraak niet van toepassing is, past het tegelijkertijd voor een aantal bijzonder zware misdaden expliciet in artikel 150 op te nemen dat de juryrechtspraak wel degelijk moet toegepast worden, ongeacht de eventuele aanneming door een onderzoeksgerecht van verzachtende omstandigheden.*

*En admettant des circonstances atténuantes pour de tels crimes, la juridiction d'instruction peut adresser un message au jury, mais on réhabilite l'application de l'article 150 en ce sens que le dernier mot appartient au jury.*

En ce qui concerne les amendements n<sup>os</sup> 69 et suivants, le coauteur précise que, tant que l'on appliquera le principe du jury populaire, il faudra veiller à ce qu'il puisse donner toute sa mesure. D'après la doctrine, le jury populaire peut constituer un contre-poids important aux juges professionnels et aux professeurs. De l'avis de l'intervenant, le jury populaire existe en outre presque partout dans le monde. Il ne veut pas jeter le discrédit sur les professeurs, mais il a parfois l'impression, qu'en séance plénière du Sénat, plusieurs collègues n'osent pas faire de remarques ou s'abstiennent d'intervenir, parce qu'ils ont peur d'être traités d'idiots. Or, il est impossible qu'un individu, fût-il un professeur spécialisé dans une matière donnée, puisse embrasser tous les aspects de la vie sociale et les assimiler tous en détail jusqu'à saisir toutes les finesses. Le fait que les sénateurs soient spécialisés dans des domaines très divers et soient en mesure de transmettre les connaissances et les informations dont ils disposent à tous leurs collègues qui le souhaitent est précisément une qualité précieuse d'une assemblée comme le Sénat. L'intervenant estime qu'il faut cesser de se complaire dans certaines terminologies et qu'il est grand temps de faire en sorte que la jurisprudence, et les textes de loi, deviennent compréhensibles. C'est la raison pour laquelle il estime qu'il y a lieu d'organiser un débat au Parlement sur l'importance et la fonction du jury — et non pas d'en organiser uniquement — entre spécialistes.

L'intervenant estime que les délits que l'on propose de soumettre à nouveau au jury populaire ont été choisis délibérément: il s'agit dans tous les cas de délits qui avaient récemment été correctionnalisés à la suite de la prise en considération de circonstances atténuantes et, partant, soustraits à la compétence du jury populaire.

Pour conclure, le coauteur des amendements lance la mise en garde suivante: les courants politiques qui adopteront le projet de révision de l'article 150 de la Constitution à l'examen sont des courants politiques du passé qui cherchent à hypothéquer les tendances politiques de l'avenir et à les empêcher de fonctionner. Il est d'avis que l'avenir montrera que les nombreux jeunes qui font partie de la tendance politique de l'avenir riront des combats d'arrière-garde qu'auront menés les courants politiques du passé.

L'amendement n<sup>o</sup> 65 est rejeté par 8 voix contre 1.

*Aldus kan het onderzoeksgerecht voor dergelijke misdaden door het aannemen van verzachtende omstandigheden wel een signaal geven naar de jury, maar wordt de werking van artikel 150 in ere hersteld in die zin dat de jury het laatste woord behoudt.*

Wat de amendementen 65 en volgende betreft, verduidelijkt de mede-indiener dat het principe van de volksjury, zolang het bestaat, naar zijn volle gewicht en kracht moet kunnen functioneren. Volgens de rechtsleer kan de volksjury een belangrijk tegengewicht zijn tegen de beroepsmagistraten en de professoren. Bovendien bestaat de volksjury, volgens de spreker, bijna overal ter wereld. De spreker wenst het professoraat niet in discredit te brengen, maar hij heeft in de plenaire vergadering van de Senaat af en toe de indruk dat nogal wat collega's geen opmerkingen maken of een tussenkomst houden uit vrees voor dom versleten te worden. Het is echter onmogelijk voor elk individu, zelfs voor een gespecialiseerde professor in één materie, om alle aspecten van het maatschappelijk leven te bevatten en deze allemaal te kennen en te doorgronden tot in de finesse. Het is juist het waardevolle aan een vergadering zoals de Senaat dat de senatoren gespecialiseerd zijn in zeer diverse domeinen en hun kennis en informatie en wetenschap kunnen meedelen aan al de leergierige collega's. Hij denkt dat het noodzakelijk is af te stappen van het zich wentelen in bepaalde terminologieën en dat men eindelijk eens zou moeten overgaan tot het begrijpelijk maken van, niet alleen onze rechtspraak, maar ook van de wetteksten. Daarom is het volgens de spreker noodzakelijk een maatschappelijk debat te voeren in het Parlement — en dus niet enkel onder specialisten — over het belang en de functie van de volksjury.

De misdrijven waarvan wordt voorgesteld ze terug te onderwerpen aan de volksjury zijn volgens de spreker bewust gekozen: het betreft telkens misdrijven die kortelings werden gecorrectionaliseerd bij het in acht nemen van verzachtende omstandigheden en bijgevolg aan de volksjury werden onttrokken.

Tenslotte waarschuwt de mede-indiener ervoor dat de politieke stromingen die het voorliggende ontwerp tot herziening van artikel 150 van de Grondwet zullen goedkeuren de politieke stromingen van het verleden zijn die de politieke stroming van de toekomst pogen onmogelijk te maken en te hypothekeren. Spreker denkt dat de toekomst zal aantonen dat de vele jongeren die deel uitmaken van de politieke stroming van de toekomst de achterhoedegevechten van de politieke stromingen van het verleden zullen weglachen.

Het amendement nr. 65 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 66), qui est rédigé comme suit :

*« Compléter le texte proposé par ce qui suit :*

*« ainsi que pour les prises d'otages, lorsque celles-ci ont causé aux otages une incapacité permanente physique ou psychique, même si une juridiction d'instruction retient des circonstances atténuantes. »*

#### Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 65.*

L'amendement n° 66 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat n° 1-1328/2, amendement n° 67), qui est rédigé comme suit :

*« Compléter le texte proposé par ce qui suit :*

*« ainsi que pour les vols commis à l'aide de violence lorsque ceux-ci ont causé aux victimes une incapacité permanente physique ou psychique, même si une juridiction d'instruction retient des circonstances atténuantes. »*

#### Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 65.*

L'amendement n° 67 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 68), qui est rédigé comme suit :

*« Compléter le texte proposé par ce qui suit :*

*« ainsi que pour les incendies allumés pendant la nuit, même si une juridiction d'instruction retient des circonstances atténuantes. »*

#### Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 65.*

L'amendement n° 68 est rejeté par 8 voix contre 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 66), luidende :

*« Dit artikel aanvullen met de woorden :*

*« alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven, alsmede voor gijzeling wanneer de gegijzelden een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid oplopen, zelfs indien verzachtende omstandigheden worden weerhouden door een onderzoeksgerecht. »*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 65.*

Het amendement nr. 66 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 67), luidende :

*« Dit artikel aanvullen met de woorden :*

*« alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven, alsmede voor zware diefstal waarbij de slachtoffers blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid oplopen, zelfs indien verzachtende omstandigheden worden weerhouden door een onderzoeksgerecht. »*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 65.*

Het amendement nr. 67 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 68), luidende :

*« Dit artikel aanvullen met de woorden :*

*« alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven, alsmede voor de brandstichting bij nacht, zelfs indien verzachtende omstandigheden worden weerhouden door een onderzoeksgerecht. »*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 65.*

Het amendement nr. 68 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 69), qui est rédigé comme suit :

*« Compléter le texte proposé par les mots :*

*« ainsi que pour un incendie ayant fait des victimes, même si une juridiction d'instruction retient des circonstances atténuantes. »*

#### Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 65.*

L'amendement n° 69 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 70), qui est rédigé comme suit :

*« Compléter le texte proposé par les mots :*

*« ainsi que pour la destruction ou le dégât de propriétés mobilières d'autrui, opéré à l'aide de violences ou de menaces ayant causé une maladie ou une lésion corporelle, même si une juridiction d'instruction retient des circonstances atténuantes. »*

#### Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 65.*

L'amendement n° 70 est rejeté par 8 voix contre 1.

M. Van Hauthem et consorts déposent un amendement (doc. Sénat, n° 1-1328/2, amendement n° 71), qui est rédigé comme suit :

*« Compléter le texte proposé par les mots :*

*« ainsi que pour la destruction ou le dégât de propriétés mobilières d'autrui, opéré à l'aide de violences ou de menaces ayant causé une maladie ou une lésion corporelle, notamment une incapacité permanente de travail personnel visée à l'article 400 du Code pénal, même si une juridiction d'instruction retient des circonstances atténuantes. »*

#### Justification

*Voir la justification de l'amendement n° 65.*

L'amendement n° 71 est rejeté par 8 voix contre 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 69), luidende :

*« Dit artikel aanvullen met de woorden :*

*« alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven, alsmede voor de brandstichting met slachtoffers, zelfs indien verzachtende omstandigheden worden weerhouden door een onderzoeksgerecht. »*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 65.*

Het amendement nr. 69 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 70), luidende :

*« Dit artikel aanvullen met de woorden :*

*« alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven, alsmede voor de vernieling of beschadiging van roerende goederen, gepleegd met geweld of bedreiging, met een ziekte of lichamelijk letsel als gevolg, zelfs indien verzachtende omstandigheden worden weerhouden door een onderzoeksgerecht. »*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 65.*

Het amendement nr. 70 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.

De heer Van Hauthem c.s. dient een amendement in (Stuk Senaat, nr. 1-1328/2, amendement nr. 71), luidende :

*« Dit artikel aanvullen met de woorden :*

*« alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven, alsmede voor de vernieling of beschadiging van roerende goederen, gepleegd met geweld of bedreiging, met een ziekte of lichamelijk letsel als gevolg, met name een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid bepaald in artikel 400 van het Strafwetboek, zelfs indien verzachtende omstandigheden worden weerhouden door een onderzoeksgerecht. »*

#### Verantwoording

*Zie amendement nr. 65.*

Het amendement nr. 71 wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1.



**III. VOTE SUR L'ARTICLE UNIQUE**

Le projet de révision est adoptée par 7 voix contre 1 et 1 abstention.

De par l'adoption du projet de révision de l'article 150 de la Constitution, les propositions de révision de ce même article (doc. Sénat, n° 1-451/1, 1-548/1, 1-837/1 et 1-1231/1 et 2) deviennent caduques.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 10 membres présents.

*Le rapporteur,*

Charles-Ferdinand NOTHOMB.

*Le président,*

Frank SWAELEN.

**III. STEMMING OVER HET ENIGE ARTIKEL**

Het ontwerp tot herziening is aangenomen met 7 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

Ten gevolge van de aanneming van het ontwerp tot herziening van artikel 150 van de Grondwet vervallen de voorstellen tot herziening van datzelfde artikel (Stukken Senaat, nrs. 1-451/1, 1-548/1, 1-837/1 et 1-1231/1 en 2).

Het verslag is goedgekeurd bij eenparigheid van de 10 aanwezige leden.

*De rapporteur,*

Charles-Ferdinand NOTHOMB.

*De voorzitter,*

Frank SWAELEN.

## ANNEXE

Bruxelles, le 25 mars 1999.

À Monsieur F. SWAELEN

Président du Sénat

Président de la commission des Affaires institutionnelles

*Objet* : Proposition de révision de la Constitution.

Monsieur le Président,

En réponse à votre demande de pouvoir disposer des rapports du groupe de travail qui a examiné, sous notre direction, la problématique des délits de presse à caractère raciste, nous pouvons vous communiquer que ce groupe de travail avait un caractère purement informel et qu'il n'y a eu aucun compte rendu de ses réunions.

Certaines de ses réunions ont vu la présence de représentants des associations de journalistes et des éditeurs de presse. Les médias y ont consacré des reportages détaillés.

Plusieurs experts et journalistes ont exposé, à diverses occasions, et notamment au cours du colloque « Justice et Médias » qui fut organisé par le Sénat, leur point de vue concernant la révision de l'article 150 de la Constitution. Ces points de vue sont également exposés dans des publications que chacun peut se procurer.

Pour ces raisons, la commission de Révision de la Constitution de la Chambre a d'ailleurs estimé qu'il n'y avait pas lieu d'organiser d'audition sur la révision de l'article 150 de la Constitution.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Stefaan DE CLERCK,

*Représentant de la Nation*

Didier REYNDERS,

*Président du groupe PRL de la Chambre*

## BIJLAGE

Brussel, 25 maart 1999.

Aan dhr. F. SWAELEN

Voorzitter van de Senaat

Voorzitter van de commissie Institutionele Aangelegenheden

*Betreft* : voorstel tot herziening van artikel 150 Grondwet

Geachte voorzitter,

Op uw vraag om te kunnen beschikken over de verslagen van de werkgroep die onder onze leiding de problematiek van de racistische persdelicten heeft onderzocht, kunnen wij U mededelen dat deze werkgroep een louter informeel karakter had en van haar bijeenkomsten geen verslagen zijn opgemaakt.

Op een aantal bijeenkomsten waren vertegenwoordigers van de journalistenverenigingen en van de dagbladuitgevers aanwezig. Over deze vergadering is in de media uitvoerig bericht.

Verscheidene deskundigen en journalisten hebben bij diverse gelegenheden, onder meer op het door de Senaat georganiseerde colloquium over « Justitie en Media », hun standpunt over de herziening van artikel 150 van de Grondwet uiteengezet. Hun standpunten zijn ook terug te vinden in publicaties die voor iedereen beschikbaar zijn.

Om deze redenen heeft de Kamercommissie voor de Herziening van de Grondwet trouwens geoordeeld geen hoorzittingen over de herziening van artikel 150 van de Grondwet te organiseren.

Hoogachtend,

Stefaan DE CLERCK,

*Volksvertegenwoordiger*

Didier REYNDERS,

*Voorzitter PRL-Kamerfractie*